

Commune de **Baslieux-Sous-Chatillon**

Plan Local d'Urbanisme

1 - RAPPORT DE PRESENTATION

Projet arrêté le 25 juillet 2019

Projet mis à enquête du 10 septembre au 15 octobre 2020

Projet approuvé le 10 décembre 2020

Cachet et signature du Maire



GEOGRAM

16 rue Rayet Liénart
51420 Witry-lès-Reims
Tél. : 03 26 50 36 86 / Fax : 03 26 50 36 80
e-mail : bureau.etudes@geogram.fr
Site internet : www.geogram.fr

Sommaire

INTRODUCTION.....	7
▶ <i>Les objectifs de l'élaboration d'un PLU</i>	<i>7</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Définition</i>	<i>7</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu.....</i>	<i>8</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation.....</i>	<i>16</i>
 1^{ERE} PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL	 19
 1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE.....	 21
1.1 - <i>Situation administrative et géographique.....</i>	<i>21</i>
1.2 - <i>Intercommunalité et structures intercommunales</i>	<i>23</i>
1.3 - <i>Historique de la planification locale</i>	<i>28</i>
1.4 - <i>Histoire locale.....</i>	<i>28</i>
 2] LES COMPOSANTES DE LA COMMUNE.....	 32
2.1 - <i>Approche sociodémographique du territoire.....</i>	<i>32</i>
2.2 - <i>Habitat.....</i>	<i>35</i>
2.3 - <i>Approche socioéconomique du territoire</i>	<i>40</i>
2.4 - <i>Réseaux</i>	<i>48</i>
 3] COMPATIBILITE ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES	 54
3.1 - <i>Prescriptions territoriales d'aménagement.....</i>	<i>54</i>
3.2 - <i>Patrimoine archéologique.....</i>	<i>61</i>
 4] SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET CONTRAINTES TERRITORIALES.....	 63
4.1 - <i>Servitudes d'utilité publique</i>	<i>63</i>
4.2 – <i>Projet d'intérêt général.....</i>	<i>66</i>
4.3 – <i>Contraintes particulières</i>	<i>67</i>
 5] POLITIQUES CONTRACTUELLES ET DEMARCHES INTERCOMMUNALES	 69
5.1 - <i>Habitat.....</i>	<i>69</i>
5.2 – <i>Respect du principe de mixité sociale.....</i>	<i>70</i>
5.3 – <i>Garantie du droit au logement</i>	<i>71</i>
5.4 - <i>Accueil des gens du voyage.....</i>	<i>71</i>

2^{EME} PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 73

1] MILIEU PHYSIQUE	75
1.1 - Relief	75
1.2 - Contexte géologique.....	75
1.3 – Hydrologie.....	82
1.4 - Climatologie.....	86
1.5 – Energies renouvelables	87
1.6 - Qualité de l'air.....	90
 2] ENVIRONNEMENT NATUREL	 91
2.1 - Approche paysagère	91
2.2 - Les milieux naturels identifiés.....	95
2.3 - Les risques naturels	103
 3] PATRIMOINE BATI.....	 110
3.1 - Organisation des zones bâties	110
3.2 - Desserte de la zone bâtie.....	111
3.3 - Caractéristiques principales des constructions.....	114

3^{EME} PARTIE : PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES..... 117

1 - SYNTHESE DES ELEMENTS DU DIAGNOSTIC ET EXPLICATION DES ENJEUX DEFINIS DANS LE PADD.....	119
1.1 - Diagnostic environnemental	119
1.2 - Diagnostic paysager et patrimonial.....	120
1.3 - Diagnostic démographique et socioéconomique	121
 II - ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS	 125
2.1 - Evolution de l'occupation du sol sur le territoire communal	125
2.2 – Identification des capacités de densification.....	127
2.3 - Objectif de modération de consommation des espaces agricoles et naturels fixés dans le cadre du PLU	129
 3 - TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD DANS LES DOCUMENTS GRAPHIQUES	 130
3.1 - Fondements du Projet d'Aménagement et de Développement Durables	130
3.2 - Orientations concernant l'habitat	131
3.3 - Orientations concernant le développement des activités économiques, commerciales, les services et équipements	135

3.4 - Orientations concernant les transports et les déplacements et les loisirs	140
3.5 - Orientations concernant le développement des communications numériques et des réseaux d'énergie	141
3.6 - Orientations concernant les paysages et le cadre de vie.	142
3.7. Les orientations concernant la protection des espaces naturels et la préservation des continuités écologiques	143
3.8 - Superficie et capacité d'accueil des zones du PLU	147
4 - TRADUCTION DES ORIENTATIONS DANS LES OAP.....	151
5 - TRADUCTION DE CES ORIENTATIONS DANS LE DOCUMENT ECRIT (REGLEMENT DU PLU) ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL.....	153
5.1 - Dispositions applicables aux zones urbaines	153
5.2 - Dispositions applicables aux zones agricoles.....	157
5.3 - Dispositions applicables aux zones naturelles.....	161
6- COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX.....	165
6.1. Compatibilité avec le SCoT.....	165
6.2. Compatibilité avec le SDAGE 2010-2015.....	170
4^{EME} PARTIE : ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT.....	172
1- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES	175
1.1 Développement économique et activités	175
1.2 - Impact sur l'agriculture	175
2 - IMPACT SUR LE PAYSAGE	179
2.1. Le paysage naturel	179
2.2. Le paysage urbain	180
3 - IMPACT SUR LE MILIEU PHYSIQUE	181
3.1. Incidences sur les ressources minérales sous-terraines	181
3.2. Incidences sur les eaux souterraines.....	181
3.3. Incidences sur les eaux de surface.....	182
3.4 Prise en compte des zones humides	183
3.5. Incidences sur la qualité de l'air.....	183
3.6. Sur le climat.....	184
4 - IMPACT SUR LE MILIEU NATUREL	185
4.1 Prise en compte des zones humides	185

4.2 Impact sur les sites Natura 2000	187
5- IMPACT SUR LA SANTE PUBLIQUE, L'EAU ET LES DECHETS.....	189
5.1. La santé humaine	189
5.2. Le bruit.....	189
5.3. La gestion des déchets.....	189
5.4. L'Alimentation en Eau Potable.....	190
5.5. L'assainissement	190
6 - AUTRES IMPACTS	191
6.1. Les zones à risque du territoire communal	191
6.2. Le trafic et la sécurité routière.....	191
6.3. Patrimoine archéologique	191
5^{EME} PARTIE : INDICATEURS PROPOSES POUR L'EVALUATION DU PLU	194
6^{EME} PARTIE: ANNEXES :.....	198

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite ALUR), l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret du 28 décembre 2015 ont introduit une recodification « à droit constant » du code de l'urbanisme, entrée en vigueur au 1er janvier 2016.

Toutefois, l'Article 12 (VI) du décret précité offre la possibilité d'appliquer les articles R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015, dans le cadre de procédures engagées avant le 1er janvier 2016.

► Les objectifs de l'élaboration d'un PLU

Par la délibération du 10 décembre 2015, la municipalité de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON a exprimé sa volonté de réviser son Plan d'Occupation des Sols et d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit d'un document de planification qui organise l'avenir du village et régit l'occupation des sols comme le faisait le Plan d'Occupation des Sols. Il vise à répondre à de nouveaux enjeux communaux. Au travers ce document, les élus souhaitent¹, outre l'obligation légale de se doter d'un PLU pour remplacer le POS :

- Mettre en concordance le POS actuel avec la nouvelle réglementation ;
- Prendre en compte dans le document révisé, le PPRN-GT de la Vallée de la Marne ;
- Prendre en compte la révision des zones constructibles pour permettre l'évolution de nouvelles constructions notamment communales ».

► Le Plan Local d'Urbanisme : Définition

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 a remplacé les Plans d'Occupation des Sols (POS) par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Le PLU constitue le document fondamental de la planification locale. Comme le POS, le PLU définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Conformément aux dispositions de l'Article L.101-2 du code de l'urbanisme applicable au 1^{er} janvier 2016, en matière d'urbanisme, l'action des collectivités publiques vise à atteindre les objectifs suivants :

¹ Motivations exposées dans la délibération du 10 décembre 2015, prescrivant la procédure de révision du POS et d'élaboration d'un PLU.

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

► Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu

Le PLU comprend :

1 – Le **rapport de présentation** qui (*Article L.151-4 du code de l'urbanisme*) :

- Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement ;
- S'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement

forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services ;

- Analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales ;
- Expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.
- Etablit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

De plus, conformément à l'Article R.151-1, pour l'application de l'Article L.151-4, le rapport de présentation :

- Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ;
- Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même ;
- Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

2 - Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Ce document a pour fonction exclusive de présenter le projet communal pour les années à venir. Il a donc une place capitale.

Il définit :

- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques,

l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il est la clé de voûte du PLU ; les documents du PLU qui ont une valeur juridique (règlement et orientations d'aménagement et de programmation) doivent être cohérents avec lui. Il fait l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal. Ce débat doit être mené au minimum deux mois avant l'arrêt de projet.

3 – Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. Elles peuvent notamment :

- Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

Les orientations d'aménagement et de programmation sont obligatoires (la partie programmation reste facultative).

4 – Le règlement fixe en cohérence avec le PADD, les règles générales et les servitudes qui permettent d'atteindre les objectifs mentionnés. Le règlement se compose d'un document écrit et de documents graphiques.

Les documents graphiques font apparaître le plan de zonage de l'ensemble du territoire communal. Il existe plusieurs types de zones :

- Les zones urbaines dites « zones U » : peuvent être classées en zone urbaine les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- Les zones à urbaniser dites « zones AU » : peuvent être classées en zones à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, prévus par le PADD et le règlement.
- Les zones agricoles dites « zones A » : peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.
- Les zones naturelles et forestières dites « zones N » : peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison
 - Soit de la qualité des sites, des milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
 - Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
 - Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
 - Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
 - Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Les documents graphiques du P.L.U., outre le zonage, peuvent également faire apparaître les espaces boisés classés, les emplacements réservés ainsi que les terrains cultivés à protéger et inconstructibles, etc.

Le règlement écrit fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones, en cohérence avec le PADD et peut fixer des règles relatives à :

1. L'usage et la destination des constructions :

- Destinations et sous destinations ;
- Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols ;
- Mixité fonctionnelle et sociale.

2. Aux caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères :

- Volumétrie et implantation des constructions ;
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions ;

→ Stationnement.

3. A l'équipement des zones et aux réseaux :

- Desserte par les voies publiques ou privées ;
- Desserte par les réseaux.

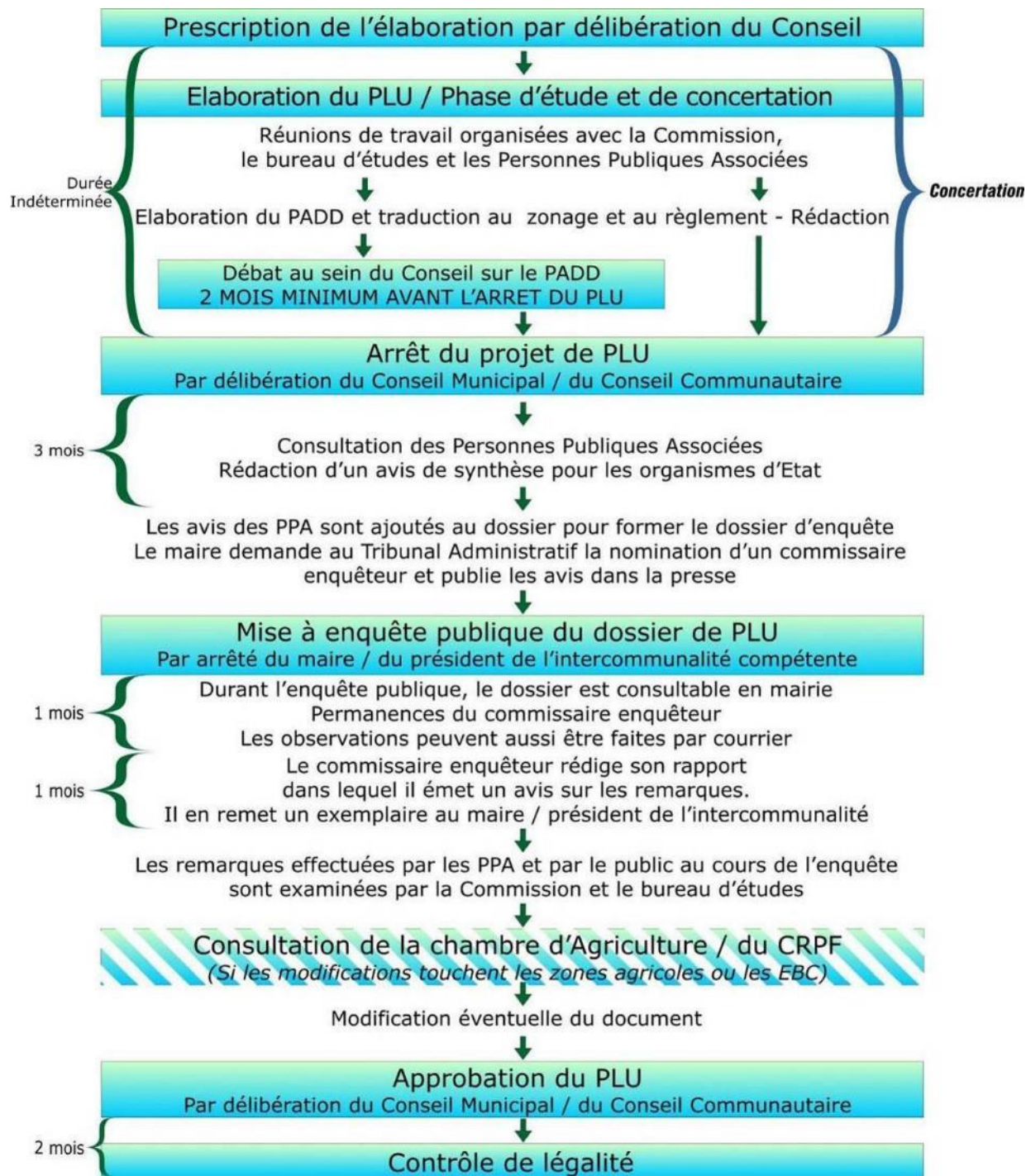
5 - Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique qui comprennent notamment, à titre informatif :

1. Les pièces écrites comportant :

- Liste des servitudes d'utilité publique qui grèvent le territoire communal ;
- Données concernant le système d'alimentation en eau potable, le système d'assainissement, les ordures ménagères...

2. Les documents graphiques qui font apparaître :

- Le plan des servitudes d'utilité publique ;
- Les plans des réseaux d'eau et d'assainissement...



PROCÉDURE d'ELABORATION du PLU

Le Conseil Municipal et le Maire :
Conduisent la procédure, arrête et approuve le PLU.

Bureau d'Etudes :
Réalise les études et les documents du

**Qui peut
Participer au Plan
Local d'Urbanisme
?**

La population de la commune est consultée :
- Lors de la concertation,
- Lors de l'enquête publique.

Les personnes publiques associées à la procédure sont :

- l'Etat,
- le président du Conseil Régional,
- le président du Conseil Général,
- le représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation de transports urbains,
- le représentant de l'autorité compétente en matière de Plan Local de l'Habitat,
- les représentants des chambres consulaires,
- les représentants des organismes de gestion des parcs naturels régionaux, s'il y a lieu,
- le président de l'EPCI chargé du suivi du SCOT si la commune en est membre ou limitrophe.

Ces personnes :

- reçoivent la notification de la délibération prescrivant l'élaboration du PLU,
- peuvent demander à être consultées pendant toute la durée de la procédure,
- le projet arrêté leur est transmis pour avis,
- leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.

Les personnes publiques consultées si elles le demandent :

- les présidents des EPCI voisins ou leurs représentants
- les maires des communes voisines ou leurs représentants

Ces personnes peuvent également être consultées à l'initiative du maire au cours de la procédure.

Elles peuvent demander à recevoir le projet de PLU arrêté pour émettre un avis. Leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.

Sont consultées également obligatoirement, si elle le demandent, les associations locales d'usagers agréés et les associations agréées de protection de l'environnement : les textes ne prévoient pas qu'elles puissent émettre un avis sur le projet arrêté.

Les consultations facultatives :

Le maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.

Les consultations particulières obligatoires :

Selon les effets que peuvent induire le projet de PLU, le maire est tenu de consulter :

- la Chambre d'Agriculture, dès lors que le projet de PLU porte sur la réduction des espaces agricoles,
- le Centre Régional de Propriété Forestière, en cas de réduction des espaces forestiers,
- l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée, en cas de réduction d'espace situé en zone AOC.

Toute réduction des espaces agricoles et forestiers effectuée après l'enquête publique, même pour tenir compte des avis émis au cours de cette enquête, nécessitera un avis de ces organismes avant l'approbation du PLU.

COMPOSITION du DOSSIER de P.L.U.

1 - Le Rapport de Présentation :

- expose le diagnostic
- explique les choix retenus dans le PADD, les OAP et le règlement
- analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- justifie les objectifs du PADD
- évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement.

*Engendrer les
orientations
du PADD*



2 - Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

Définition des orientations d'aménagement et d'urbanisme qui peuvent porter sur :

- habitat
- transport et déplacement
- développement des communications numériques
- équipement commercial
- développement économique et loisirs



3 - Les Orientations d'Aménagement et de Programmation :

La partie programmation reste facultative.

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les OAP comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

*Traduction
réglementaire des
orientations
du PADD*



4 - Le Règlement :

Traduction du PADD

Des pièces écrites :

Fixent les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones du PLU

Des documents graphiques :

- les plans de zonage du territoire qui délimitent les zones **U****A****N****A**

5 - Les Annexes Sanitaires et Servitudes :

Qui se composent :

Des pièces écrites :

- liste et texte des servitudes d'utilité publique applicables au territoire communal
- données concernant l'eau potable, l'assainissement, les ordures ménagères

Des documents graphiques :

- plans des servitudes d'utilité publique, du réseau d'eau, du réseau d'assainissement ...

► Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation

Avant la réforme SRU, l'obligation de concertation, dans le cadre des POS, ne s'imposait que pour les révisions ou modifications destinées à ouvrir à l'urbanisation des zones urbanisables à terme. La loi SRU oblige désormais à recourir à la concertation, non plus seulement en cas de révision, mais encore dès le début de la procédure d'élaboration du PLU.

La concertation permet d'informer et d'associer les habitants en amont des décisions qui concernent leur cadre de vie, de mieux définir les objectifs d'aménagement au travers d'une démarche globale appuyée sur un large débat public. Il s'agit d'informer le public et de lui permettre de réagir dès le stade des études préalables avant que l'essentiel des décisions soit pris de façon irréversible.

⇒ Qui définit les modalités de la concertation ?

Le conseil municipal, quand il prescrit la procédure. Il est d'ailleurs prévu pour la révision du POS de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON :

- Information dans le bulletin municipal ;
- une réunion publique pour présentation du projet de PLU ;
- la mise à disposition en mairie d'éléments d'étude tout au long de la réflexion.

⇒ Y a-t-il des modalités obligatoires ?

NON, la commune est totalement libre de choisir les modalités de concertation qui lui paraissent les mieux appropriées compte tenu notamment de la taille de la commune, de la situation et des traditions locales, de l'importance des modifications apportées au PLU, en cas de révision.

Ces modalités peuvent être très variées : informations par les journaux locaux, bulletins municipaux, brochures, lettres, expositions (en mairie), permanences d'élus et de techniciens, consultation du public, réunions publiques, réunion d'une commission d'urbanisme élargie...

⇒ Quand la concertation a-t-elle lieu ?

Pendant toute la durée de l'élaboration ou de la révision du PLU. La commune définit les modalités de la concertation en même temps qu'elle décide de prescrire l'élaboration ou la révision du PLU.

Dans sa délibération, la commune peut prévoir des modalités différentes pour les différentes phases de l'étude, par exemple mettre à la mairie une boîte à idée quand les études ne sont pas encore avancées, organiser une information ensuite et prévoir une plus grande association du public au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

⇒ **Qui participe ?**

Toutes les personnes intéressées. Le conseil municipal ne peut pas établir une liste limitative des personnes ou des associations susceptibles de participer à la concertation.

⇒ **Qui tire le bilan de la concertation ?**

Le conseil municipal, au cours de l'arrêt de projet au plus tard.

1^{ère} Partie :

Diagnostic communal



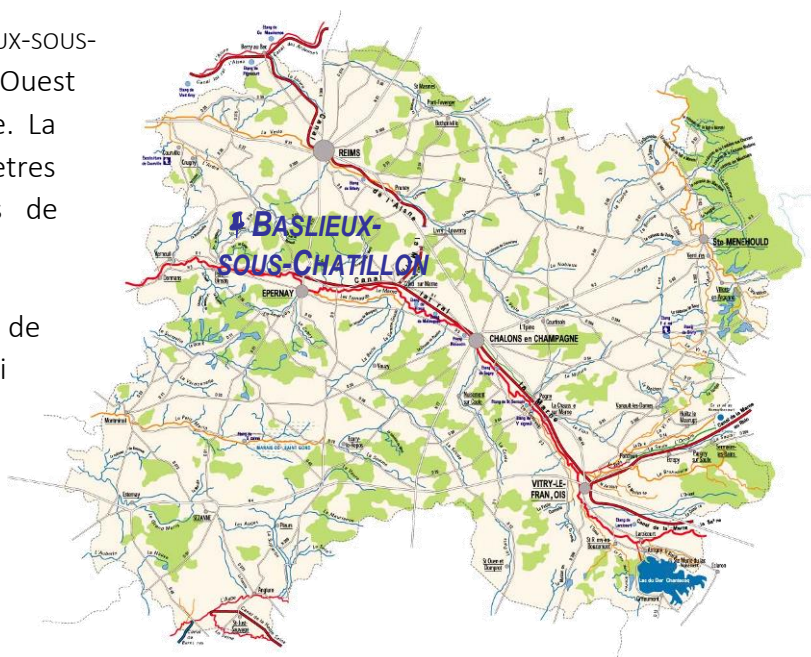
1] Approche globale du territoire

1.1 - Situation administrative et géographique

<i>Canton</i>	Dormans – Paysages de Champagne
<i>Arrondissement</i>	Epernay
<i>Département</i>	Marne
<i>Population</i>	188 habitants (2015 ²)
<i>Superficie</i>	588 ha

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est située au Nord-Ouest du département de la Marne. La commune se situe à 21 kilomètres d'Epernay et 29 kilomètres de Reims.

Les Baslieutains bénéficient de l'attractivité de ces pôles aussi bien en termes d'équipements que d'emplois. BASLIEUX-SOUS-CHATILLON se trouve également à 15 km du chef-lieu de canton.



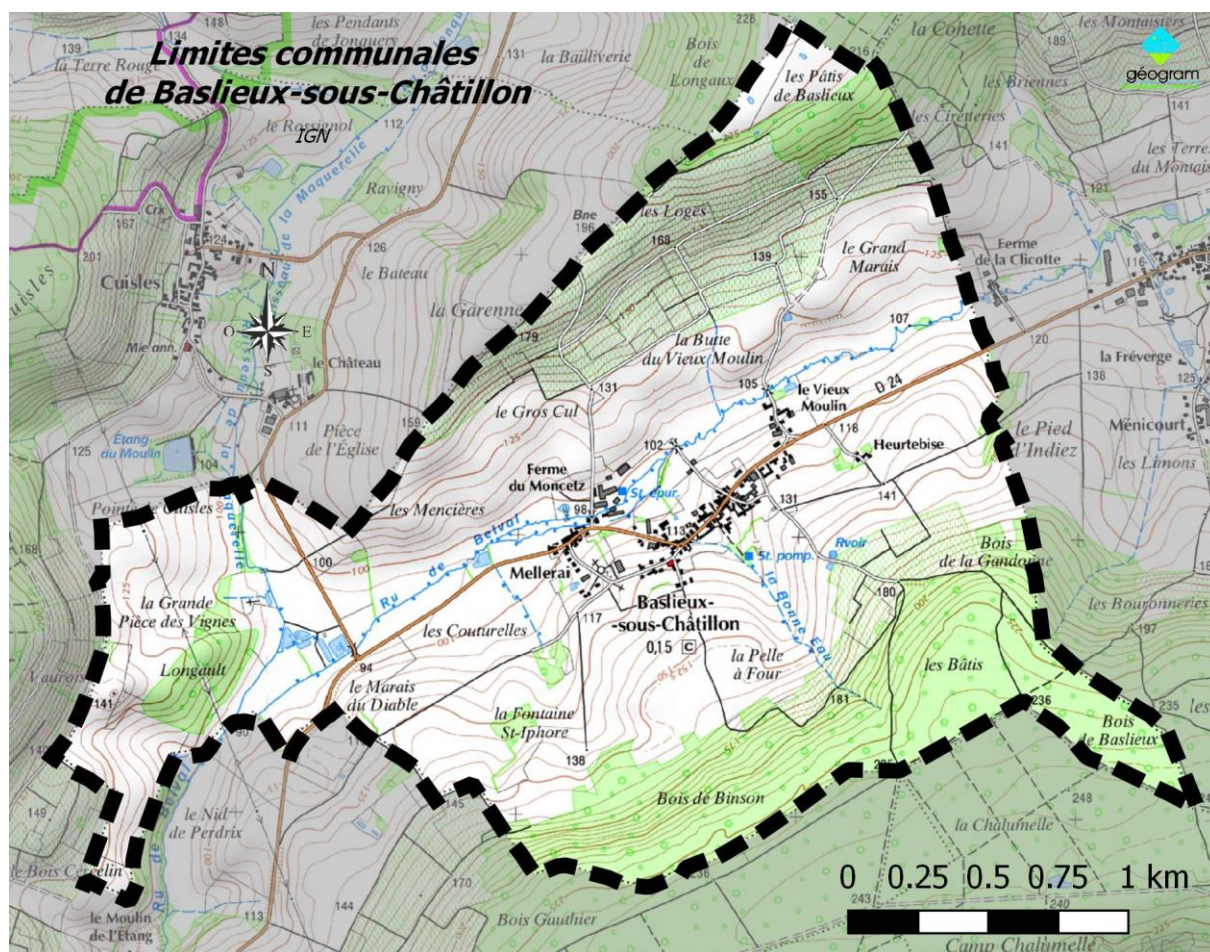
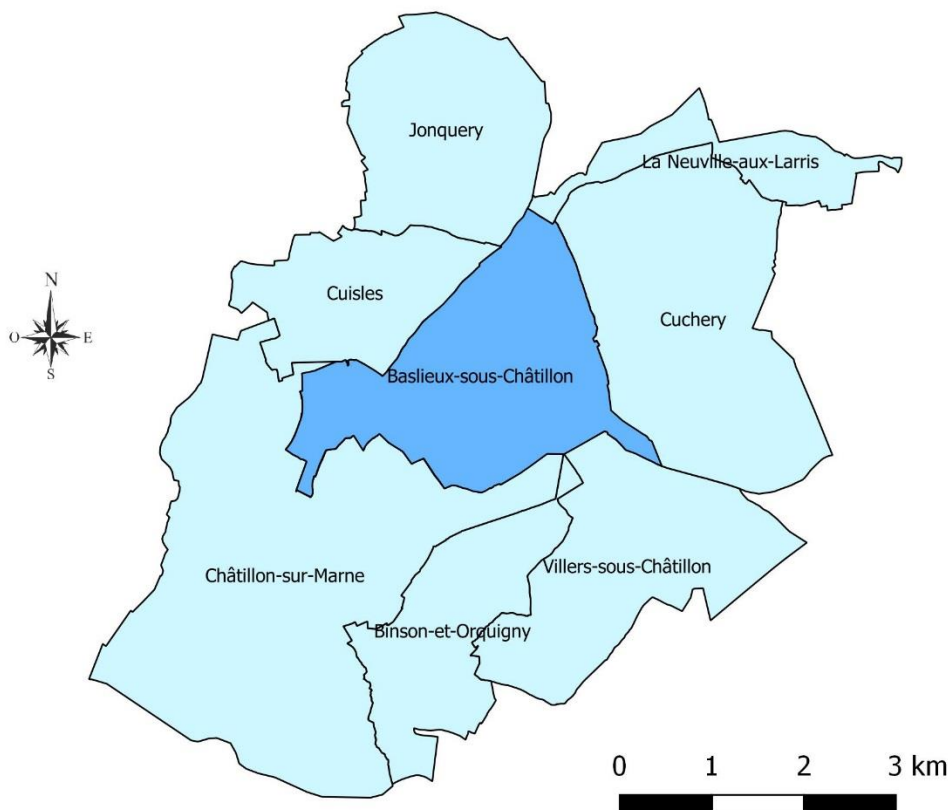
Le territoire communal se situe à une altitude variant entre 90 et 243 mètres NGF ; le village se situe à une altitude moyenne de 119 mètres. Le relief est assez prononcé. La zone bâtie se trouve dans une cuvette, avec au Nord le Ru de Belval et les coteaux de part et d'autre.

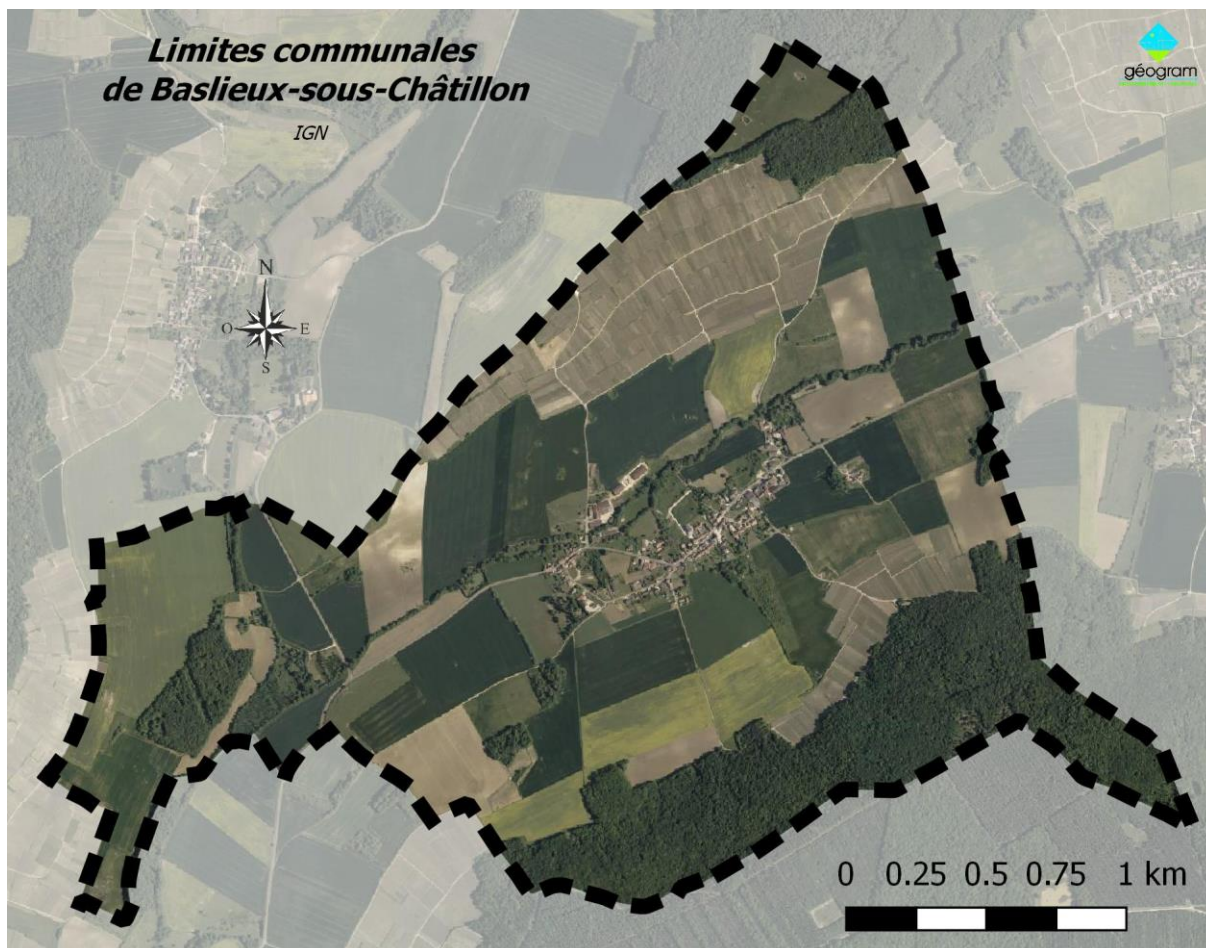
D'un point de vue administratif, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON appartient au canton de Dormans – Paysages de Champagne et à l'arrondissement de Reims. Elle comptait 181 habitants en 2013 et son territoire s'étend sur 5,88 km². Son étendue la met au contact des communes suivantes :

- Cuisles, à l'Ouest ;
- Châtillon-sur-Marne, Binson-et-Orquigny et Villers-sous-Châtillon au Sud ;
- Cuchery, à l'Est ;
- Et La Neuville-aux-Larris et Jonquery au Nord.

² Populations légales 2015, sans double compte, en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Communes limitrophes de Baslieux-sous-Châtillon





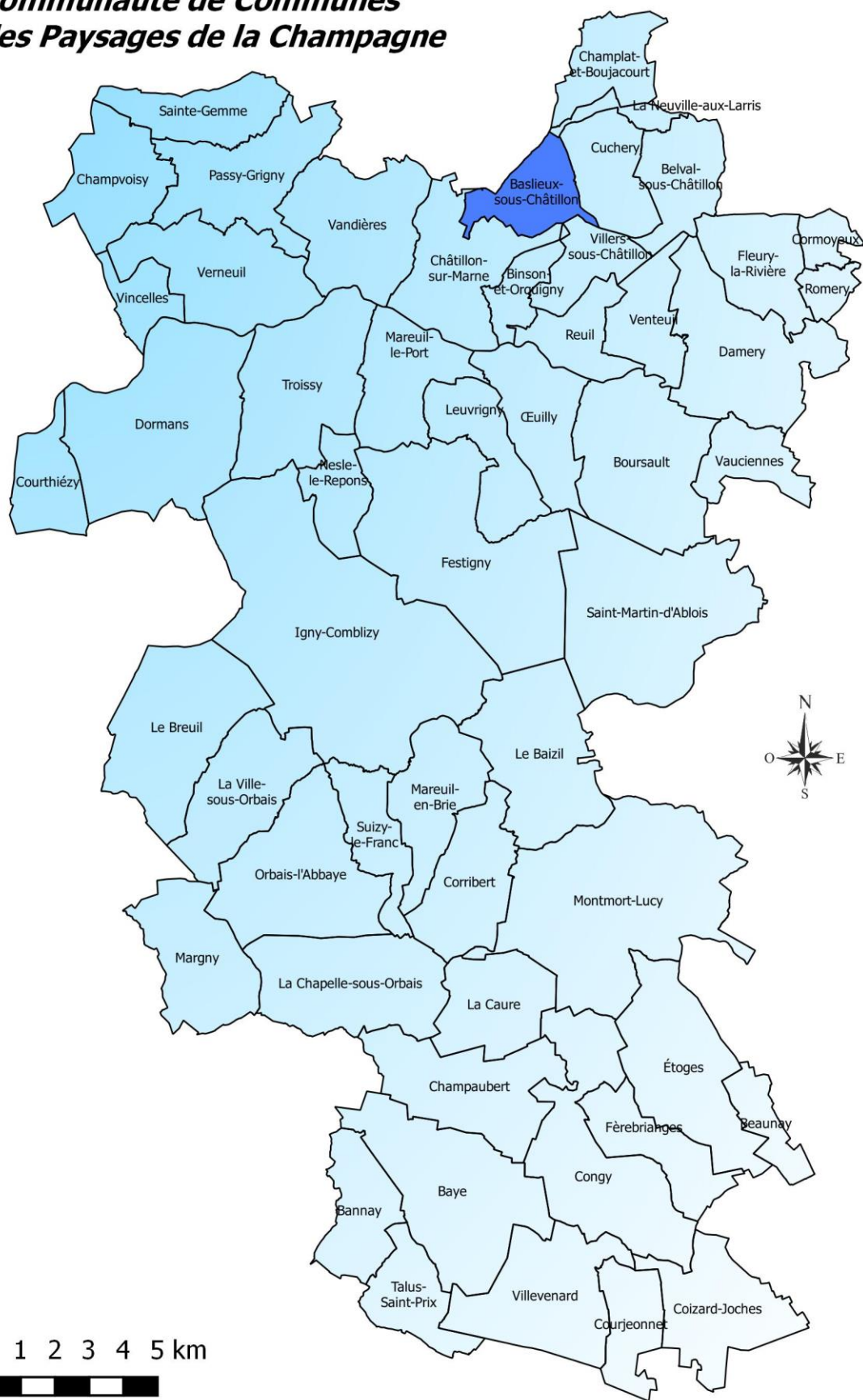
1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON fait partie des structures suivantes :

1.2.1 – La Communauté de Communes Paysages de Champagne

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON fait partie de la Communauté de Communes des Paysages de Champagne, créée le 1er janvier 2017. Cette nouvelle communauté de communes regroupe les anciennes intercommunalités des Coteaux de la Marne, les deux Vallées, la Brie des Étangs ainsi que huit communes de l'Ardre et Châtillonnais.

Communauté de Communes des Paysages de la Champagne



La Communauté de Communes exerce les compétences suivantes, pour le compte des communes membres :

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire (schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, élaboration et suivi de la charte PETR, constitution et gestion de réserves foncières...)
- Actions de développement économique et promotion du tourisme
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Voirie d'intérêt communautaire dont la signalisation verticale et horizontale relative au Code de la Route, signalisation touristique, calibrage et stabilisation des accotements.
- Assainissement (collectif, non collectif et pluvial)
- Eau potable
- Protection et mise en valeur de l'environnement (Contrat Global d'Actions avec l'Agence de l'Eau pour améliorer la qualité de l'eau, protection des rivières et des cours d'eau ...)
- Politique du logement et du cadre de vie
- Equipements de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et services des écoles de Châtillon-sur-Marne, Congy, Cuchery, Montmort-Lucy, Orbais l'Abbaye. Equipements et services périscolaires (restauration scolaire, garderie).
- Création et gestion d'une maison de services du public
- Eclairage public
- Technologies de l'information et de la communication
- Incendie et secours
- Transports périscolaires et scolaires
- Elaboration et suivi de zones de développement éolien
- Création et animation d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance

1.2.2 – Le SCoTER

La commune de Baslieux-sous-Châtillon fait partie du Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région (SCoTER) approuvé le 5 décembre 2018.

Le SCOT rassemble désormais 3 communautés de communes à la suite des fusions et réorganisations effectuées en 2016, soit 118 communes :

- Communauté d'Agglomération Épernay ;
- Coteaux et Plaine de Champagne Communauté de Communes de la Grande Vallée de la Marne ;
- Communauté de Communes des Paysages de Champagne.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables vise 3 objectifs stratégiques :

- Stimuler l'attractivité territoriale en mettant en œuvre une stratégie touristique coordonnée à un urbanisme durable ;
- Affirmer une vocation productive globale qui intègre activités agricoles, industrielles et tertiaires ;
- Renforcer l'armature urbaine pour irriguer et développer les services.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs a pour vocation de traduire le PADD pour la mise en œuvre des politiques d'aménagement et d'urbanisme, mais aussi d'habitat, d'économie et de transports. Il définit notamment les objectifs des PLU.

► Le PLU doit être compatible avec les dispositions du SCOT.

1.2.3 – Le Pays d'Epernay Terre de Champagne

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est comprise dans le périmètre du Pays d'Epernay Terre de Champagne dont la charte a été signée le 28 juin 2005.

Le Pays d'Epernay-Terres de Champagne est composé de 122 communes incluses dans les cantons d'Epernay, Châtillon-sur-Marne, Dormans, Avize, Montmort, Vertus et Ay. En 2011, il recensait 85 486 habitants.

Le Pays d'Epernay Terres de Champagne est animé par l'agglomération sparnacienne qui est relayée par Dormans et Vertus. L'ensemble du territoire est particulièrement lié à « l'économie champagne ».

1.2.4 – Le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est également comprise dans le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims. Le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims a été créé le 28 septembre 1976 par la Région Champagne-Ardenne. L'organisme gestionnaire est le Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, regroupant, 68 communes.

L'ensemble du territoire, s'étendant sur 50 000 hectares, est composé de forêts (20 000 hectares), de terres agricoles (23 000 hectares) et de vignoble (7 000 hectares).

Créé par la Région le 28 septembre 1976, le Parc de la Montagne de Reims, au titre des Parcs Naturels régionaux, a pour mission de :

- Protéger le patrimoine naturel et culturel riche et menacé, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- Contribuer à l'aménagement des territoires ;
- Contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- Assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- Réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines précités et contribuera des programmes de recherche.

Le Parc Naturel Régional est régi par une charte mise en œuvre sur le territoire du Parc par le syndicat mixte, organisme public responsable de l'aménagement et de la gestion du Parc.

La charte du Parc définit les domaines d'intervention du syndicat mixte et les engagements de l'Etat et des collectivités territoriales permettant de mettre en œuvre les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement du territoire qu'elle détermine (R.333-2 du Code de l'Environnement). La charte comporte notamment deux pièces à prendre en considération à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un document de planification spatiale (SCOT...) ou de documents d'urbanisme (PLU, Cartes Communales...) à savoir :

- Le dossier « OBJECTIF 2020 » : rapport comprenant les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour les douze années à venir et notamment les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc.
- Le Plan de Parc qui lui est associé : transcription cartographique des orientations et mesures inscrites dans la charte, dont les dispositions s'imposent en termes de compatibilité aux documents d'urbanisme.

Ces documents ont été validés par le Conseil National de Protection de la Nature lors de sa séance du 9 février 2009. Aux vues de cet avis et des délibérations des conseils municipaux des communes concernées incluses dans le périmètre du Parc, le label PARC NATUREL REGIONAL a

été renouvelé pour une période de douze ans à la Montagne de Reims par Décret du 4 mai 2009, soit jusqu'au 18 avril 2021.

1.2.5 – Les autres groupements

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON fait également partie des structures suivantes :

- Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) scolaire de Mareuil-le-Port, organisant les activités périscolaires et les transports pour les enfants auprès des 20 communes membres ;
- Syndicat Mixte Intercommunal d'Energies de la Marne (SIEM), intervenant sur les réseaux d'électricité, de gaz et d'éclairage public ;
- Syndicat mixte de réalisation et de gestion du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims.

1.3 - Historique de la planification locale

Le territoire de la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est couvert par un POS approuvé le 4 décembre 2001, modifié à deux reprises et révisé une fois. Ce POS est devenu caduc le 27 mars 2017.

Par délibération du 10 décembre 2015, le conseil municipal a décidé de prescrire l'élaboration du PLU.

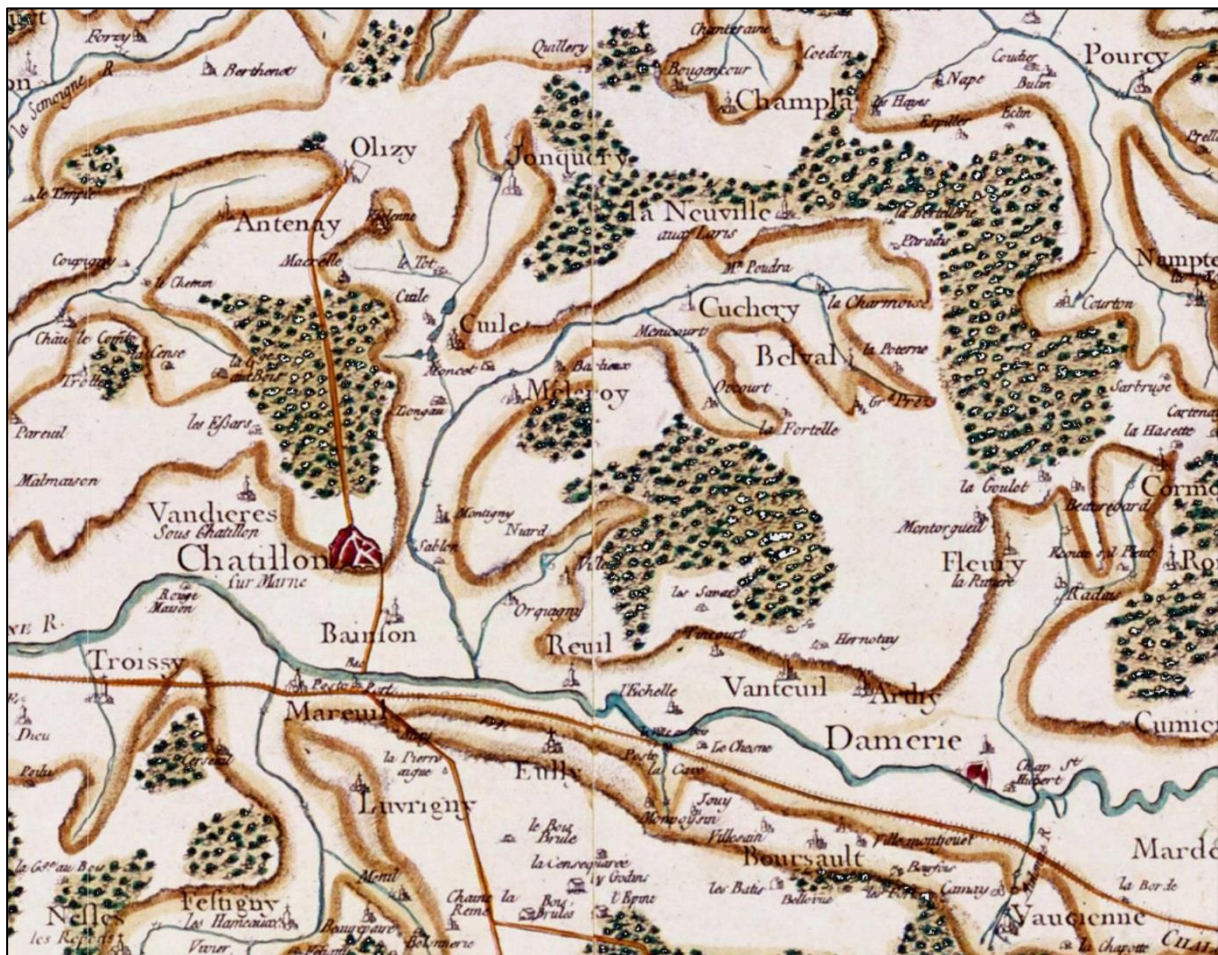
1.4 - Histoire locale

Histoire³

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON existait déjà au IX^e siècle, c'était une simple ferme dans le Bainsinois. En effet, on peut lire dans une charte de 862 qu'Ercherad, évêque de Châlons, cédait à un nommé Godbert la *Villa quacdictur Balliolis in page Bansionensi*.

En 1652 pendant que les armées ennemies s'affaiblissaient, celle du roi s'était renforcée. Turenne, qui l'avait jusque-là ménagée, allait pouvoir reprendre l'offensive. Dès le 2 novembre, il est à BASLIEUX-SOUS-CHATILLON où ses soldats s'enivrent si bien qu'il ne s'en trouve pas un seul pour monter la garde à sa porte. Il dépendait du présidial de Château-Thierry et de la coutume de Vitry.

³ Source : Histoire de Baslieux-sous-Châtillon - Wikipédia



Jusqu'en 1666, le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON n'est qu'une humble annexe de la paroisse de Chatillon, on l'appelait Mesleroy-Bailleux.

Le village présente la particularité d'être composé d'un bâti réparti sur cinq sites bien définis :

- Baslieux
- Mellerai
- Heurtebise
- Le vieux moulin
- La ferme de Moncetz

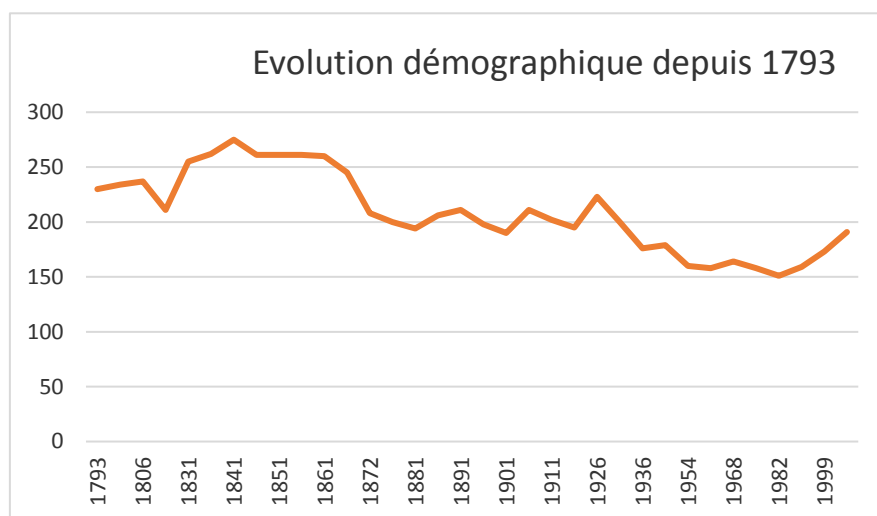
Un 6ème site a aujourd'hui complètement disparu, il s'agit du prieuré Notre-Dame de Longueau (ordre de Fontevault). Ce couvent de femmes aurait été fondé au 12ème siècle par Thibault II de Champagne et a prospéré en 1622, pendant la guerre de 30 ans, date à laquelle les religieuses se sont retirées à Reims. Une simple croix de fer forgé au lieu-dit « Belle garenne » a été érigée à l'emplacement de l'autel de la chapelle et témoigne de son existence.

La commune est décorée de la Croix de guerre 1914-1918 le 30 mai 1921.



Evolution démographique

Les recensements effectués depuis la fin du 18^{ème} siècle, indiquent d'importantes variations démographiques. En 1841, la commune possédait 275 habitants. Alors qu'en 1982, on ne comptait plus que 151 habitants. Depuis, l'évolution démographique a de nouveau progressé : on dénombrait 181 habitants en 2013.



Monuments historiques

Aucun édifice classé monument historique n'est présent sur la commune.

► Tout projet émanant à moins de 500 mètres de l'édifice, est soumis à l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France (lorsque le projet est en situation de covisibilité avec un édifice classé).

Les lavoirs

On compte trois lavoirs sur le territoire communal : deux intégrés aux habitations au niveau de la Rue Valentine Régnier et l'autre au niveau de la Rue Saint Vincent.

Rue Valentine Régnier



Rue Valentine Régnier



Rue Saint-Vincent

2] Les composantes de la commune

Les données statistiques sont issues des recensements effectués par l'I.N.S.E.E. depuis 1968.

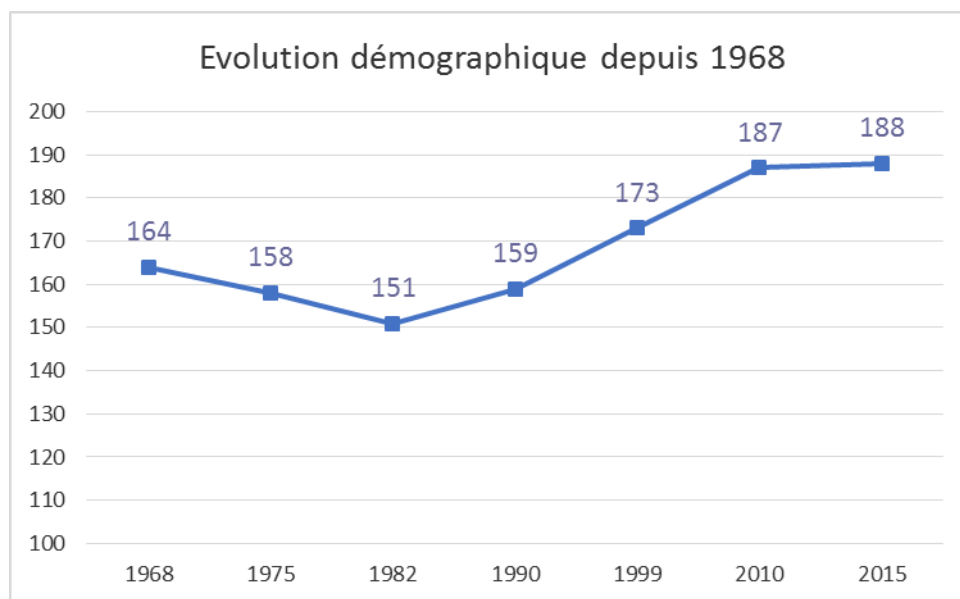
2.1 - Approche sociodémographique du territoire

- Population sans double compte en 2015 : 188 habitants ;
- Superficie du territoire communal : 5,88 km² ;
- Densité en 2015 : 32 habitants/ km².

a) Démographie

D'après les données du Recensement Général de la Population (RGP) de 2015⁴, la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON compte 188 habitants.

Année	Population	Croissance totale	Croissance annuelle
1999	173	+8,67 %	+ 0,52 %
2015	188		



Depuis 1968, le nombre de Baslieutains a progressé. Il est passé de 164 à 188 en 2015, soit une augmentation de près de 15 %. Cette évolution a été assez irrégulière. En effet, la population a diminué jusque 1982, pour s'accroître jusque 2010 pour ensuite se stabiliser.

⁴ Les populations légales 2015 sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Elles se substituent à celles issues du recensement de la population de 2014. Elles sont désormais actualisées chaque année.

Cette évolution résulte principalement du solde migratoire, du fait de l'arrivée de nouveaux habitants à Baslieux-sous-Châtillon :

	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2010	2010-2015
Taux démographiques (moyennes annuelles)						
Taux d'évolution globale	-0,5	-0,6	+0,6	+0,9	+0,7	+0,1
Dû au solde naturel⁵	0	-0,1	-0,6	+0,1	+0,7	+0,5
Dû au solde migratoire⁶	-0,5	-0,6	+1,3	+0,9	+0,1	-0,4

Le solde naturel, négatif ou nul avant 1990, est désormais positif, participant à l'élan démographique mais les principaux mouvements sont liés à l'arrivée de nouveaux habitants de 1982 jusqu'en 2010. Par contre, sur la dernière période, c'est le solde naturel qui porte la croissance démographique, le solde migratoire étant négatif pour la première fois depuis le début des années 80.

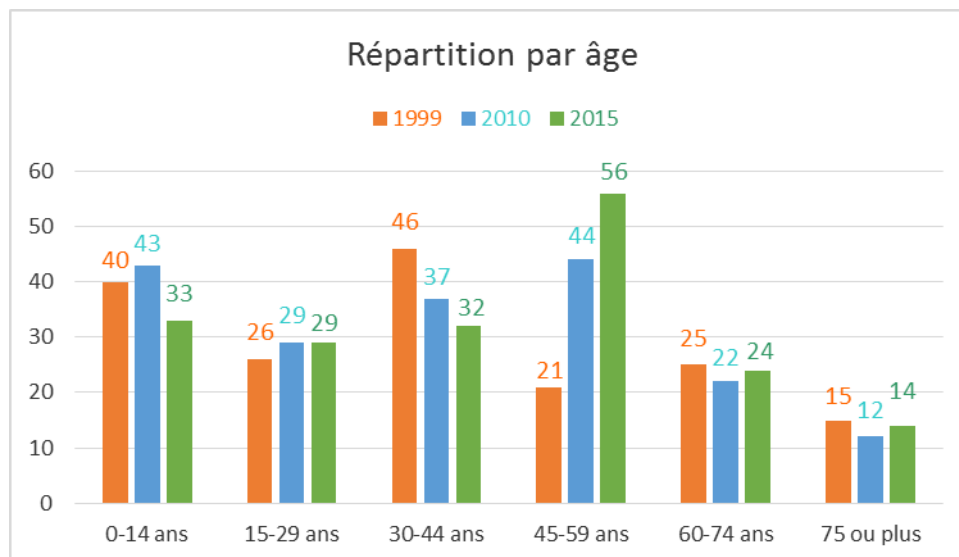
Avec une superficie de 5,88 km² et une population atteignant 188 habitants, la densité est de 32 habitants/km². Ce taux est inférieur à la moyenne départementale, qui est de 70 habitants/km² en 2015.

b) Répartition par âge

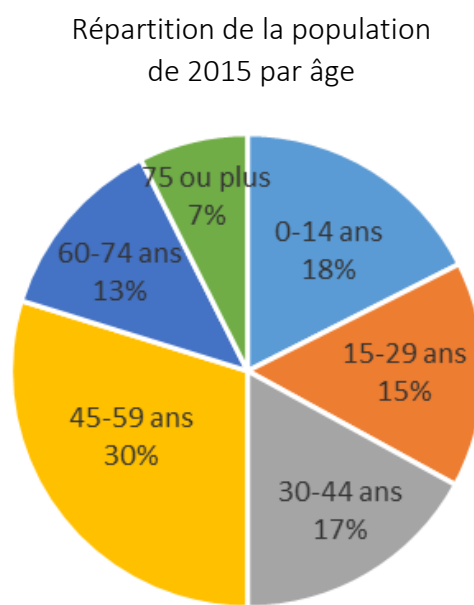
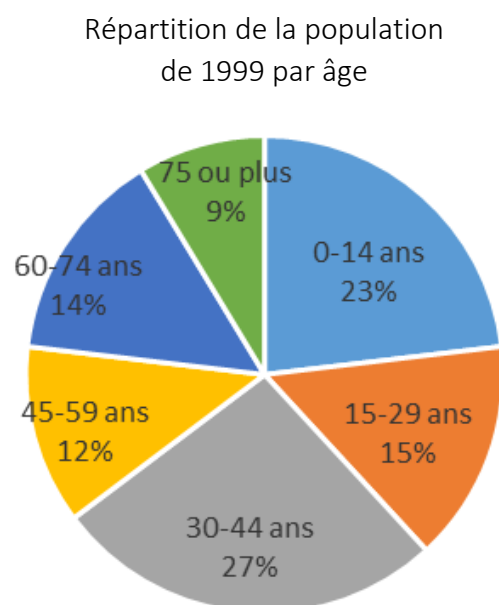
Depuis 1999, le nombre d'habitants est passé de 173 à 188 en 2015, soit une progression de 8,7 %. En valeur comme en volume, cette évolution a particulièrement profité aux 45-59 ans.

⁵ Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur une période donnée.

⁶ Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes arrivant sur la commune et le nombre de personnes partant de la commune sur une période déterminée.

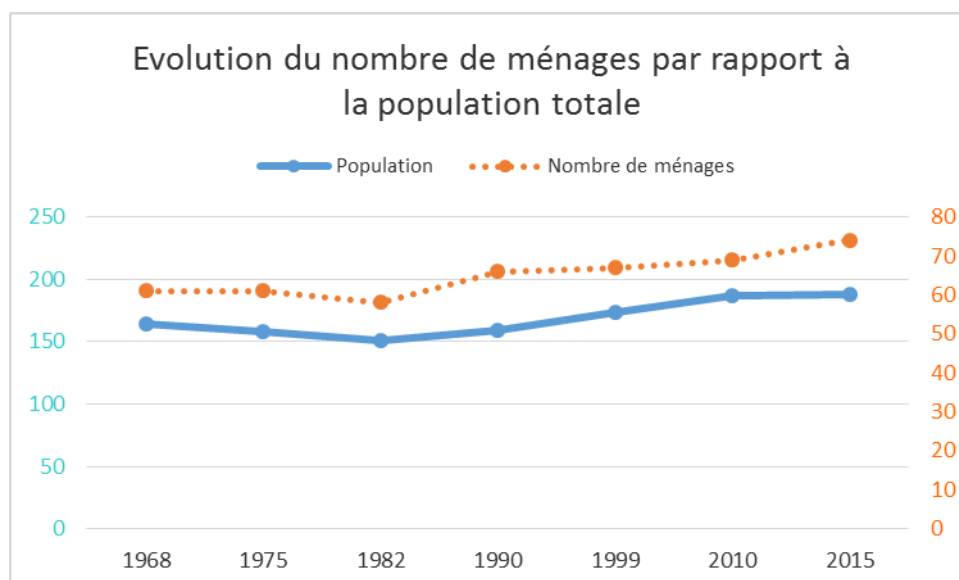


La représentativité des 45-59 ans s'est améliorée de 18 points depuis 1999, au détriment des 30-44 ans (-10 points), et des moins de 15 ans (-5 points). Les parts des autres tranches d'âge se sont maintenues à + ou - 1 ou 2 points (+ 0 point pour les 15-29 ans, - 1 point pour les 60-74 ans et -2 points pour les plus de 74 ans).



c) Ménages

Depuis 1968, l'évolution du nombre de ménages a été légèrement moins vive que la croissance démographique. On constate une augmentation du nombre des ménages de 9,84 %, alors que celle du nombre d'habitants avoisine les 10,40 %.



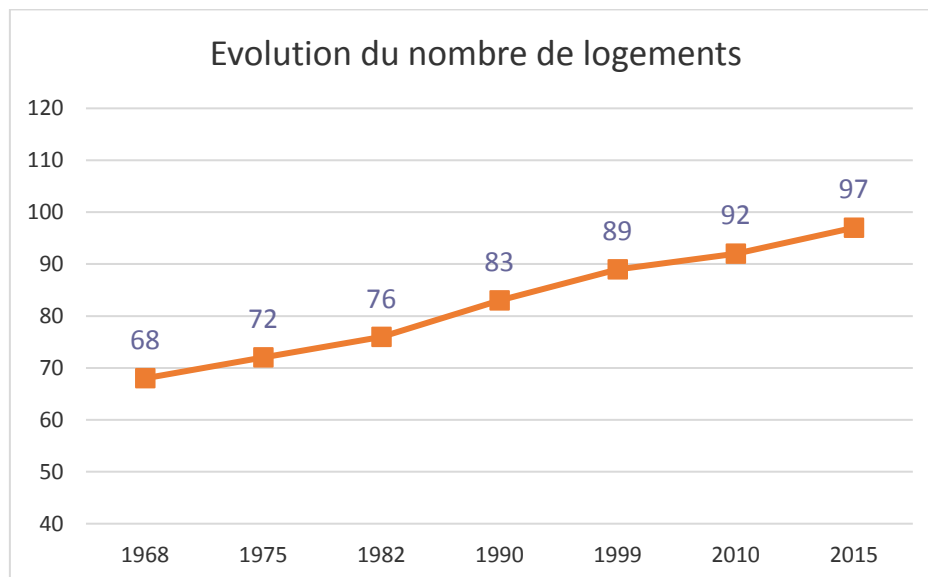
La taille des ménages n'a cessé de varier depuis 1968. Alors qu'un ménage se composait de 2,69 personnes en 1968, il ne comptait plus que 2,41 personnes en 1990, puis est revenu à 2,54 en 2015.

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Population	164	158	151	159	173	187	188
Nombre total de ménages	61	61	58	66	67	69	74
Taille moyenne	2,69	2,59	2,60	2,41	2,58	2,71	2,54

2.2 - Habitat

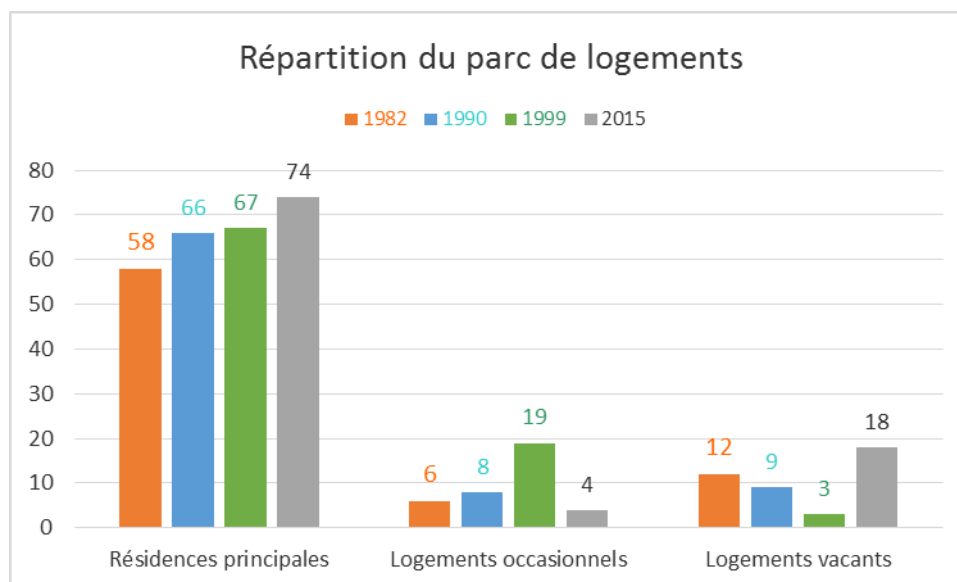
Depuis la fin des années soixante, le parc de logements s'est développé.

Le nombre de logements est passé de 68 en 1968 à 97 en 2015, soit une augmentation de plus de 42 %. Cette évolution est liée à l'augmentation du nombre de résidences principales, dont le nombre a progressé de 21 % (passant de 61 à 74).



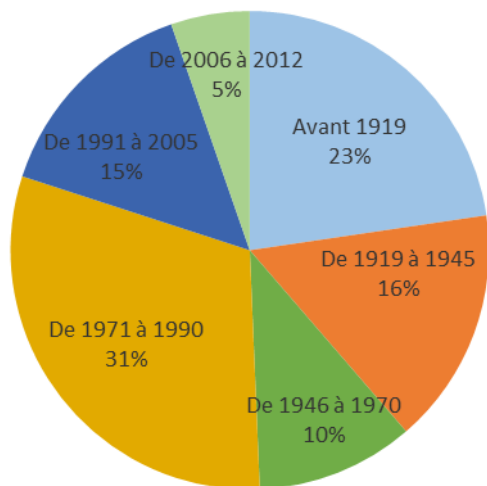
Le nombre de logements vacants a diminué jusque 1999 (3 logements) pour accroître fortement ensuite (18 logements en 2015). Parallèlement, le nombre de logements occasionnels / résidences secondaires a diminué entre 1999 et 2013 (passant de 19 à 3). On peut supposer une mutation de ces logements occasionnels vers les autres catégories de logements (résidences principales ou logements vacants).

Le nombre de logements vacants est à relativiser, après analyse avec les élus, il s'avère que 6 logements sont actuellement vacants sur la commune.



Les résidences principales représentent donc classiquement l'essentiel du parc de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON (76 %). 82,7 % des occupants sont propriétaires de leur logement. En 2015, le parc de logements se composait quasi exclusivement de maisons individuelles, on distinguait seulement 3 appartements.

Au 12 juillet 2016, la commune comptabilise 96 logements pour 191 habitants (197 en population totale). Les logements sont répartis ainsi : 75 résidences principales, 12 vendangeoirs, 3 résidences secondaires et 6 logements vacants.

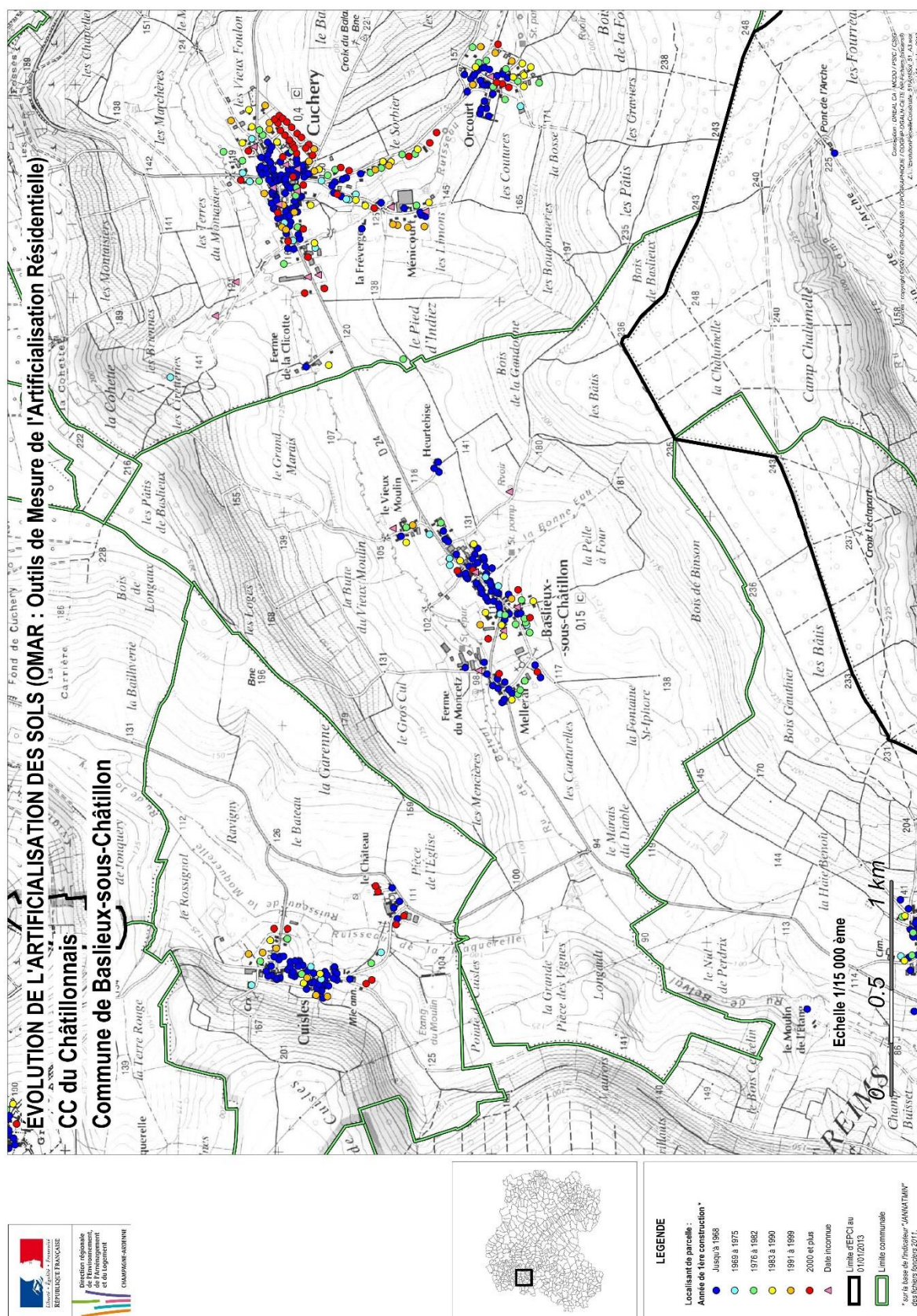


Le parc de logements n'est pas très ancien ; 23 % du parc a été construit avant 1919. De 1971 à 1990, 31 % des constructions ont été réalisées, c'est-à-dire 23 habitations. Depuis, la construction de nouveaux logements s'est poursuivie, à un rythme moins soutenu : Entre 1991 et 2005, 11 logements ont été réalisés et 4 entre 2006 et 2012.

Ces logements présentent un assez bon niveau de confort. En 2015 un logement comptait en moyenne 5,3 pièces mais 3 résidences principales ne comptaient aucune salle d'eau.

Evolution de l'artificialisation des Sols

Source : <http://www.donnees.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr>

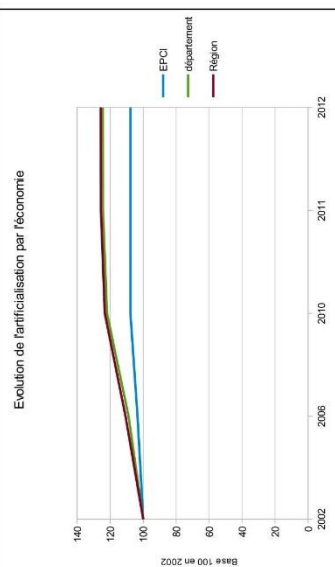
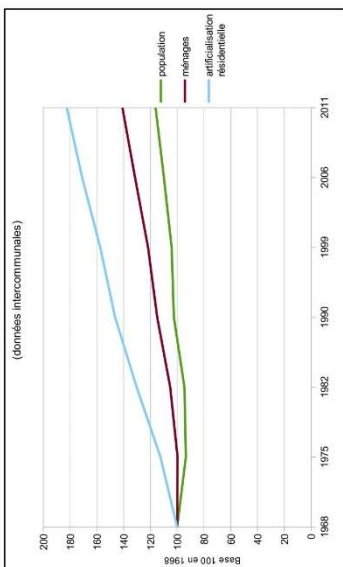
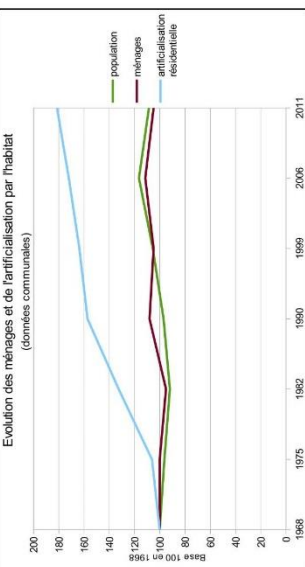


Evolution de la population, des ménages et des surfaces artificialisées par l'habitat

Source : <http://www.donnees.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr>

Evolution de la population, des ménages et des surfaces artificialisées par l'habitat : Baslieux-sous-Châtillon (51)

Outil de Mesure de l'Artificialisation Résidentielle et Économique (OMARE), mise à jour 2014

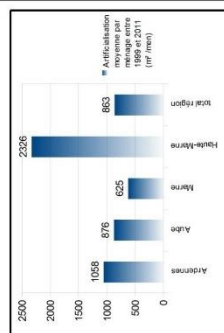


Commune :	(51038) Baslieux-sous-Châtillon
population	1999 : 173, 2006 : 191, 2011 : 178
ménages	1999 : 64, 2006 : 68, 2011 : 64
artificialisation résidentielle (ha) / évolution par rapport à 1999 (%)	7,49, +5,2 %, 8,30, +10,8 %

Evolution de l'artificialisation résidentielle entre 1999 et 2011	10,8%
Evolution des ménages entre 1999 et 2011	0,0%
Variation de l'artificialisation par ménage (valeurs relatives) entre 1999 et 2011 :	
Espace moyen artificialisé par ménage supplémentaire entre 1999 et 2011 (m ² /men)	#DIV/0!

Entre 1999 et 2011 l'artificialisation par l'habitat a augmenté pendant que le nombre de ménage a peu varié : le phénomène d'étalement urbain est réel car l'artificialisation de nouvelles parcelles à destination de logements ne s'est pas accompagnée d'un accroissement de ménages.

L'artificialisation augmente malgré la stagnation ou une diminution des ménages entre 1999 et 2011. Sur la période précédente (1982-1999) le territoire a artificialisé 1575 m² par nouveau ménage.



EPCI : CC Ardre et Châtillonnais

	1999	2006	2011
population	5134	5417	5725
ménages	1991	2149	2305
artificialisation résidentielle (ha) / évolution par rapport à 1999 (%)	193,0	209,6 + 8,6 %	223,8 + 16 %

Evolution de l'artificialisation résidentielle entre 1999 et 2011	16,0%
Evolution des ménages entre 1999 et 2011	15,8%
Variation de l'artificialisation par ménage (valeurs relatives) entre 1999 et 2011 :	1,0
Espace moyen artificialisé par ménage supplémentaire entre 1999 et 2011 (m ² /men)	981

Entre 1999 et 2011 l'artificialisation par l'habitat a augmenté à peu près au même rythme que les ménages : il n'y a pas d'étalement urbain sur ce territoire.

Sur la période 1999-2011, le territoire a artificialisé 981 m² par nouveau ménage alors que sur la période 1982-1999 cette valeur était de 1256 m² par ménage.

	2002	2006	2010	2011	2012
artificialisation par l'économie (ha)	13,5	13,9	14,5	14,5	14,5

Variation 2002-2012 :	7,7%
S _{zone aménagée} =	9,5 ha

L'espace artificialisé et occupé majoritairement par l'activité économique a été multiplié par 1,1 entre 2002 et 2012. Le taux de remplissage des quelques 9,5 ha de foncier aménagés dans les zones d'activités de l'EPCI devrait être évalué avant d'envisager de nouvelles ouvertures à l'urbanisation.

Sources : Fichiers Fonciers 2013 (DGF) / INSEE / Traitements DREAL-SAHB et MCO

Entre 1999 et 2011 l'artificialisation par l'habitat a augmenté pendant que le nombre de ménage a peu varié : le phénomène d'étalement urbain est réel car l'artificialisation de nouvelles parcelles à destination de logements ne s'est pas accompagnée d'un accroissement de ménages.

L'artificialisation augmente malgré la stagnation ou une diminution des ménages entre 1999 et 2011. Sur la période précédente (1982-1999) le territoire a artificialisé 1575 m² par nouveau ménage.

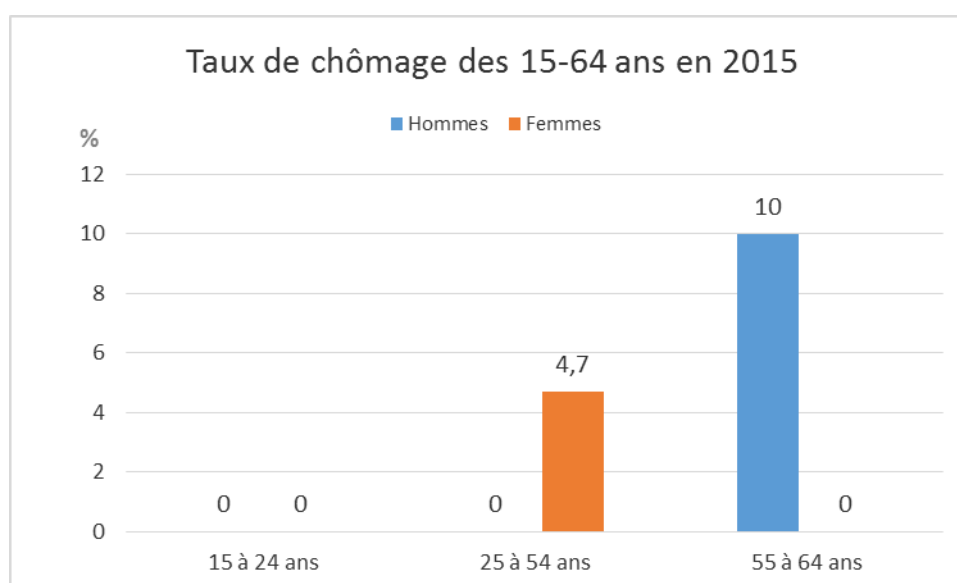
2.3 - Approche socioéconomique du territoire⁷

a) Emploi

La commune comptait 104 actifs en 2015, dont 101 ayant un emploi, soit 54 % de la population totale. Il s'agit pour l'essentiel d'un travail salarié (70 % des actifs occupés).

	BASLIEUX-SOUS-CHATILLON	Marne
Population active totale	104	268 210
Chômeurs	3	37 363
Taux de chômage	2,8 %	13,9 %
Population active ayant un emploi :	101	230 847
- Salariés	71	
- Non-salariés :	31	
<i>dont Indépendants</i>	10	
<i>dont Employeurs</i>	20	
<i>dont Aides familiaux</i>	1	

Avec un taux de 2,8 % en 2015, le taux de chômage très faible, est nettement en deçà de la moyenne départementale (13,9 %). Cette moyenne masque des disparités importantes : le chômage touche plus fortement les hommes de plus de 55 ans.



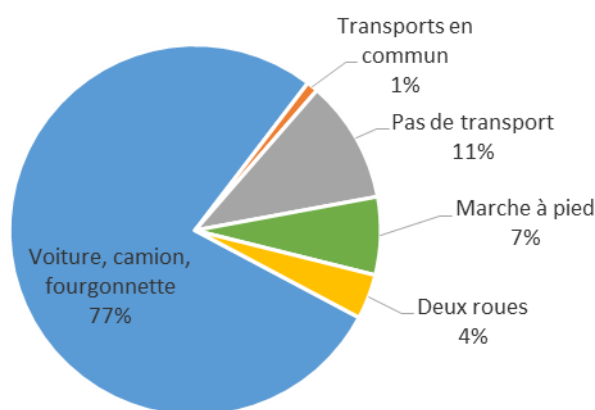
⁷Source : Données INSEE. Les erreurs de totaux proviennent de l'emploi d'arrondis de calcul de l'INSEE.

b) Déplacements domicile – travail

Sur les 101 actifs occupés, 54 travaillent sur la commune même.

Population active occupée	101
Travaillent et résident dans la même commune	54
Travaillent et résident dans 2 communes différentes	47

Moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2015



La plupart des ménages dispose au moins d'un véhicule (97,3 %) ; 40 % d'entre eux en détiennent 2 ou plus.

Ce taux d'équipement est supérieur à ceux observés sur l'aire urbaine de Reims (79 %) et du département (81,6 %)

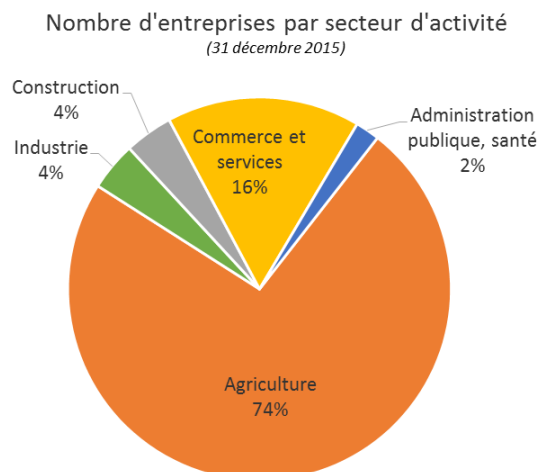
Ce moyen de transport est utilisé dans 77 % des déplacements domicile-travail. 11 % des actifs occupés n'ont pas de moyen de transport (travailleurs indépendants, à domicile) et 7 % se déplacent à pied.

Le nombre d'emploi sur la commune s'élève à 73 (2015), ce qui permet d'avoir un indicateur de concentration d'emploi très élevé pour une commune rurale (72,1)⁸.

⁸ L'indicateur de concentration d'emplois est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

c) Activités locales

Au 31 décembre 2015, on dénombrait 49 établissements sur la commune, relevant principalement de l'agriculture pour 73,5 % d'entre elles.



d) Équipements

Commerces

Aucun commerce n'est présent sur la commune.

Il existe un commerce ambulant : le boulanger de Châtillon.

Les habitants bénéficient de la proximité des agglomérations de Reims et d'Épernay pour satisfaire l'ensemble des besoins en termes de commerce.

Entreprises

Quelques entreprises sont installées sur la commune : un électricien, un plombier, un taxidermiste et deux prestataires de service agricoles et viticoles.

Services médicaux

Une maison médicale se situe à Châtillon et une maison de retraite à Oeuilly.

Équipement publics

La commune met à disposition de ses habitants une salle des fêtes et plusieurs équipements sportifs (terrain de basket, terrain de pétanque...).

Équipement scolaires

Concernant les équipements scolaires, Baslieux-sous-Châtillon rejoint le pôle scolaire situé à Cuchery, avec tous les niveaux de la maternelle au CM2. Elle fonctionne également pour les enfants de Belval-sous-Châtillon, Champlat-et-Boujacourt, Cuchery et La Neuville-aux-Larris, dans le cadre du regroupement scolaire. Un service de transport en bus permet d'accompagner les enfants.

Le périscolaire se trouve également à Cuchery, alors que le collège est à Mareuil-le-Port et le lycée à Epernay.

Prestations touristiques

Hébergements ruraux labellisés (Gîte, chambres d'hôtes...) : 2 chambres d'hôtes labellisées Gîtes de France (capacité : 6 pers.)

e) Activités agricoles et viticoles

Plan Régional de l'agriculture durable (PRAD)

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 prévoit que doit être élaboré un plan régional de l'agriculture durable fixant les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'Etat dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économique, sociaux et environnementaux.

Le PRAD de Champagne-Ardenne a été validé par la Commission européenne le 30 octobre 2015.

La loi prévoit que soit établi dans chaque région un plan pluriannuel de développement forestier qui doit être porté à la connaissance des communes. Ce plan :

- Identifie les massifs forestiers qui justifient, en raison de leur insuffisante exploitation, des actions prioritaires pour la mobilisation du bois ;
- Analyse les raisons pour lesquelles l'exploitation est insuffisante ;
- Définit les actions à mettre en œuvre à court terme pour remédier à cette exploitation insuffisante.



Vue sur Baslieux-sous-Châtillon depuis le lieu-dit « Les Loges »

Activités agricoles et viticoles de Baslieux-sous-Châtillon

Le Recensement Général Agricole de 2010 faisait état de 35 sièges d'exploitations agricoles implantés sur le territoire communal (soit 3 de plus qu'en 2000). La municipalité compterait une trentaine de manipulants – récoltants.

L'activité génère l'emploi de 74 UTA équivalent temps plein (contre 64 en 2000).

On estime en moyenne, la Surface Agricole Utile (SAU) à 335 ha pour l'ensemble des exploitations dont le siège se situe à Baslieux-sous-Châtillon. Les terres agricoles servent essentiellement à la viticulture.



Vue depuis la RD 224 en limite communale de Cuisles

	1988	2000	2010
Exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune	35	32	35
Travail dans les exploitations agricoles (en unité de travail annuel)	70	64	74
Superficie agricole utilisée (en ha)	348	310	335
Cheptel (en unité de gros bétail)	92	176	211
Superficie en terres labourables (en ha)	226	179	188
Superficies en cultures permanentes (en ha)	80	84	87
Superficie toujours en herbe (en ha)	42	s	s

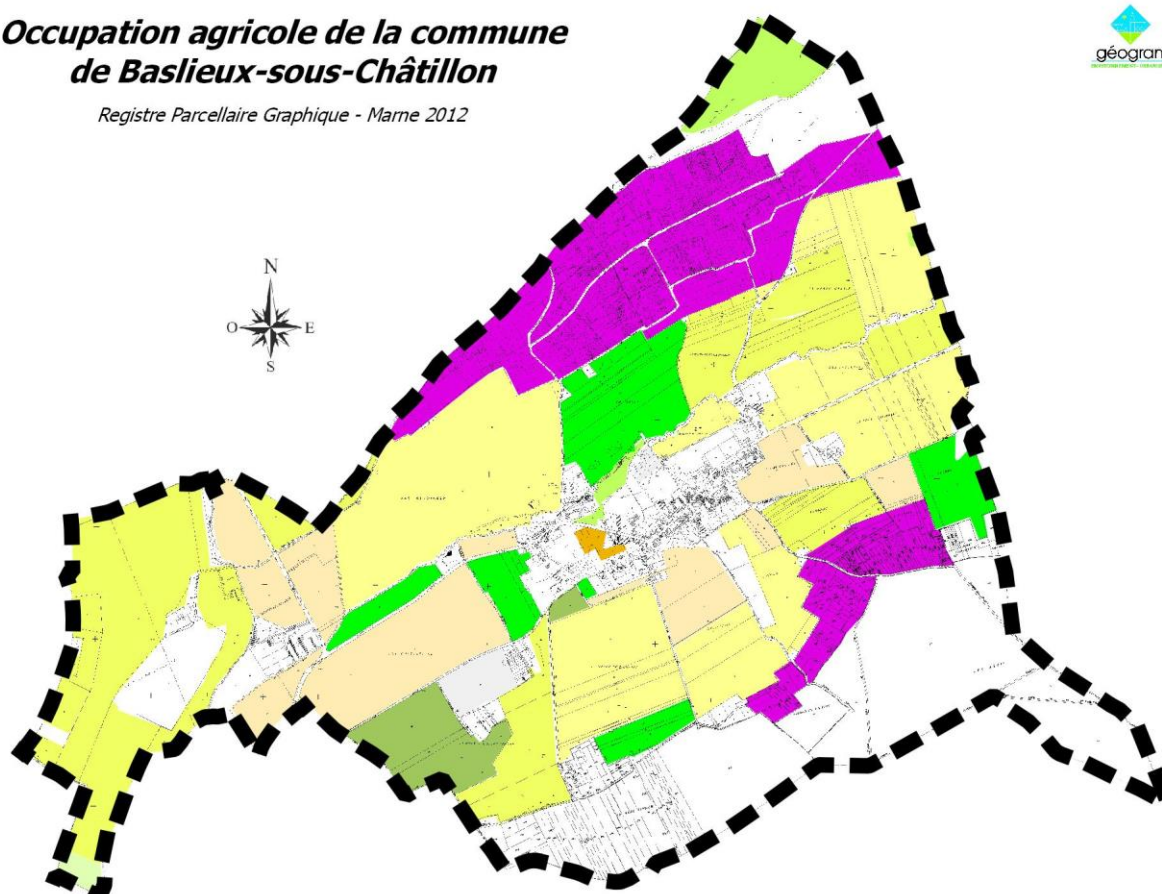
La Surface Agricole Utilisée (SAU) est la superficie agricole représentée par les terres labourables, les superficies des cultures permanentes, les superficies toujours en herbe, les superficies de légumes, fleurs et autres, les superficies cultivées de l'exploitation agricole qui a son siège sur la commune. Ces exploitations peuvent utiliser des surfaces sur la commune et hors du territoire communal. L'ensemble de ces terres est rattaché au siège de l'exploitation (source Agreste).



Vue depuis la RD 224 en limite communale de Cuisles

Occupation agricole de la commune de Baslieux-sous-Châtillon

Registre Parcellaire Graphique - Marne 2012



- Pas d'information
- Blé tendre
- Maïs, grain et ensilage
- Orge
- Colza
- Protéagineux

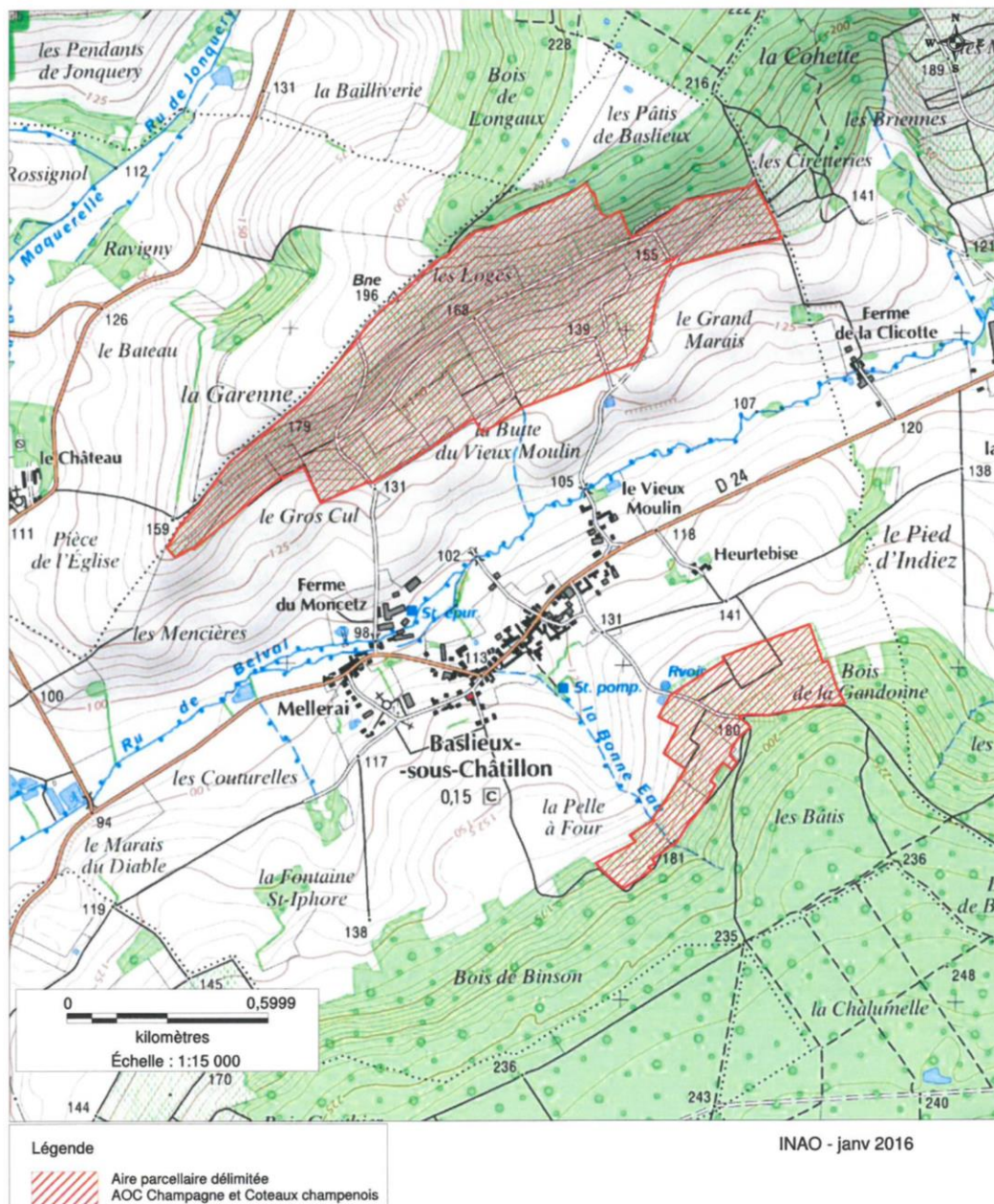
- Gel (surfaces gelées sans production)
- Fourrage
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vignes

0 0.25 0.5 0.75 1 km



Il est en outre important de rappeler que la commune est comprise dans l'aire d'appellation d'origine contrôlée (AOC) « Champagne » et « Coteaux champenois ». Environ 81 hectares de vignes sont implantés sur la commune.

AOC Champagne et Coteaux champenois
Aire parcellaire délimitée
Commune de Baslieux-sous-Chatillon(51)

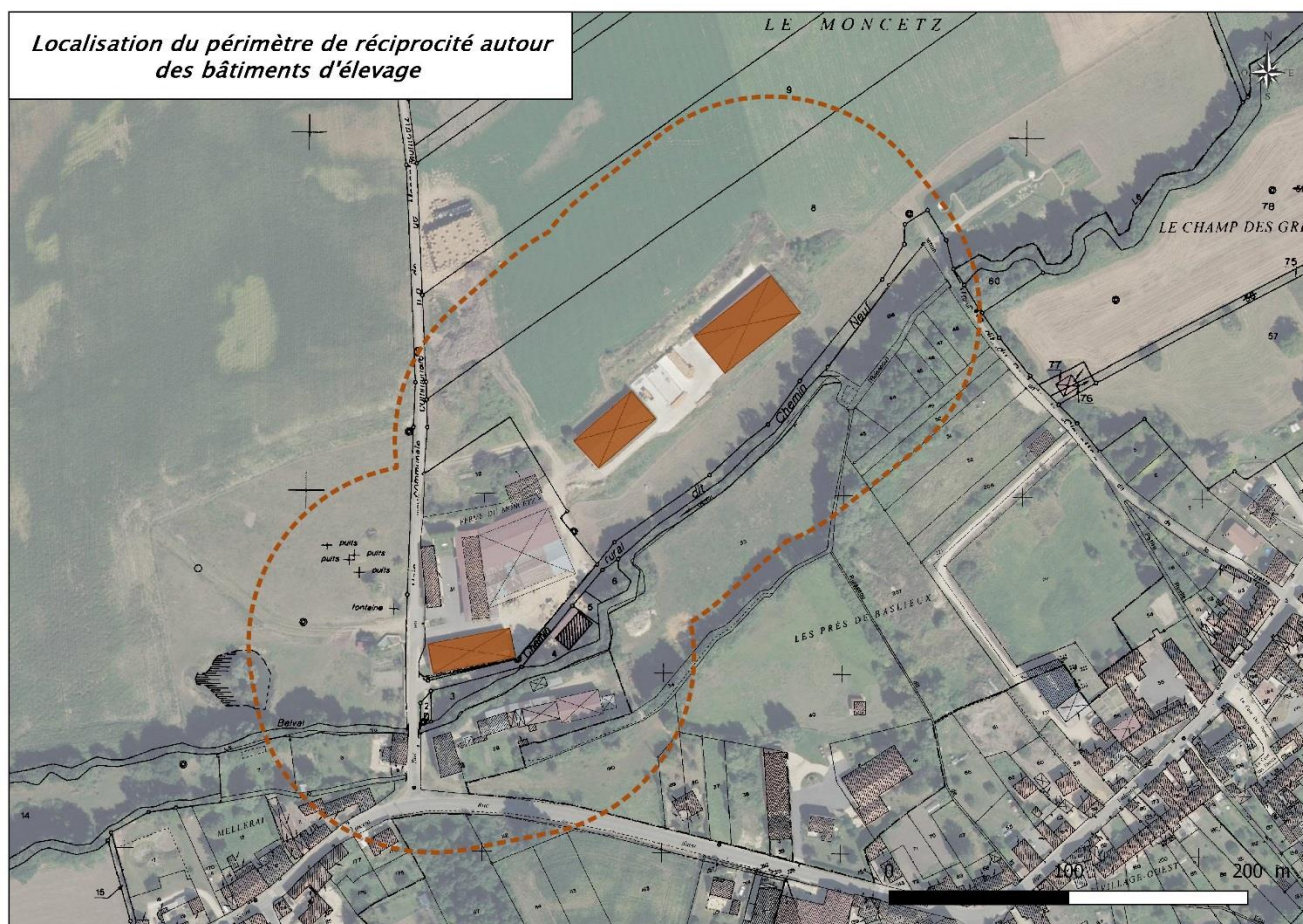


Sources : IGN/INAO

Délimitation parcellaire de la zone d'appellation pour l'élaboration du Champagne

La commune est également comprise dans l'aire de production de l'Indication Géographique Protégée (IGP) « Volailles de la Champagne » et dans l'AOC « Brie de Meaux ».

Un élevage bovin est également implanté sur la commune. Le nombre de tête induit la mise en place d'un périmètre de réciprocité de 100 mètres autour des bâtiments liés à l'activité.



2.4 - Réseaux

a) Alimentation en eau potable⁹.

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est alimentée en eau potable par son propre captage situé au lieu-dit « La Bonne Eau ».

L'alimentation en eau potable de la commune est gérée par la Communauté de Communes Paysages de Champagne. Son gestionnaire est Suez. La ressource en eau est satisfaisante d'un point de vue quantitatif. Toutefois, on relève une baisse de débit en période de vendange.

Le captage bénéficie d'une DUP en date du 10 janvier 2013 qui a défini les périmètres de protection.

Pour résoudre les problèmes de pesticides dans les eaux, un traitement par filtres à charbon a été installé pour améliorer la qualité de l'eau.

Selon les résultats des analyses du dernier contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, réalisés en 2017, l'eau d'alimentation répond aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

► **L'extension des zones d'habitation est conditionnée par la desserte et le niveau du réseau public d'eau consommable.**

b) Assainissement

L'Article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit l'établissement dans chaque commune de zones d'assainissement collectif ou non collectif, fixées après enquête publique. L'établissement de ces zonages est fondamental et doit être traité dans une réflexion globale sur l'urbanisation de la commune.

Afin de pouvoir traiter correctement les eaux usées, il faut d'abord les collecter avec rigueur. Les collectivités peuvent choisir deux options : celle de l'assainissement collectif qui implique de développer des stations d'épuration ou celle de l'assainissement non collectif qui implique l'installation, par les particuliers, de fosses septiques sur leurs propriétés.

Actuellement la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est raccordée à sa propre station d'épuration dont l'exutoire est la rivière « le Belval ». La capacité de la station d'épuration est de 300 équivalent habitant. Cette capacité pouvant être augmentée à 550 EH en période de vendange.

⁹ Voir le bilan de la qualité de l'eau en annexe.

Elle est gérée en affermage (délégation du service public à une société privée ; Suez). La filière de traitement correspond à des filtres plantés. La somme des charges entrantes en 2017 s'élevait à 89 EH.

En 2018, on dénombre 86 abonnements particuliers, 2 abonnements collectivité et 11 abonnements professionnels ce qui porte les abonnements au service d'assainissement collectif à 99.

La compétence « assainissement collectif » assurée par la Communauté de Communes regroupe la création, la gestion et l'entretien des réseaux de collecte et des installations de traitement des eaux usées.

Deux secteurs bâtis ne sont pas raccordés au réseau collectif : le hameau de Heurtebise et la rue d Vieux Moulin.

Le schéma d'assainissement est actuellement en cours de révision sur les 54 communes de la Communauté de communes des Paysages de la Champagne.

► L'extension des zones d'habitation est conditionnée par la desserte et le niveau du réseau public d'assainissement.

c) Défense incendie

La défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

En application de l'Article L.2212-2 5ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorité municipale à la charge de l'existence et de la suffisance du réseau d'eau incendie sur le territoire de sa commune.

Un référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie a été proposé le 15 décembre 2015 en application de l'Article R.2225-2 du code général des collectivités territoriales, dans le cadre du décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

► **La défense incendie sur la commune de Baslieux-sous-Châtillon est assurée par 5 bornes incendie réparties sur le bourg.**



d) Collecte et traitement des déchets

Pour les communes du « Châtillonnais » (Anthenay, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, Belval-Sous-Châtillon, Champlat-Et-Boujacourt, Châtillon-Sur-Marne, Cuchery, Cuisles, Jonquery, La-Neuville-Aux-Larris, Olizy-Violaine, Passy-Grigny et Vandierres), la Communauté de Communes gère la collecte des déchets ménagers et des déchets recyclables ainsi que le suivi des bennes à verre et de la déchèterie.

La collecte des déchets ménagers et des déchets recyclables est réalisée le même jour via à un camion équipé d'une benne bi-compartmentée. Ce jour est différent selon les communes :

Lundi matin	Mercredi Matin	Vendredi Matin
Belval-Sous-Châtillon - Champlat-Et-Boujacourt – Cuchery – Jonquery - La- Neuville-Aux-Larris	Anthenay - Baslieux-Sous- Châtillon – Cuisles - Olizy- Violaine - Passy-Grigny	Châtillon-Sur-Marne - Vandierres

Les habitants disposent d'un droit d'accès à la déchèterie intercommunale des Doucelins à Châtillon-Sur-Marne.

e) Réseau de communications numériques

Le tableau ci-dessous indique la disponibilité des technologies ADSL sur la commune. Ces données fournies par France Télécom ne sont pas à interpréter en termes d'éligibilité des lignes téléphoniques à ces technologies. Au sein d'une même commune, on trouve en effet souvent des inégalités d'accès au haut débit.

Technologies ADSL	Disponible	Technologies ADSL	Disponible
ADSL	✓	Câble	X
ReADSL	✓	VDSL2	✓
ADSL2+	✓	FTTH	X
Wimax	X	FTTLa	X

Le NRA desservant BASLIEUX-SOUS-CHATILLON

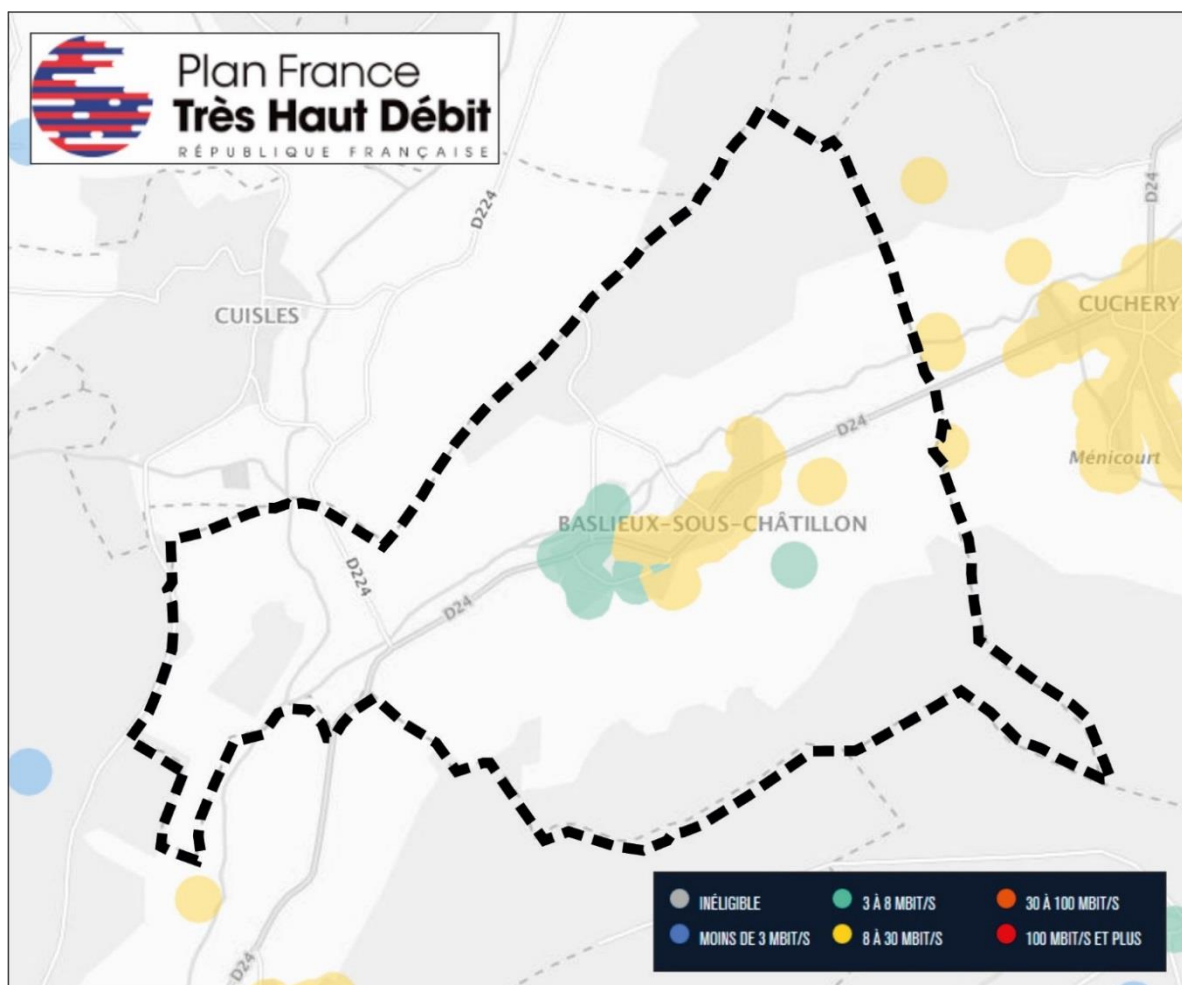
Le débit de la connexion ADSL, l'accès au dégroupage, et la télévision par ADSL dépendent du niveau d'équipement du nœud de raccordement (NRA) sur lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique disponible.

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON dispose d'une connexion Internet grâce au NRA, situé sur la commune de Cuchery.

NRA situés sur CUCHERY				
Code	Nom	Lignes	Dégroupage	Communes couvertes
CUC51	Cuchery	650	NON	Anthenay, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, Belval-sous-Chatillon, Champlat-et-Boujacourt, Chatillon-sur-Marne - Cuisles - Montigny-sous-Chatillon, Cuchery, Jonquery, La Neuville-aux-Larris et Olizy.

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est assez bien desservie.

La fibre n'est pas installée à Baslieux-sous-Châtillon.



Source : observatoire.francethd.fr

Le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique

Un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique a été adopté le 17 mai 2013, par le conseil général de la Marne, avec pour objectif d'accéder à un débit minimum de 5Mbits pour tous les Marnais d'ici 2025.

Il ressort du diagnostic que la couverture ADSL du territoire est inégale :

- Près de 80 % des lignes du département sont éligibles à une offre Triple Play¹⁰, incluant l'ADSL Haut Débit, le téléphone et la télévision ;

¹⁰ Offre commerciale proposant 3 services, dans le cadre d'un contrat unique :

- Accès à l'internet à haut voire très haut débit ;
- La téléphonie fixe ;
- La télévision.

- 32 % des lignes offrent la possibilité de bénéficier de ces services Triple Play dans des conditions optimales (connexion simultanée de plusieurs ordinateurs, télévision haute définition...);
- Environ 20 % des lignes ne peuvent bénéficier d'une offre Triple Play ;
- Parmi ces 20 % de lignes non éligibles au Triple Play, 19 % sont déclarées éligibles à l'ADSL par France Telecom. Les débits offerts aux utilisateurs plafonnent cependant à 2 Mbits, voire pour certaines à 512 kbits, et n'autorisent donc qu'un niveau d'usage rudimentaire (messagerie électronique et consultation de sites), dans des conditions contraignantes (difficultés pour l'envoi et la réception de pièces jointes aux messages électroniques, difficultés pour l'affichage de sites interactifs...)

3] Compatibilité et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes

Le développement de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est encadré par différents documents, plans et programmes supra communaux avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible.

3.1 - Prescriptions territoriales d'aménagement

a) Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le schéma de cohérence territoriale (S.C.O.T) expose, à l'échelle supra communale, le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) d'Epernay et sa région, approuvé le 5 décembre 2018.

Le périmètre du SCOT s'étend désormais sur 139 communes (7 Communauté de Communes).

Le PLU devra être compatible avec les dispositions de ce schéma dont les objectifs sont les suivants :

- Stimuler l'attractivité territoriale en mettant en œuvre une stratégie touristique coordonnée à un urbanisme durable ;
- Affirmer une vocation productive globale qui intègre activités agricoles, industrielles et tertiaires ;
- Renforcer l'armature urbaine pour irriguer et développer les services.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs orientations sont envisagées :

Faire converger les objectifs d'adaptations au changement climatique et les politiques environnementales avec une valorisation patrimoniale durable	
Politique de gestion écologique	Préserver la fonctionnalité écologique du territoire : <ul style="list-style-type: none">→ Garantir la préservation des réservoirs de biodiversité ;→ Assurer la perméabilité écologique et identifier les continuités.
Politique énergétique	Accroître l'autonomie énergétique en lien avec les ressources ;

	Réduire les consommations et les émissions de Gaz à effet de serre.
Politique de gestion des ressources et des risques	Préserver la disponibilité et la qualité des ressources : <ul style="list-style-type: none"> → Protéger la ressource en eau ; → Gérer l'exploitation du bois ; Anticiper et s'adapter aux risques.
Politique d'urbanisme et de lutte contre l'étalement urbain	Préserver un espace viticole et agricole fonctionnel par un urbanisme intense : <ul style="list-style-type: none"> → Mobiliser l'espace urbain existant ; → Réduire significativement la consommation d'espace ; Organiser le développement urbain pour irriguer et améliorer l'accessibilité aux services.
Politique de qualité paysagère	Assurer la qualité et la diversité paysagère pour un territoire attractif : <ul style="list-style-type: none"> → Accompagner et faciliter la mise en œuvre du plan de gestion des éléments constitutifs de la Valeur Universelle Exceptionnelle liée à l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité ; → Porter l'ambition patrimoine mondial UNESCO sur l'ensemble du territoire ; → Ouvrir des vues sur les paysages boisés et les paysages d'eau pour faciliter leur découverte ; → Veiller au maintien de la diversité des pratiques culturelles ; Renforcer l'intégration paysagère du bâti : <ul style="list-style-type: none"> → Accompagner l'intégration du bâti d'activités ; → Aménager les centres et entrées de villes. Valoriser le rapport à la nature : <ul style="list-style-type: none"> → L'accessibilité aux espaces de nature ; → Le développement de la « nature en ville ».
Programmer et spatialiser les objectifs de développement pour valoriser les atouts de chaque espace et renforcer l'unité du pays...	
Politique de développement économique touristique et culturel	Rester un pôle d'emploi ; Assurer la réponse aux besoins fonciers et immobiliers des entreprises industrielles, tertiaires et artisanales ; Assurer la réponse aux besoins de préservation et de fonctionnement de l'espace agricole et viticole afin de préserver leur potentiel économique ; Améliorer la capacité d'accueil touristique et l'offre culturelle et de loisirs associée :

	<ul style="list-style-type: none"> → Un hébergement de qualité pour favoriser l'allongement des séjours → Coordonner l'offre touristique, de loisirs et culture.
Politique du logement	<p>Une croissance nécessaire qui implique une politique offensive mais progressive ;</p> <p>Faciliter les parcours résidentiels ;</p> <p>Veiller à la qualité du bâti, résorber la précarité énergétique.</p>
... en articulation avec les objectifs de gestion des mobilités physiques et virtuelles, et de développement des équipements	
Politique des transports et des déplacements	<p>Dépasser la situation d'enclavement ;</p> <p>Développer l'intermodalité :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Soutenir le covoiturage et le transport à la demande ; → Partager la route et l'espace public entre les différents modes ; → Faciliter la continuité des déplacements piétons et vélos.
Politique des communications numériques	<p>Aménager les zones prioritaires en cohérence avec le Schéma Départemental d'Aménagement Numérique ;</p> <p>Accompagner la montée en débit.</p>
Politique pour les équipements structurants	<p>Les projets d'ici à 2040 à développer et/ou renforcer :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Le développement du Parc des expositions Le Millenium ; → Le musée Régional d'Archéologie et du vin de champagne, Musées Villa Collet ; → Le Cogevi d'Ay ; → Le golf et la zone de loisirs aquatique d'Ay-Epernay ; → Des manifestations internationales autour du champagne et poursuite des Habits de Lumière ; → Le développement d'évènements autour de la culture.
Politique d'implantation commerciale	<p>Pérenniser l'offre de proximité ;</p> <p>Assurer une offre commerciale diversifiée dans les zones commerciales en lien avec les pôles et leur vocation à irriguer le territoire.</p>

b) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La commune de Baslieux est couverte par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands.

Institué par la loi sur l'eau de 1992 et renforcé par la directive cadre sur l'eau, le SDAGE est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et les objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines). Il détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques ainsi que les sous-bassins hydrographiques pour lesquels un SAGE devra être réalisé.

Le SDAGE 2016-2021 ayant fait l'objet d'une annulation par le tribunal administratif en date du 19 décembre 2018, ce sont les orientations du SDAGE 2010-2015 qui s'appliquent à nouveau.

Les principaux objectifs inscrits dans ce document sont les suivants :

- La reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et humides (objectif de bon état écologique en 2015 pour environ 2/3 des masses d'eau de surface) ;
- Le bon état écologique pour plus d'1/3 des masses d'eau souterraines ;
- La réduction des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses ;
- Le renforcement des actions de protections et de reconquête des captages d'alimentation en eau potables les plus touchés ;
- L'achèvement de la mise en conformité des stations d'épuration urbaines ;
- Le développement des pratiques culturales agricoles respectueuses des milieux aquatiques ;
- La restauration de la continuité écologique des cours d'eau, dans le cadre de la mise en œuvre de la trame bleue ;
- Le développement des politiques de gestion locales autour des Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

c) Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin Seine-Normandie (PGRI)

Le Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin Seine-Normandie (PGRI), document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie, a été approuvé le 7 décembre 2015. Il fixe pour une période de six ans (2016-2021), quatre grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie.

Ces 4 grands objectifs, déclinés pour le bassin en 63 dispositions sont :

- réduire la vulnérabilité des territoires ;

- agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages ;
- raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances et la culture du risque.

Il n'existe pas, actuellement, sur le territoire de zones recensées comme étant soumises à un risque notable d'inondation.

d) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La déclinaison du SDAGE au niveau des bassins versants s'effectue par le biais de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Le SAGE constitue donc un outil réglementaire à la disposition des acteurs locaux, leur permettant d'atteindre les objectifs de qualité et de remplir l'obligation de résultat, imposés par l'Europe dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON n'est inclus dans aucun SAGE.

e) Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Les articles L.1214-1 et suivants du code des transports relatifs aux Plans de Déplacements Urbains définissent les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement. Ce document a pour objectif d'organiser l'usage des différents modes de transport afin de diminuer la part du trafic automobile.

Le territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON n'est concerné par aucun PDU.

f) Parc Naturel Régional

Un parc naturel régional correspond à un territoire de grande qualité patrimoniale, habité et vivant. Il peut comprendre des zones d'agriculture et d'élevage, des forêts, des villages, des activités touristiques, artisanales, industrielles... Ces territoires ont préservé leur caractère, mais sont fragiles devant les enjeux de développement.

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est concernée par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims.

Le Parc naturel régional est régi par une charte mise en œuvre sur le territoire du Parc par le syndicat mixte, organisme public responsable de l'aménagement et de la gestion du Parc.

La charte du Parc définit les domaines d'intervention du syndicat mixte et les engagements de l'Etat et des collectivités territoriales permettant de mettre en œuvre les orientations et les

mesures de protection, de mise en valeur et de développement du territoire qu'elle détermine (R333-2 du Code de l'Environnement).

La charte comporte notamment deux pièces à prendre en considération à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un document de planification spatiale (SCOT, etc.) ou de documents d'urbanisme (PLU, Cartes Communales, etc.) à savoir :

- le dossier « OBJECTIF 2020 » : rapport comprenant les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour les douze années à venir et notamment les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc.
- le Plan de Parc qui lui est associé : transcription cartographique des orientations et mesures inscrites dans la charte, dont les dispositions s'imposent en termes de compatibilité aux documents d'urbanisme.

Conséquences pour les communes incluses dans le périmètre du Parc

Le rapport de présentation du PLU doit comporter un « diagnostic des thèmes d'environnement » et « identifier les éléments de paysage à protéger et à mettre en valeur », puis définir le cas échéant, dans les règlements de zone « les prescriptions de nature à assurer leur protection en déterminant les règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords ».

Au regard de la protection des milieux, les documents d'urbanisme devront :

Article 5 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims

- Protéger les zones naturelles sensibles d'intérêt remarquable (ZNSIR) figurées au plan du Parc, ainsi que les zones humides, vis-à-vis de toute forme d'urbanisation ou d'aménagement. Dans les ZNIEFF de type II, les modes d'occupation de l'espace restent soumis à des conditions particulières (art 12) ;
- Préserver les espaces boisés présentant un intérêt particulier pour l'environnement, par leur classement dans les PLU en « espace boisé classé », sauf dérogations particulières dans les cas suivants :
 - pour permettre l'extension éventuelle de la zone AOC, sans rupture de continuité de la frange boisée en crête et hors des zones naturelles que sont les habitats prioritaires de la Directive et les ZNIEFF de type I ;
 - pour permettre l'extension de zones d'urbanisation, dans le seul cas des communes dont les limites du bâti jouxtent le massif forestier et la zone AOC et pour lesquelles aucune alternative à l'extension d'emprise de la zone urbanisable n'est possible, en raison du niveau atteint par la densification du bâti.

- Dans ces deux cas, la réduction des espaces boisés classés au POS ou PLU doit avoir fait l'objet d'une étude préalable confirmant l'absence de solution alternative, analysant l'incidence du projet au regard des milieux naturels, de la stabilité des sols, des conditions hydrauliques et des paysages. Celle-ci doit proposer des mesures pour compenser la perte de surfaces boisées et les éventuelles atteintes à l'environnement.

→ Maintenir la fonctionnalité des corridors biologiques identifiés au plan du Parc ;

Dans tous ces cas, la mise en œuvre de l'Article L 113-1 du Code de l'Urbanisme et, ou la mise en place d'un zonage spécifique avec règlement de zone particulier semble les mesures les mieux adaptées pour atteindre ces objectifs.

Au regard de la protection des paysages :

Au plan du Parc, ont été délimitées des Zones d'Intérêt Paysager Majeur (ZIPM) présentes sur le territoire du Parc. Dans l'objectif de s'assurer de la protection des vues éloignées et rapprochées de la Montagne de Reims, la charte du Parc prévoit plusieurs mesures qui s'appliquent spécifiquement à ces zones :

Article 3 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims

- N'autoriser aucun projet d'aérogénérateur de grande dimension sur leur territoire avant les conclusions de l'étude territoriale d'intégration de l'éolien initiée par le Parc ;
- Ne pas autoriser l'ouverture de nouvelles carrières dans les zones naturelles sensibles d'intérêt remarquable (ZNSIR) et dans les zones d'intérêt paysager majeur (ZIPM). Il peut exceptionnellement être dérogé à cette règle pour autoriser les affouillements prévus dans la nomenclature des installations classées, ou son équivalent, et dont l'objet premier a motivé une déclaration d'utilité publique (DUP pour espace dédié aux loisirs, pour centre de stockage de déchets ultimes, ...) ainsi que pour le renouvellement ou l'extension limitée de carrières existantes ;
- Ne pas autoriser l'implantation de nouveaux terrains destinés à la pratique permanente de sports motorisés, ou sources de nuisances sonores importantes (cf. Article 25) ;
- Limiter la hauteur des pylônes de radiotéléphonie mobile à 12 mètres dans les zones d'intérêt paysager majeur. Il peut exceptionnellement être dérogé à cette règle pour permettre la couverture des zones blanches ;

Article 5 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims

- Protéger les zones d'intérêt paysager majeur reportées au plan du Parc, vis-à-vis de toute forme d'urbanisation ou d'aménagement incompatible avec leur vocation ;
- Protéger les sites géologiques remarquables identifiés au plan du Parc ;

- Préserver le vignoble classé AOC hors des limites bâties, en donnant la priorité au réinvestissement des tissus urbains existants et en restreignant la possibilité d'extension de l'urbanisation à la continuité directe de terrains déjà bâtis dans le cas où la configuration géographique ne permet aucune évolution de l'urbanisation hors zone AOC ;
- Protéger la continuité des franges boisées en ligne de crête sur le pourtour de la Montagne de Reims ;
- Réaliser une étude préalable d'intégration paysagère avec avis favorable du Parc pour toute implantation de nouvelle zone d'habitat ou zone d'activités agricoles, viticoles ou artisanales ;
- Définir des objectifs de logements locatifs aidés à atteindre.

Article 8 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims

- Interdire toute architecture ou éléments architectural en référence à une architecture traditionnelle extérieure au territoire

f) Les déchets

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Marne a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 juin 1996 et révisé par arrêté préfectoral du 18 décembre 2003. Ce plan a pour objet :

- de prévenir ou de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits ;
- d'organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume ;
- de valoriser les déchets par réemploi, recyclage, ou toute action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
- d'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

3.2 - Patrimoine archéologique

Sont applicables sur l'ensemble du territoire les prescriptions de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance du 13 septembre 1945, dont l'Article 14 prévoit la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, ainsi que les dispositions de la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 protégeant les terrains contenant des vestiges archéologiques.

Sont également applicables l'Article R.111-4 du code de l'urbanisme et du décret du 5 février 1986

L'Article R.111-4 du code de l'urbanisme disposant que : « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » est d'ordre public et d'application générale sur l'ensemble du territoire, y compris par conséquent dans les communes dotées d'un PLU approuvé.

La loi n°2001-44 du 17 janvier 2001, la loi du 1^{er} août 2003 ainsi que le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatifs à l'archéologie préventive sont à prendre en compte.

Demeure applicable le cadre législatif et réglementaire relatif à la protection du patrimoine archéologique prévu par :

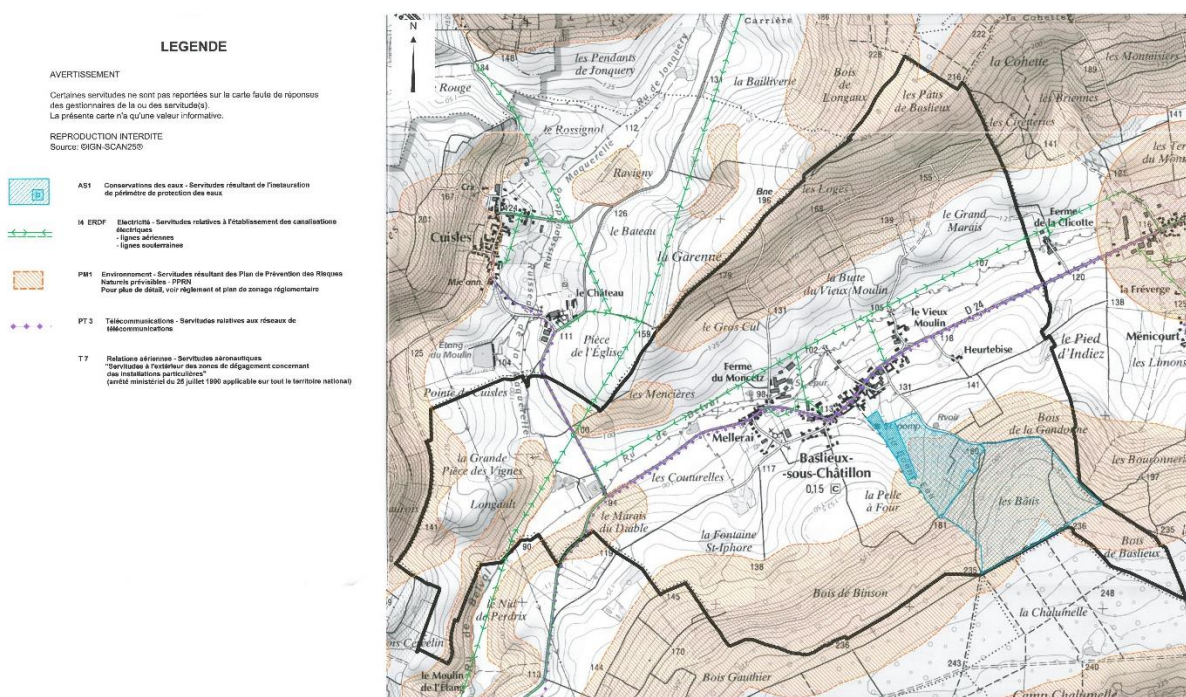
- Le code du patrimoine, notamment son livre 1^{er}, titre 1^{er} et livre V, titre II, III, et IV ;
- L'Article L.425-11 du code de l'urbanisme, relatif à l'archéologie préventive ;
- Les articles R.645-13, R.311-3-1 et R.724-1 du code pénal ;
- La loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.

4) Servitudes d'utilité publique et contraintes territoriales

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique et contraintes qui méritent d'être prises en compte dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance », réalisé en décembre 2016 sur la commune.

4.1 - Servitudes d'utilité publique

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. Les servitudes s'imposent directement aux autorisations d'occuper le sol. A ce titre, elles doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'Article R.151-51 du code de l'urbanisme.



Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements

📌 Périmètres de protection des captages (AS1)¹¹

Par arrêté en date du 10 janvier 2013, le Préfet a institué une servitude d'utilité publique relative à la protection du captage en eau potable situé sur le territoire communal de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON.

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée s'étendent sur le territoire de la commune ; ils sont reportés sur le plan des servitudes d'utilité publique. Il convient que le zonage du PLU prenne ces périmètres en considération et que les dispositions du règlement d'urbanisme des zones concernées soient compatibles avec la protection de la ressource en eau de la commune¹².

Ces périmètres sont définis au Sud-Est du territoire, excluant les habitations existantes.

📌 Lignes électriques (I4)¹³

Cette servitude concerne l'établissement des canalisations électriques ; il s'agit d'une servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques, profitant :

- au réseau d'alimentation publique HTA et BT
- aux lignes HTB. Pour ces dernières, les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.

Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

📌 Plans d'exposition aux risques naturels et prévisibles (PM1)¹⁴

Cette servitude résulte des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels de Glissement de Terrain Côte d'Ile-de-France – Vallée de la Marne (Tranche 3).

Il s'agit de document élaboré par l'État qui permet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Ces plans ont pour objet de délimiter les

¹¹ Service compétent : Agence Régionale de la Santé – Délégation territoriale de la Marne (service santé / environnement), Complexe tertiaire Mont Bernard, 6 Rue Dom Pérignon, CS 40513, 51007 Châlons-en-Champagne Cedex.










¹² Voir arrêté de Déclaration d'utilité publique relatif à la définition des périmètres de protection de captages communaux en eaux potables en annexe.

¹³ Service compétent : ERDF Service Reims Champagne, 2 rue Saint-Charles, 51095 Reims Cedex.

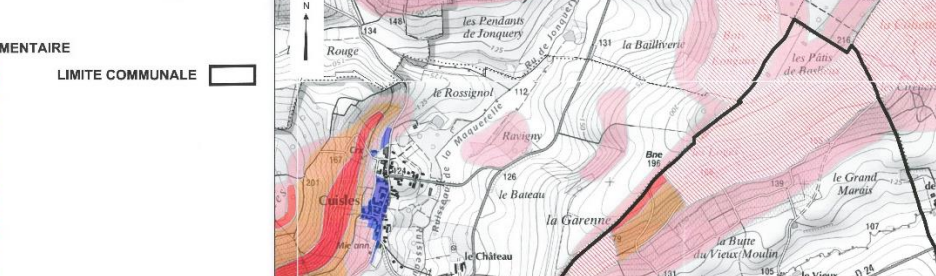
¹⁴ Service compétent : DDT – Service Prévention des Risques Naturels, Technologiques et Routiers – 40 boulevard Anatole France, 51022 Châlons-en-Champagne Cedex.

LEGENDE

ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

R1		LIMITE COMMUNALE 
R2		
R3		
R4		
R5f		
R5m		
B1		
B2		

AVERTISSEMENT
REPRODUCTION INTERDITE
Source: GIGN SCANDISS



Le territoire de la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est grevé par des servitudes de télécommunications avec la présence de câbles.

- Appui et passage en terrains privés et établissement de supports ;
- La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3 mètres à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe. Sur le domaine public tous travaux doit faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des TRN.

¹⁵ Services compétents : France Télécom – UPR Nord Est gestion des PLU – 26 av de Stalingrad – 21000 DIJON.
Armée de Terre – Etat-major de Zone de Défense Metz – 1 bd Clemenceau CS 30001 – 57044 METZ cedex 1.
Centre des Câbles des T.R.N. de Reims – 1 allée P. Halary – Z.I. Nord-Est – 51084 REIMS CEDEX.

Servitudes aéronautiques (T7)¹⁶

Le territoire national est grevé par des servitudes aéronautiques établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières soumises à autorisation en application des articles R.244-1 et D.244-1 à D.244-4 du code de l'aviation civile. L'arrêté du 25 juillet 1990 relatif à ces installations est annexé au dossier.

La Direction de la sécurité de l'aviation civile rappelle l'application de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 et en particulier, qu'en dehors de l'agglomération, toute installation de plus de 50 mètres de hauteur est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de l'aviation civile et à l'accord du ministre chargé des Armées. Dans ce cas, elle serait susceptible de se voir prescrire un balisage diurne et lumineux conforme à la réglementation en vigueur.

4.2 – Projet d'intérêt général

Conformément aux articles L.102-1 et L.102-3 du code de l'urbanisme, « *L'autorité administrative compétente de l'Etat peut qualifier de projet d'intérêt général tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique et répondant aux deux conditions suivantes :*

1° Etre destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, à l'accueil et au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Avoir fait l'objet :

- a) Soit d'une décision d'une personne ayant la capacité d'exproprier, arrêtant le principe et les conditions de réalisation du projet, et mise à la disposition du public ;*
- b) Soit d'une inscription dans un des documents de planification prévus par les lois et règlements, approuvée par l'autorité compétente et ayant fait l'objet d'une publication ».*

« Les projets relevant de l'initiative des communes ou de leurs groupements compétents pour élaborer un document d'urbanisme ou des communes membres de ces groupements ne peuvent être qualifiés de projets d'intérêt général pour l'application de l'Article L. 132-1 ».

► La commune n'est concernée par aucun projet d'intérêt général.

¹⁶ Services compétents : Armée de Terre – Etat-major de Zone de Défense Metz D.AFM/B.SEU – 1 boulevard Clémenceau CS 30001 – 57044 METZ Cedex 1.
DGAC-SNIA – 210 route d'Allemagne BP 606 – 69125 LYON SAINT EXUPERY.
Région Aérienne Nord-Est (R.A.N.E) – Section Environnement Aéronautique – VELIZY – 78129 VILLACOUBLAY-AIR.

4.3 – Contraintes particulières

Il s'agit de servitudes ou d'obligations qui ne figurent pas sur la liste des servitudes, annexée à l'Article L.151-43 du code de l'urbanisme, mais qui doivent être reprises dans le PLU.

Nuisances sonores

Baslieux-sous-Châtillon n'est pas soumise aux dispositions d'arrêtés préfectoraux relatifs au classement sonore du réseau routier ou ferroviaire et aux modalités d'isolement acoustique qui en découlent.

Sites et sols pollués

La base de données BASIAS est un outil au service de la politique nationale en matière de gestion et de réhabilitation de sites pollués. Elle a pour objectif de :

- ➔ recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement ;
- ➔ conserver la mémoire de ces sites ;
- ➔ fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Sur la commune, aucune activité n'est recensée.

Aucun site n'est référencé dans la base de données de BASOL concernant la pollution des sols.

Industries

Plusieurs activités industrielles soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement sont recensées sur la commune :

- ➔ PASCAL-POUDRAS Claude (Champagne), 5 bis rue Saint-Vincent : site viticole ;
- ➔ Coopérative vinicole de Baslieux-sous-Châtillon, 20 rue Valentine Régnier : site viticole ;
- ➔ SCEV LIEBART REGNIER, 4 rue Saint-Vincent : site viticole ;
- ➔ DARANTIER Michel, 4 rue de Moncetz : élevage de vaches allaitantes et de bovins à l'engraissement.

Repères géodésiques

L'IGN gère les points géodésiques sur la commune. Ils doivent être préservés.

Titres miniers

L'Article L.321.1 du code minier définit les zones à l'intérieur desquelles les recherches et l'exploitation de carrière de sables et de graviers peuvent être autorisées par le ministre chargé des mines.

Le décret du 11 avril 1969 établit la liste des communes concernées par ces zones spéciales de recherche et d'exploitation des carrières. BASLIEUX-SOUS-CHATILLON n'est pas intéressée par ce décret.

5] Politiques contractuelles et démarches intercommunales

5.1 - Habitat

Suite à la loi portant engagement pour le logement du 13 juillet 2006 (Loi ENL), un pacte national pour le logement a été proposé afin de mettre en place toute une série de mesure concrètes pour encourager la construction de logements. La loi ENL vise quatre grands objectifs :

- Aider les collectivités à construire ;
- Soutenir l'accès social à la propriété ;
- Développer l'offre locative à loyers maîtrisés ;
- Favoriser l'accès de tous à un logement confortable.

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi MOLLE du 25 mars 2009, vise à adapter les lois ENL et DALO à l'évolution du contexte socio-économique. Elle touche l'ensemble des secteurs du logement.

Pour atteindre ces objectifs, la loi donne aux communes de nouveaux outils en matière d'urbanisme et de foncier :

- La commune aura la possibilité d'indiquer dans le rapport de présentation du PLU, un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.
- La loi prévoit que le conseil municipal procède à une analyse de l'application du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements et de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser, et de la réalisation des équipements correspondants lorsque le rapport de présentation comporte un échéancier. Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision. Dès lors le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une mise en révision simplifiée du PLU.
- La commune aura également la possibilité de délimiter dans le plan local d'urbanisme des secteurs dans lesquels des programmes de logements devront comporter obligatoirement des catégories de logements locatifs définies par le PLU dans le respect des objectifs de mixité sociale.
- La commune aura la possibilité de majorer la taxe sur les terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par le PLU qui restent non bâties afin de lutter contre la rétention foncière¹⁷.

¹⁷Cette majoration est décidée par délibération du conseil municipal jusqu'à un plafond de 3€/m² (loi ENL). Cette mesure ne s'applique qu'aux terrains de plus de 1000 m².

→ La commune aura également la possibilité d'instituer une taxe forfaitaire permettant le partage de la plus-value des terrains devenus constructibles, entre le propriétaire et la collectivité.

Chaque commune devra adopter des mesures permettant de loger toutes les catégories de population dans des logements décentes (loi DALO du 5 mars 2007 qui instaure le droit au logement opposable).

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est concernée par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) : l'OPAH du Nord-Ouest du Pays d'Epernay.

Celle-ci a pour objectif :

- de résorber l'habitat indigne et insalubre dans le parc locatif ou pour les propriétaires occupants ;
- de résoudre les situations de précarités énergétiques ;
- de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées.

5.2 – Respect du principe de mixité sociale

Ce principe vise à empêcher toute ségrégation spatiale des populations au sein et entre les communes.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 rappelle le principe de mixité sociale et de solidarité entre les communes en matière d'habitat. Son ambition est de promouvoir la diversité de l'offre de logements et une meilleure répartition des logements sociaux au sein des agglomérations de plus de 50 000 habitants.

Ainsi, l'Article 55 de cette loi instaure, pour les communes de plus de 3 500 habitants comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, l'obligation de réaliser 20 % de logements locatifs sociaux comptabilisés sur le nombre de résidences principales. À défaut, les communes peuvent faire l'objet d'un prélèvement sur les ressources fiscales.

La loi redéfinit la politique de l'habitat autour de deux grandes orientations :

- équilibre et durabilité de la croissance urbaine et notamment volonté de limiter l'étalement urbain.
- diversité de l'habitat et répartition plus équilibrée de l'habitat social dans les agglomérations en amplifiant le mécanisme de solidarité entre les communes.

Cette loi renforce la portée juridique du Programme Local de l'Habitat (PLH) en lui conférant un rôle d'orientation et une place dans la hiérarchie des documents de planification.

5.3 – Garantie du droit au logement

Ce principe impose la prise en compte des personnes en difficulté, l'accroissement de l'offre dédiée à ces populations et la constitution d'instance de planification et d'examen des demandes émanant de ces ménages défavorisés cumulant, outre des problèmes financiers, des situations familiales difficiles.

Sa prise en compte est traduite dans les lois du 31 mai 1990 pour la mise en œuvre du droit au logement, du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable.

5.4 - Accueil des gens du voyage

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage a prévu la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage.

Cette loi a un double objectif :

- assurer la libre circulation des biens et des personnes et répondre ainsi à l'aspiration des gens du voyage itinérants à séjourner dans des lieux d'accueil dans des conditions décentes,
- répondre au souci légitime des élus locaux d'éviter des stationnements illicites qui occasionnent des difficultés de coexistence avec leurs administrés.

Les aires d'accueil doivent répondre aux besoins de séjours et de rassemblements. Deux catégories d'aire sont à distinguer : les aires d'accueil proprement dites destinées aux gens du voyage itinérants dont les durées de séjour dans un même lieu sont variables et les aires de grand passage réservées aux rassemblements de 50 à 200 caravanes environ pour des durées le plus souvent d'une semaine et pour des motifs culturels, familiaux et économiques.

Le dispositif d'accueil est défini à l'échelle départementale par un schéma d'accueil des gens du voyage élaboré conjointement par le préfet et le président du conseil départemental.

Dans la Marne, ce schéma a été approuvé le 2 avril 2002 et mis en œuvre depuis le 2 avril 2006. Il a été révisé par arrêté préfectoral du 30 août 2010.

Après une définition des besoins, ce schéma fixe les terrains à réaliser par secteur selon le mode de vie des gens du voyage.

Le processus d'élaboration du PLU constitue une opportunité pour identifier un site potentiel au-delà de toute contrainte et pour intégrer sa mise en œuvre.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le PLU doit satisfaire aux besoins en habitat des populations y compris les gens du voyage. Ainsi, il ne devra pas empêcher la réalisation, dans les secteurs constructibles, de terrains aménagés afin de permettre l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Ces terrains dits familiaux se distinguent des aires d'accueil collectives aménagées réalisées par, ou pour le compte d'une collectivité publique pour l'accueil des gens du voyage itinérants. Les terrains familiaux, contrairement aux aires d'accueil, ne sont pas assimilables à des équipements publics. Ils correspondent à un habitat privé qui peut être locatif ou en pleine propriété. Réalisés à l'initiative de personnes physiques ou de personnes morales publiques ou privées, ces terrains familiaux constituent des opérations d'aménagement à caractère privé.

2^{ème} Partie :

Etat initial de l'environnement



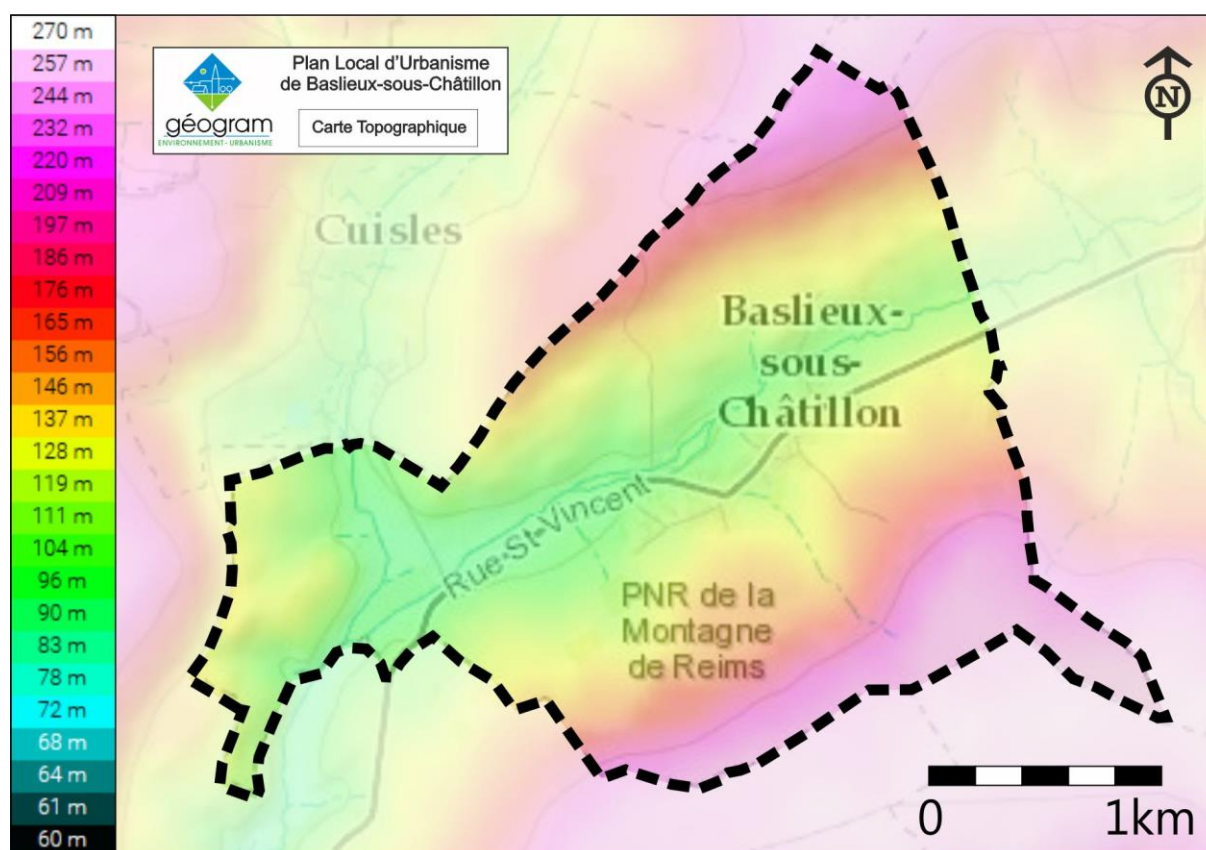
1] Milieu physique

1.1 - Relief

Sur le territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, le relief est fortement marqué.

Le territoire communal se situe à une altitude variant entre 90 et 243 mètres NGF. Les parties urbanisées se trouvent à une altitude moyenne de 119 mètres. La topographie est particulièrement prononcée au niveau des coteaux viticoles.

Le point le plus bas se situe à 90 mètres à l'Ouest du territoire, au niveau de l'intersection entre la RD 24 et la RD 224 ; le plus haut, à 243 à la pointe Sud-Est du territoire, en limite communale avec Cuchery et Villers-sous-Châtillon.



1.2 - Contexte géologique¹⁸

BASLIEUX-SOUS-CHATILLON se situe sur la carte géologique d'Epernay réalisée par le BRGM. Elles s'étendent presque exclusivement sur les terrains tertiaires de l'Île-de-France.

¹⁸ Source : carte géologique au 1/50 000 n°157 d'Epernay publiées par le BRGM.

La commune est située dans

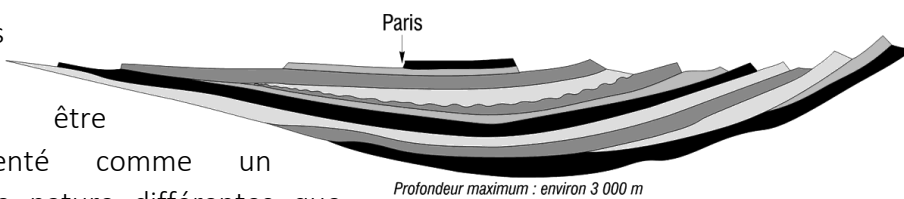
le bassin sédimentaire de

Paris, lequel peut être

schématiquement représenté comme un

empilement de couches de nature différentes que

l'érosion a progressivement dégagé. Les niveaux tertiaires sont surtout visibles au niveau des versants, là où les vallées les ont découpés. En pied de versant et au fond de la vallée, les terrains secondaires (craie du Crétacé) sont souvent masqués par des formations superficielles plus récentes.



Terrains sédimentaires

Des plus récents aux plus anciens (soit, dans le contexte sédimentaire simple du secteur, du haut vers le bas), il s'agit de :

- **e7b. - Bartonien supérieur (Ludien) – « Calcaire de Champigny »**

Cet ensemble de marnes et calcaires est surmonté par le calcaire silicifié de Champigny *sensu stricto*. Ce calcaire se présente sous des faciès très variés silicifiés. Le faciès le plus fréquent est un calcaire graveleux vacuolaire entièrement silicifié. Localement ce calcaire est plus compact, parfois bréchique et souvent entièrement silicifié en un silex brun. Cette assise dure forme l'armature principale du sommet des versants avec les bancs calcaires sous-jacents.

- **e6b-7a - Bartonien moyen (Marinésien-Ludien inférieur) – Calcaire de Saint-Ouen et argiles vertes, marnes blanches et calcaires**

Cet ensemble complexe commence à sa base par 3 à 4 bancs de calcaire brun-jaune vacuolaire, englobant des fragments de calcaire à grain fin contenant des débris végétaux en abondance. Ce calcaire lacustre présente une surface supérieure perforée par des organismes. L'épaisseur de ce niveau est de l'ordre de 1 mètre. Au-dessus viennent plusieurs couches de marnes blanches, granuleuses, calcaires alternant avec des bancs de calcaire coquillier, gris-beige à patine crème contenant des fossiles. Très souvent on trouve au-dessus un niveau de marnes blanches contenant des boules de 5 à 15 cm de diamètre, de calcite mélangée à des argiles fibreuses. Au-dessus vient une couche de marnes grumeleuses jaunâtres de 0,30 m d'épaisseur environ qui contient localement de nombreuses petites huîtres. Au-dessus vient un ensemble d'argiles calcaires blanches, ocre et kaki passant à un calcaire argileux blanc contenant des blocs de calcaires cellulaires. Des bancs de calcaire blanc sublithographique y sont intercalés. L'épaisseur totale de cette formation est de l'ordre de 10 mètres.

- **e5c - Lutétien supérieur – Marnes et caillasses**

Les formations laguno-continentales des Marnes et caillasses sont très hétérogènes, présentant de brusques variations latérales de faciès. Elles comportent des argiles blanches, grises ou vertes en lits de 0,10 m à 0,50 m ; des marnes blanches localement indurées, parfois grumeleuses voire rognoneuses alternent avec des bancs de calcaires blancs, grumeleux, graveleux ou à grain très fin. Certains bancs de la partie supérieure sont silicifiés. L'épaisseur de ces marnes et caillasses est compris entre 20 et 40 m.

- **e5b - Lutétien moyen – « Tuffeau de Damery »**

Ce niveau correspond à une époque de transition entre faciès laguno-marins et laguno-continentaux. La base même de cette formation est bien individualisée en une couche calcaro-sableuse à gros grains et dragées de quartz usés, contenant de la glauconie. Ce niveau ravine les sables argileux du Cuisien supérieur sur 0,20 m à 1 mètre. Les microfossiles sont très abondants. Cette formation est considérée comme un dépôt de plage, son épaisseur variable peut atteindre une quinzaine de mètres.

Ce tuffeau proprement dit est surmonté par une couche de marnes vertes et blanches qui reposent sur le tuffeau par un contact franc. L'épaisseur de cette couche est d'environ 7 mètres. Vers 4 mètres s'intercale un niveau de 30 à 40 cm de sable quartzeux grossier jaune et roux présentant des lits de sable plus fin gris.

- **e4 - Yprésien supérieur (Cuisien) – sables**

La série cuisienne essentiellement sableuse débute par des sables quartzeux, grossiers, hétérogènes, roux. Ils présentent une stratification entrecroisée fruste. Leur épaisseur varie de 5 à 8 mètres.

Au-dessus viennent des sables quartzeux gris, fins, micacés et de plus en plus argileux dans leur partie supérieure. L'épaisseur de ces sables fins est de l'ordre de 3 mètres. Localement, ces sables fins, argileux, sont indurés en un grès parfois très compact.

La partie supérieure de cet ensemble sableux se charge souvent en argile. Ils sont recouverts soit par des argiles sableuses beiges et gris verdâtre de 1 à 2 mètres d'épaisseur sous le Lutétien, soit par des sables fins gris-blanc, sans stratification apparente épais de 4 mètres.

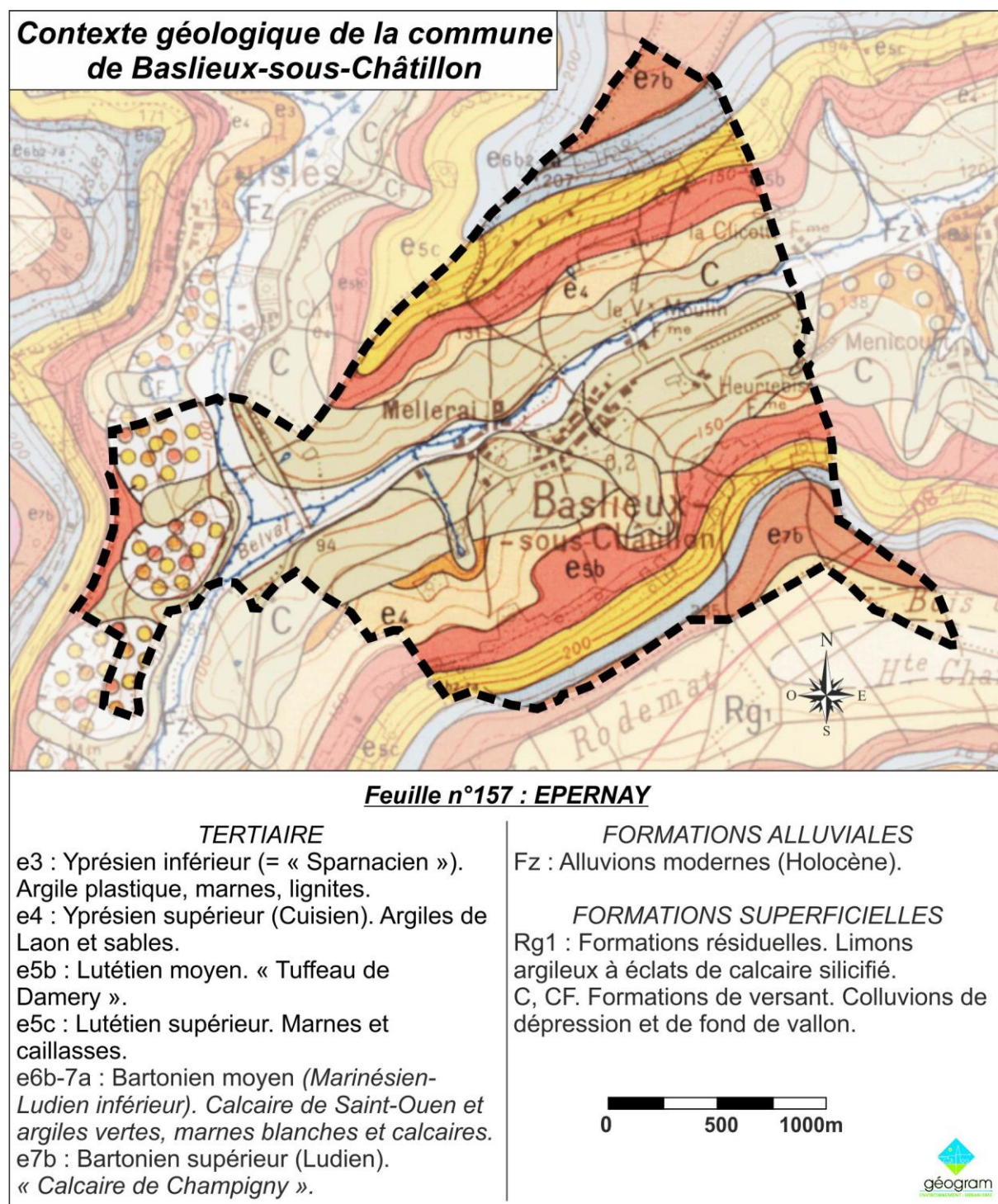
L'épaisseur totale de cette formation atteint une dizaine de mètres.

- **e3 - Yprésien inférieur (« Sparnacien ») – Argile, marnes, lignites**

Le Sparnacien présente plusieurs faciès en partie imbriqués présentant des variations latérales brusques. C'est dans la région d'Épernay, que fut définie la série type de l'étage. Elle débute

par une marne calcaire, blanchâtre ou grise, disposée en lentilles. Cette couche est surmontée par des « marnes feuilletées » et des argiles vertes qui localement supportent des sables dont l'épaisseur peut atteindre 2 mètres. Au-dessus viennent des argiles grises passant à une lumachelle à huîtres. Des lentilles d'argile ligniteuse à nombreux cristaux de gypse sont intercalées dans ces formations. Localement les couches d'argile ligniteuse atteignent 0,50 m

L'épaisseur irrégulière du Sparnacien peut atteindre 25 mètres.



Formations superficielles

Ces dépôts sont nettement plus récents. Ils sont issus de l'érosion, du transport et de l'altération des précédents :

- **Rg1 - Formations résiduelles – Limon argileux à éclats de calcaire silicifié**

Des processus d'altération profonde ont pu jouer sous des climats variés pendant la très longue période qui a suivi l'émersion des couches décrites précédemment. Ils ont conduit à l'accumulation d'argiles résiduelles rouges à éclats de meulière. Ces formations superficielles anciennes couvrent de vastes étendues du plateau.

Plus récemment ces formations et les argiles rouges et grises à meulière ont évolué sur place en un limon très argileux brun-rouge contenant des granules d'oxydes de fer et de manganèse atteignant la taille d'une noisette et localement rassemblés en un niveau d'accumulation d'une vingtaine de centimètres d'épaisseur. En bordure des plateaux, ces argiles rouges à éclats de meulière descendent facilement sur les pentes en emballant des blocs de calcaire silicifié de Champigny. A la faveur des vallons, ces formations peuvent atteindre le bas de certains versants des grandes vallées où il n'est pas rare de retrouver des blocs de quelques mètres cubes de meulière ou de calcaire siliceux de Champigny.

- **C, CF - Formations de versant – Colluvions**

Sur la craie les formations superficielles sont généralement de faible épaisseur de l'ordre de 0,10 à 0,30 mètres. Elles sont constituées d'argiles résiduelles de décalcification contenant des granules de craie. Ces roches meubles descendent facilement sur les pentes et constituent des colluvions de bas-versant d'épaisseur très irrégulière quelquefois importante (2 à 3 mètres).

Les terrains des niveaux thanétiens, sparnaciens et la partie inférieure du Lutétien ne donnent pas de formations résiduelles importantes. Par contre, il est fréquent de retrouver ces couches glissées en masse sur le versant des vallées, particulièrement à la faveur de conditions climatiques périglaciaires ; aussi retrouve-t-on des sables cuisiens descendus en conservant leur stratification, en masses suffisamment importantes pour être exploitées.

De même les argiles, marnes et calcaires lagunaires du Lutétien supérieur et du Bartonien, sensibles à l'érosion, ont alimenté d'épaisses formations colluvionnaires (2 à 4 m) qui couvrent une grande partie des bas-versants des vallées. Ces colluvions sont constituées par un mélange de blocs calcaires variés, de quelques centimètres à décimètres, emballés dans une matrice argilo-calcaire blanchâtre. **Ces processus d'accumulation par gravité se poursuivent en partie dans les conditions climatiques actuelles**, en particulier lors des dégels et des précipitations abondantes. Dans les vallées de la Marne et de ses affluents, les colluvions se raccordent aux

alluvions en formant des surfaces aplanies, emboîtées, qui témoignent de reprises d'érosion notables.

○ **F - Alluvions**

Contrairement aux précédents, ces matériaux ont connu un transport par les cours d'eau actuels ou passés, ce qui en a modifié les caractéristiques. A BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, les alluvions modernes (Fz), formant le substrat du fond de la vallée du Belval.

Ressources minières

Préalablement à la validation finale du Schéma Départemental des Carrières, le BRGM a produit un rapport¹⁹ permettant d'identifier et de localiser grossièrement les ressources minérales présentes dans le département.

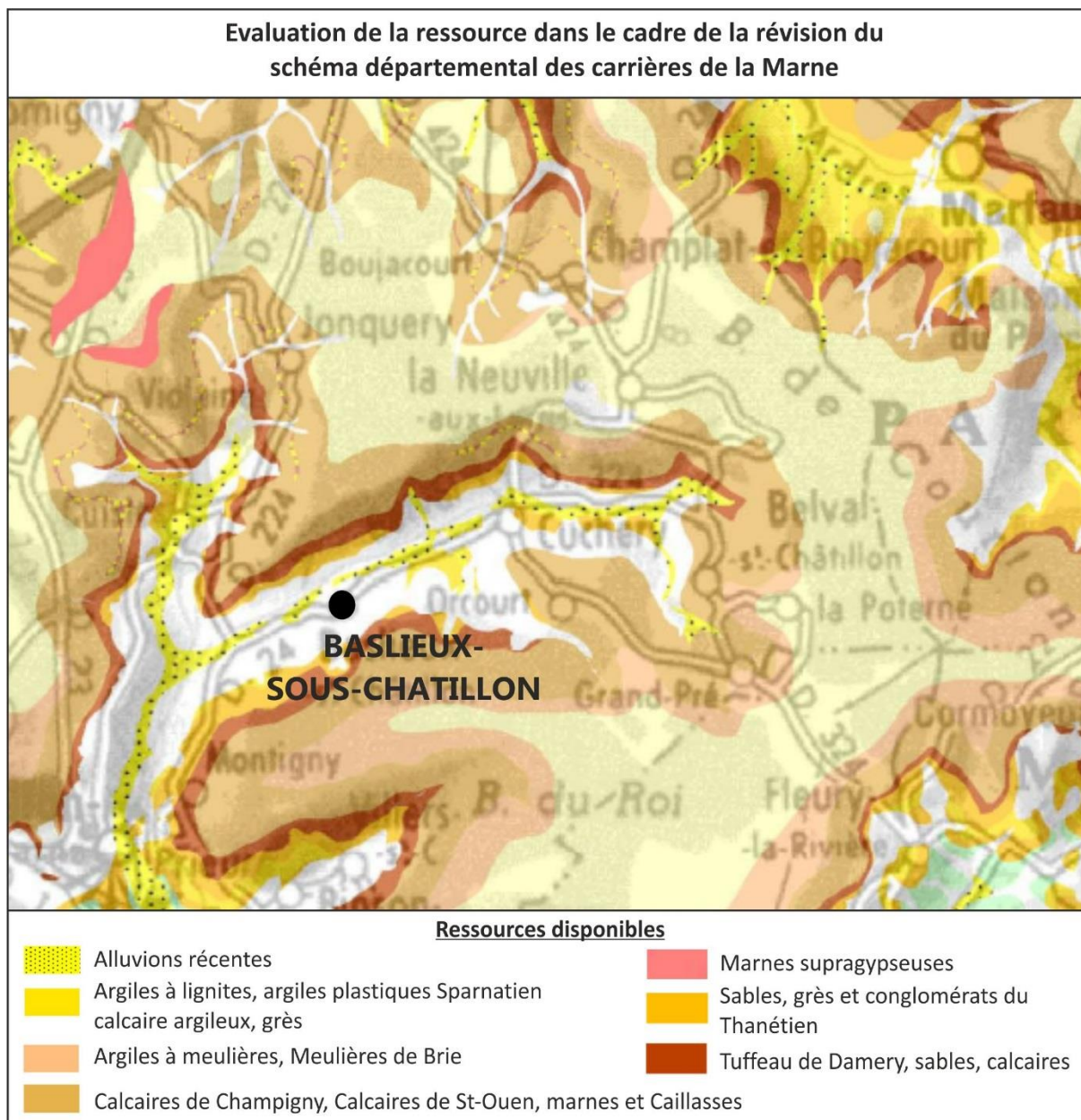
Les différentes roches constituant le sous-sol du territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON peuvent, pour certaines d'entre elles, constituer une ressource susceptible d'être exploitée. Le Schéma Départemental des Carrières recense ainsi :

- Les alluvions pour les routes ou pour la fabrication de béton ;
- Les gisements de matériaux utilisables comme concassés, matériaux d'empierrement, pierres de taille ;
- La craie ;
- Les sables et grès du Thanétien ;
- Le tuffeau de Damery ;
- Les calcaires de Champigny et Saint-Ouen ;
- Les argiles à meulières.
- Les matériaux pour industrie (craie) ;
- Les sablons pour viabilisation (sables et grès du Thanétien) ;
- Les matériaux pour chaux, ciment ou amendement (calcaires de Champigny et Saint-Ouen, craie) ;
- Les matériaux pour tuiles, briques et céramiques (limons des plateaux).

Le schéma départemental des carrières n'est pas opposable aux documents d'urbanisme. Les PLU sont donc susceptibles de faire obstacle à ses orientations et objectifs. De telles situations peuvent entraîner la révision du plan local d'urbanisme, avec usage au besoin de la procédure

¹⁹ BRGM/RP-58599-FR - Évaluation de la ressource dans le cadre de la révision du schéma départemental des carrières : Département de la Marne. Rapport final. THUON Y., COLIN S. - 2010

de projet d'intérêt général, voire sa réforme en cas d'intérêt particulier du gisement. Il apparaît donc indispensable que lors de la révision des plans locaux d'urbanisme, le schéma des carrières soit considéré et intégré à la réflexion, notamment sur les possibilités de valorisation des gisements présents sur le territoire.



Il est rappelé qu'en tout état de cause, l'ouverture de carrière reste conditionnée à l'obtention d'une autorisation préfectorale dans le cadre d'une procédure exigeante (législation ICPE²⁰).

²⁰ Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vertu du Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement

1.3 – Hydrologie

a) Les bassins versants

Le territoire communal de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'inscrit intégralement dans le bassin versant de la Marne. Celui-ci couvre 12 920 km² répartis en Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie et Île-de-France. La commune reçoit donc les eaux de très nombreuses communes. Inversement, les eaux issues de son territoire rejoignent les communes situées en aval.

Plus longue rivière de France avec ses 514 km, la Marne prend sa source sur le plateau de Langres (Balesmes-sur-Marne, Haute-Marne) et s'écoule d'Est en Ouest jusqu'à la Seine, dans laquelle elle se jette entre Charenton-le-Pont et Alfortville.

Ce cours d'eau est domanial. Il est en outre navigable et canalisée sur 183 km depuis Épernay jusqu'à son confluent.

Le territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON fait partie du bassin-versant de la Marne, par le biais du sous bassin du ru de Belval qui rejoint la Marne, sur la commune de Binson et Orquigny.

b) Les cours d'eau

La plupart des travaux dans les cours d'eau (recalibrage, busage, détournement, travaux sur berge...) doivent préalablement faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Les aménagements ou travaux qui seraient prévus à proximité d'un cours d'eau ou d'un thalweg doivent être appréhendés avec une extrême précaution. Dès lors qu'un doute existe sur le caractère inondable de la parcelle, il est indispensable de la protéger de l'urbanisation, mais également des installations qui constitueraient des obstacles à l'écoulement des eaux.

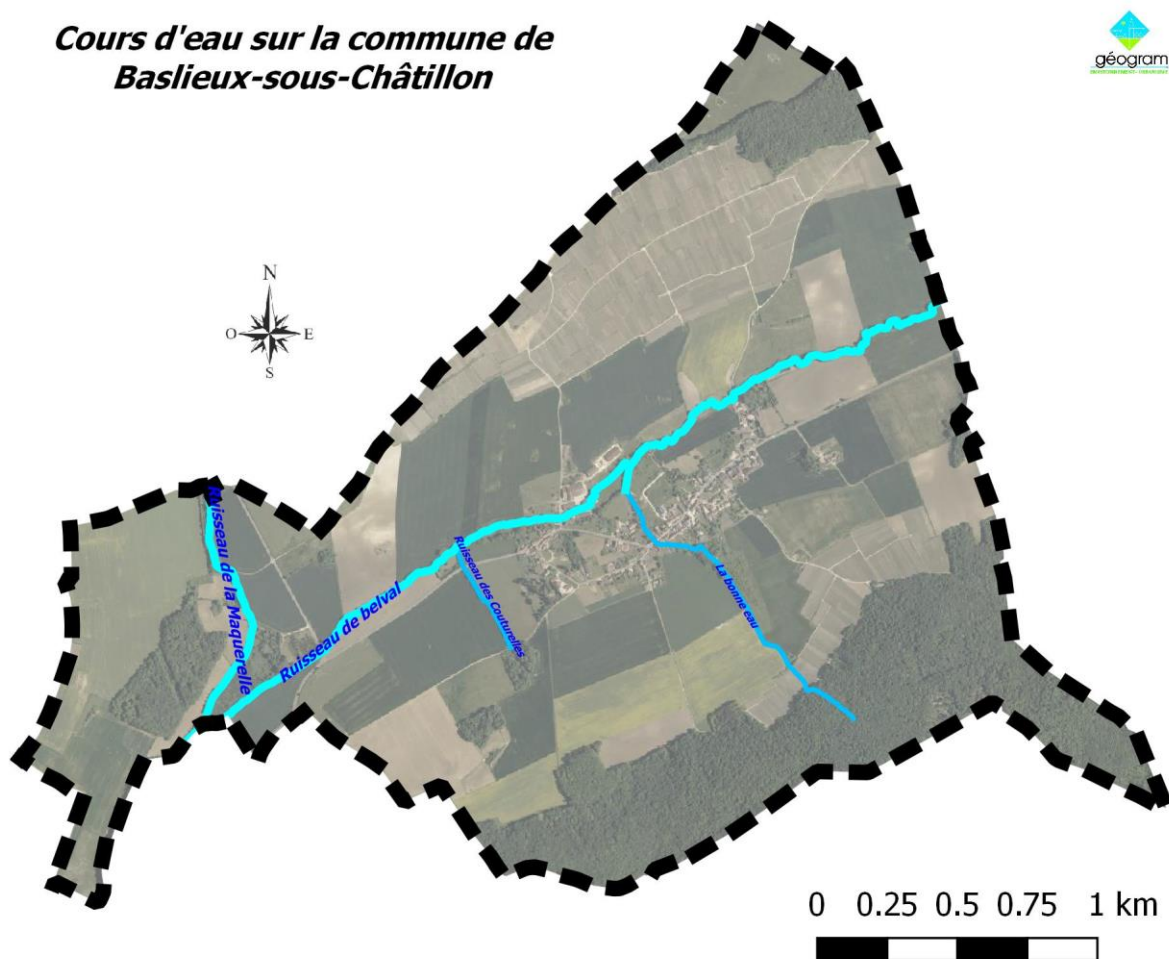
La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est située dans le bassin versant de la Marne.



Ruisseau de Belval

Le ruisseau de Belval traverse le territoire. Il prend sa source à Chaumuzy, à 240 mètres d'altitude. Il traverse les communes de Chaumuzy, Belval-sous-Châtillon, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, Cuchery, Châtillon-sur-Marne, Binson-et-Orquigny, Mareuil-le-Port et Oeuilly, soit 12,9 kilomètres avant de se jeter dans la Marne. Il est alimenté par les ruisseaux de la Maquerelle, des Couturelles et de La Bonne Eau qui se situent sur le territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON.

D'après le Schéma Départemental des Vocations Piscicoles, les cours d'eau de Belval et de la Maquerelle sont en 1^{ère} catégorie.



c) Zones à Dominante Humide

La loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, met l'accent sur la préservation des zones humides, que ce soit dans un but de gestion des eaux (gestion de la ressource en eau, prévention des inondations...) ou pour préserver la biodiversité. Cela se traduit notamment au niveau des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), document cadre auquel doivent se conformer les documents d'urbanisme, dont les Plans Locaux

d'Urbanisme (PLU). Par exemple, l'orientation 22 du SDAGE 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, « mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité », se décline de la sorte par la disposition D6.86 : « Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme ».

Parallèlement à l'élaboration du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) a cartographié au 25 000^e les enveloppes des Zones à Dominante Humide (ZDH) – cela sur la base de cartographies existantes avec des objectifs différents (ZNIEFF, inventaire de ZH chasse, fédération de pêche, PNR, Natura 2000, ZNIEFF...), puis par photo-interprétation. Cette cartographie est non-exhaustive, mais reste un bon outil d'alerte.

Les zones humides sont dans l'ensemble méconnues des habitants, alors que **leur préservation est d'intérêt général**. Ces secteurs, plus ou moins humides et gorgés d'eau au moins une partie de l'année ont fait l'objet d'une définition légale basée sur la végétation ou la nature des sols.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Elles accueillent d'ailleurs assez fréquemment une flore et une faune rare, dont la protection est également d'intérêt général.

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est concernée par plusieurs **zones humides dites "loi sur l'eau"** : Il s'agit des zones dont le caractère humide a été défini selon le critère végétation ou pédologique listé dans l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application de l'Article R.211-108 du code de l'environnement. Elles doivent être impérativement protégées dans le document d'urbanisme.

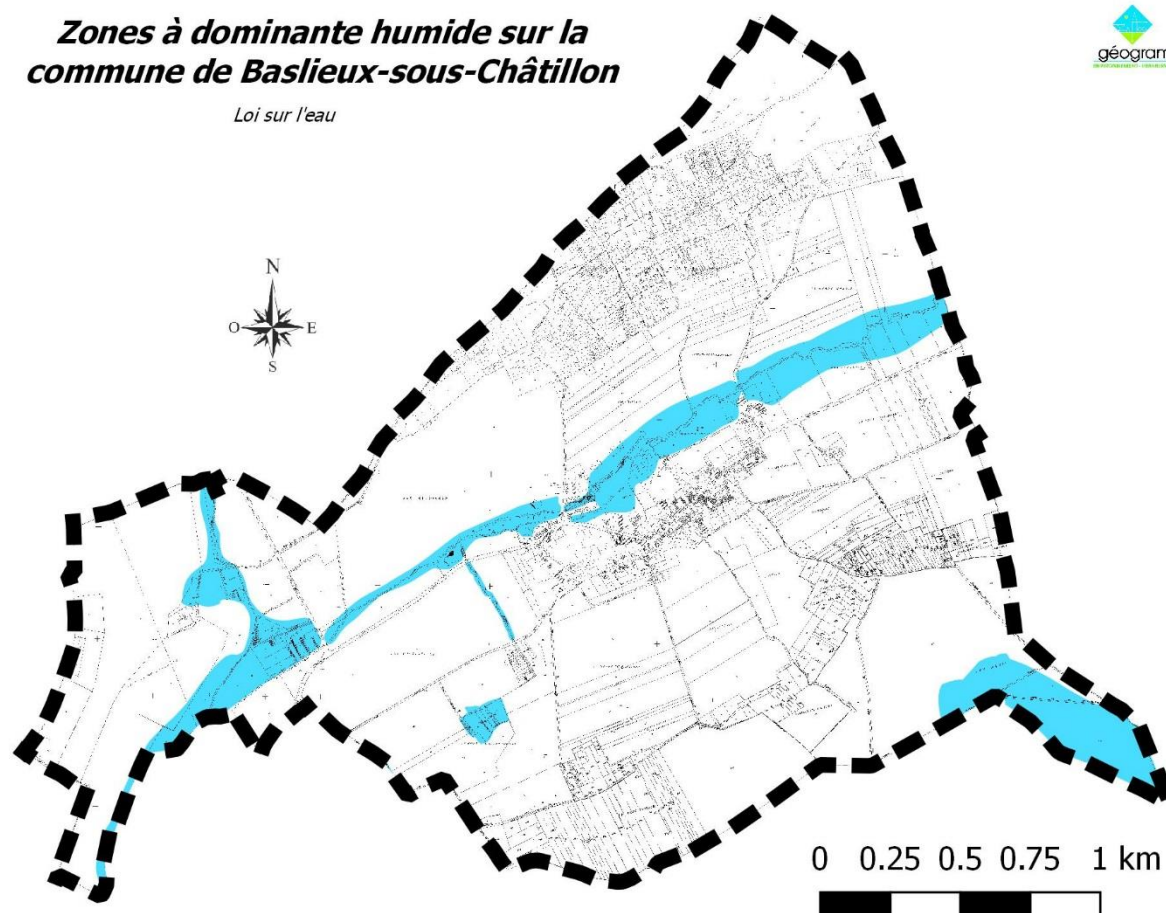
Ces zones ont été définies par le biais de deux études :

- ➔ Une cartographie des espaces protégés du Conservatoire des espaces naturels de Champagne-Ardenne
- ➔ Un inventaire des zones humides en Montagne de Reims réalisé par le Parc naturel régional de la Montagne de Reims entre 2013 et 2015.

Ces zones humides sont identifiées majoritairement sur le plateau et sont liées aux caractéristiques pédologiques et topographiques qui favorisent l'hydromorphie des sols et donc le développement d'une végétation spécifique aux zones humides.

Zones à dominante humide sur la commune de Baslieux-sous-Châtillon

Loi sur l'eau



Inventaire des zones humides en Montagne de Reims

Une étude complémentaire a été conduite par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims sur la délimitation des zones humides.

Sur le territoire du Parc, la localisation des zones humides a été effectuée par un inventaire terrain (relevés de la flore et sondage du sol). Cet inventaire n'a pas de portée réglementaire ; néanmoins, il porte un degré de précision suffisant.

Les zones humides à Baslieux-sous-Châtillon sont principalement localisées le long du ruisseau de Belval et du ruisseau de la Maquerelle. Il s'agit d'alignements d'arbres constitués d'aulnes, de saules, de frênes, qui forment la ripisylve. Ces milieux constituent des habitats intéressants pour la faune et la flore, participent à la lutte contre l'érosion des berges des cours d'eau et le ralentissement du ruissellement des sols. Le territoire du parc se caractérise par un réseau de haies peu dense ; c'est pourquoi l'enjeu de préservation est primordial.

1.4 - Climatologie

La climatologie de la région est obtenue grâce au recoupement des données des stations météorologiques de Reims (1961 à 1999) et d'Épernay (1946 à 1985). La région de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'inscrit dans un climat océanique altéré. Les influences continentales épisodiques et le relief présent induisent une augmentation des écarts de températures ainsi que des précipitations plus importantes.

Les températures moyennes mensuelles s'échelonnent entre 2,4°C en janvier et 18,6°C en juillet avec une valeur moyenne annuelle de 10,3°C (poste d'Epernay). Les écarts de températures sont toutefois assez marqués du fait des poussées continentales.

L'année compte un nombre moyen de 62 jours de gelée sur Épernay, en majeure partie de novembre à mars. Dans le fond de la vallée, ce nombre peut légèrement augmenter du fait de l'accumulation d'air froid plus lourd. La couverture boisée des versants crée un obstacle pouvant préserver certaines zones mais également en exposer d'autre en bloquant le mouvement de masses d'air froid.

La pluviométrie relevée sur Épernay se répartit de façon relativement uniforme tout au long de l'année avec une moyenne annuelle de 670mm. Le mois le plus humide est décembre avec 65,6 mm et le mois d'avril est le plus sec, avec 41,9mm.

Le diagramme ombrothermique montre un bilan hydrique largement positif d'un climat humide, conforté par un indice de De Martonne élevé de 33.

En période estivale, la faible couverture végétale des coteaux opposée à celle plus importante des plateaux entraîne une hausse de la température des versants sud. Ce phénomène induit des mouvements convectifs de l'air. Couplés aux précipitations, des orages violents peuvent s'abattre et déverser plusieurs dizaines de millimètres d'eau en quelques heures. Les cas les plus caractéristiques de cette situation sont les orages du 24 juin 1983 et du 1er septembre 1987.

Sur Reims, l'insolation moyenne annuelle est de 1708 heures. Le brouillard y est relativement peu présent avec une moyenne de 62,6 j/an. Le versant sud-ouest de la Montagne de Reims est encore moins sujet au brouillard, on y observe donc un apport énergétique renforcé.

La région se caractérise par des vents modérés provenant de préférence du sud-ouest. Ils viennent donc frapper directement le versant de la Montagne de Reims et ce de façon un peu plus fréquente et violente en hiver, du fait du régime dépressionnaire installé sur le Bassin de Paris.

De par leur rugosité plus importante que les cultures, les massifs boisés ralentissent la vitesse des vents et la progression de la nébulosité. Ce phénomène se traduit par une augmentation locale de la pluviométrie comme le montre la station de Germaine, localisée au cœur du massif de la Montagne de Reims où les précipitations moyennes annuelles dépassent les 780 mm.

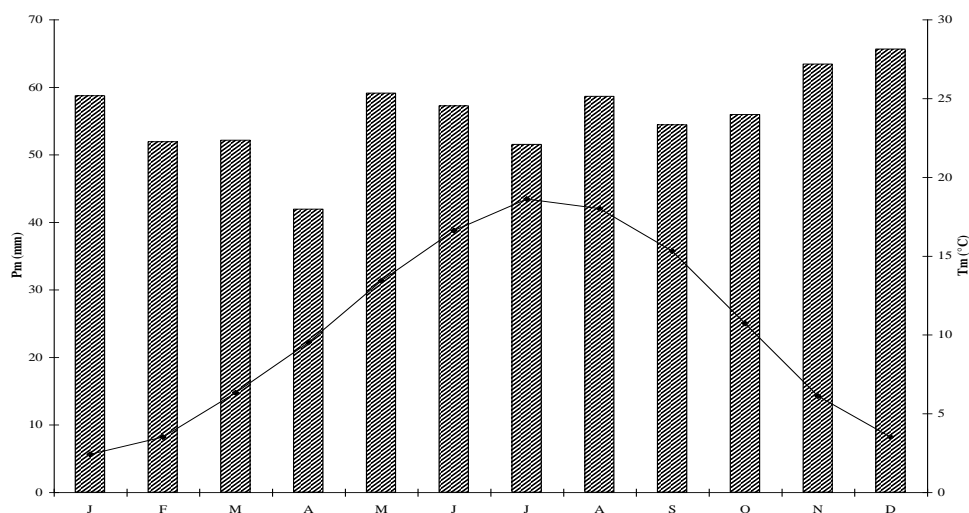


Figure 1 : Diagramme ombrothermique d'Épernay

La région de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON à l'image de ce qui prévaut dans le Bassin parisien, est caractérisée par des vents relativement faibles dont la direction préférentielle vient de l'ouest. Ils sont plus fréquents et plus violents en hiver en raison du régime dépressionnaire régnant alors dans le Bassin de Paris. La vallée de la Marne joue également un rôle de canalisation qui influe sur l'orientation.

L'ensoleillement moyen à Baslieux-sous-Châtillon est d'environ 1600²¹ heures par an. Cette moyenne cache cependant des disparités interannuelles fortes : l'écart moyen à la normale est de 115 heures et sur la période 1998-2011, l'ensoleillement annuel a varié de 1 350 h en 2009 à 2 106 h en 2003.

1.5 – Energies renouvelables

Plan climat air énergie régional (PCAER) de Champagne-Ardenne²²

Préoccupée par ces enjeux depuis plusieurs années, la Champagne-Ardenne avait devancé les mesures des lois Grenelle. Dès 2007, la Région Champagne-Ardenne, l'État et l'ADEME ont pris l'initiative d'élaborer une feuille de route pour répondre aux défis énergétiques et climatiques et mettre au point un Plan Climat Énergie Régional (PCER).

Succédant au Plan Climat Énergie Régional (PCER) et au Plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) adopté en 2002, le PCAER a été approuvé par le conseil régional de Champagne-Ardenne, le 25 juin 2012 et arrêté par le préfet de région le 29 juin 2012. Ce document vaut Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE).

²¹ Les valeurs chiffrées sont des valeurs mesurées à Reims, période 1998-2011.

²² Extrait de l'introduction du PCAER. Source : www.donnees.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr

A partir d'un état des lieux complet, le Plan Climat Air Énergie Régional offre un cadre commun d'orientations stratégiques et de vision prospective, à même de guider les différentes actions. Il vise à définir les politiques territoriales en matière d'adaptation au changement climatique, de préservation de la qualité de l'air et de maîtrise des consommations d'énergie. Sa révision permettra de prendre en compte les évolutions constatées et d'actualiser les objectifs.

Les orientations du PCAER permettent de répondre à six grandes finalités²³ :

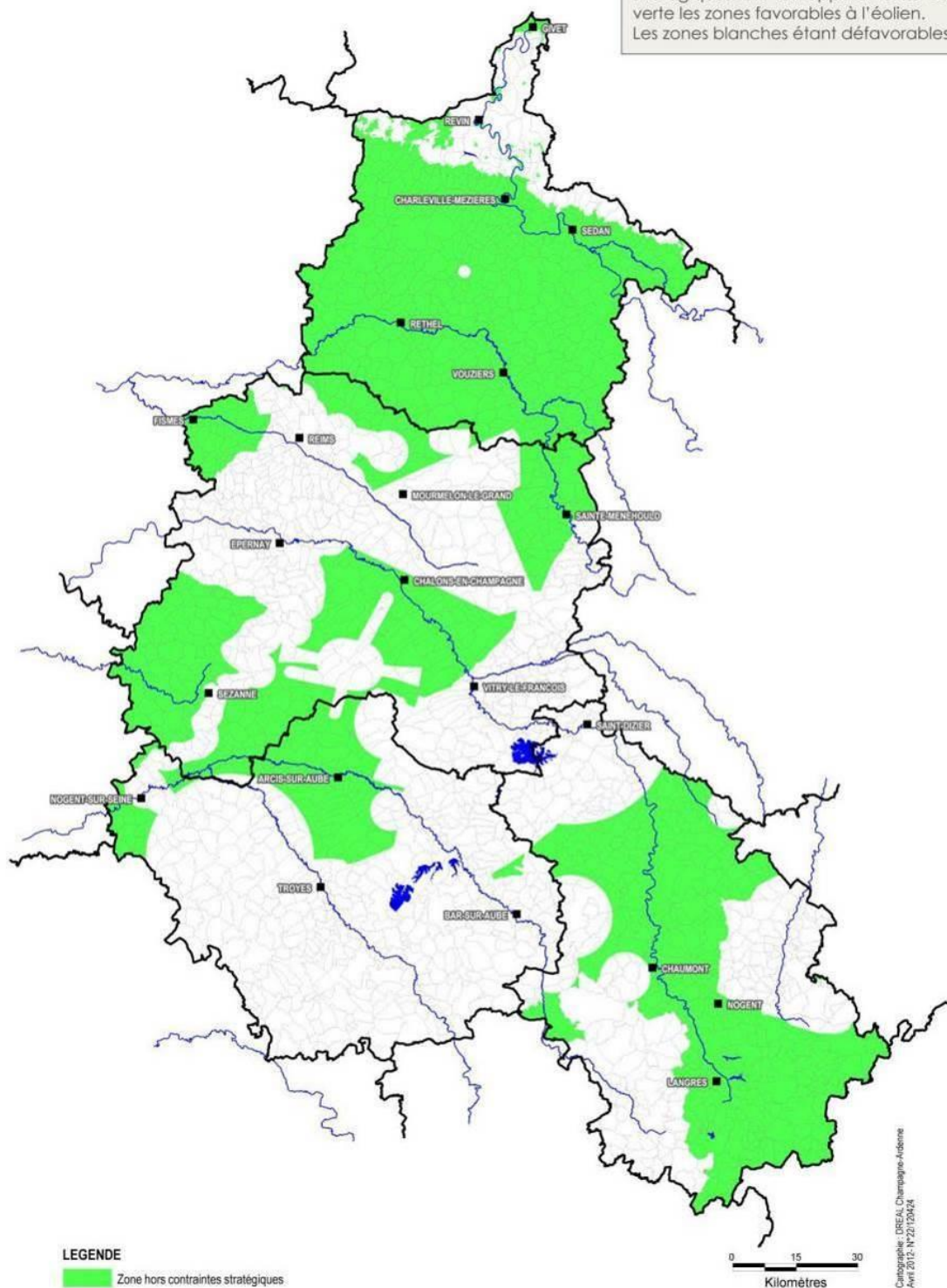
- Contribuer à l'atténuation du changement climatique par une réduction des émissions de gaz à effet de serre du territoire d'au moins 20 % d'ici à 2020 ;
- Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique ;
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air, en particulier dans les zones sensibles ;
- Réduire les répercussions d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels et agricoles et le patrimoine, en réduisant leur vulnérabilité ;
- Accroître la production d'énergies renouvelables et de récupération afin d'atteindre l'équivalent de 45 % (34 % hors agro-carburants) de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2024 ;
- Réduire d'ici à 2020 la consommation d'énergie du territoire de 20 % en exploitant le gisement d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique existant.

D'après le PCAER, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON n'est pas située dans une zone favorable au développement éolien et n'est pas située en zone sensible pour les polluants suivants : dioxyde d'azote (NO₂) et poussières (PM₁₀).

²³ Page 185 du PCAER.

²⁴ La Champagne-Ardenne, possédant d'importants atouts en matière de production d'énergies renouvelables et ayant déjà créé une dynamique, pourra dépasser les objectifs nationaux (le SRE s'inscrit dans cet objectif)

Cette carte des zones favorables est issue de la compilation brute des zones à enjeux stratégiques. Elle fait apparaître de couleur verte les zones favorables à l'éolien. Les zones blanches étant défavorables.



*Extrait du Plan Climat Air Energie Régional de Champagne-Ardenne
Schéma Régional Eolien (page 95)*

1.6 - Qualité de l'air

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité, compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. Aussi, la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) du 30 décembre 1996 a confié la surveillance de l'air du territoire français à des associations agréées par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON ne dispose pas de station de mesure de la qualité de l'air sur le territoire communal ni à proximité dans un contexte comparable. La caractérisation de la qualité de l'air ne peut donc pas se faire sur une base quantitative.

Toutefois, aucune activité susceptible de générer des pollutions atmosphériques n'est identifiée sur le territoire.

2] Environnement naturel

La constitution d'un paysage dépend à la fois de dynamiques environnementales (relief, nature du sol et du sous-sol, climat, végétation...) et de dynamiques humaines (structures agraires, constructions d'habitat ou de bâtiments liés aux activités, ouvrages d'infrastructures...). Le paysage est donc en constante évolution sous l'influence principale des dynamiques humaines.

2.1 - Approche paysagère²⁵

La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 prévoit notamment d'identifier les éléments du paysage à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

a) Présentation générale

La commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON fait partie de l'entité paysagère des plateaux occidentaux identifiés dans l'atlas régional et départemental des paysages de Champagne-Ardenne. Cette entité est découpée en quatre sous-unités paysagères : le Tardenois, la Montagne de Reims, la Brie forestière et la Brie champenoise. BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'inscrit dans la Montagne de Reims.

Atlas régional des paysages



²⁵ Source : Atlas des paysages de la région Champagne-Ardenne.

b) La Montagne de Reims

La Montagne de Reims correspond à un éperon de roche composé de meulière, épargné par l'érosion. Avec une altitude de 283m, ce petit massif surplombe au Nord-Est et Sud-Est les coteaux viticoles de Reims et d'Épernay. A l'Ouest, le massif se dilue dans les coteaux agricoles du Tardenois.

Ce secteur apparaît comme un paysage particulièrement stable. La forêt qui le recouvre a des limites sans équivoque, car elle est entourée de part et d'autre de zones de production agricole et viticole qui ne régresseront pas.

c) Unités paysagères sur le territoire communal

Relativement éloignée des agglomérations (29 km de Reims et 21 km d'Épernay), la commune, sur les coteaux sud-ouest de la montagne de Reims, est située dans un environnement naturel recherché, alternant entre forêts, vignobles, champs et cours d'eau. Les zones résidentielles de la commune se sont développées et l'urbanisation s'est étalée aux franges du bourg et le long des axes de circulation, notamment entre le bourg-centre et le lieu-dit de Mellerai et du Vieux Moulin.



Mellerai



Vieux Moulin

La forme du relief et les modes d'occupation du sol permettent de distinguer trois types de paysages sur le territoire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON :



Entrée de commune sur la RD 24 depuis Châtillon-sur-Marne

→ Le paysage urbain

Le paysage urbain se compose d'une seule entité. BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'est développé au sud du ru de Belval, au pied de coteau, puis se développe progressivement pour rejoindre Mellerai, la Ferme du Moncetz et le Vieux Moulin.



Hameau de Moncetz



Ferme de Moncetz

En dehors de ce noyau, la commune compte un écart : la Ferme de Heurtebise.



Hameau de Heurtebise



Hameau de Heurtebise

→ Les boisements

Les coteaux boisés au Nord et au Sud déterminent les limites communales. Il s'agit du Bois de la Cohette (Nord) et du Bois de Binson et de Baslieux (Sud). Le taux de boisement communal est de 21,26 %, inférieur à la moyenne nationale (28 %).

Aucune peupleraie n'est identifiée sur le territoire.

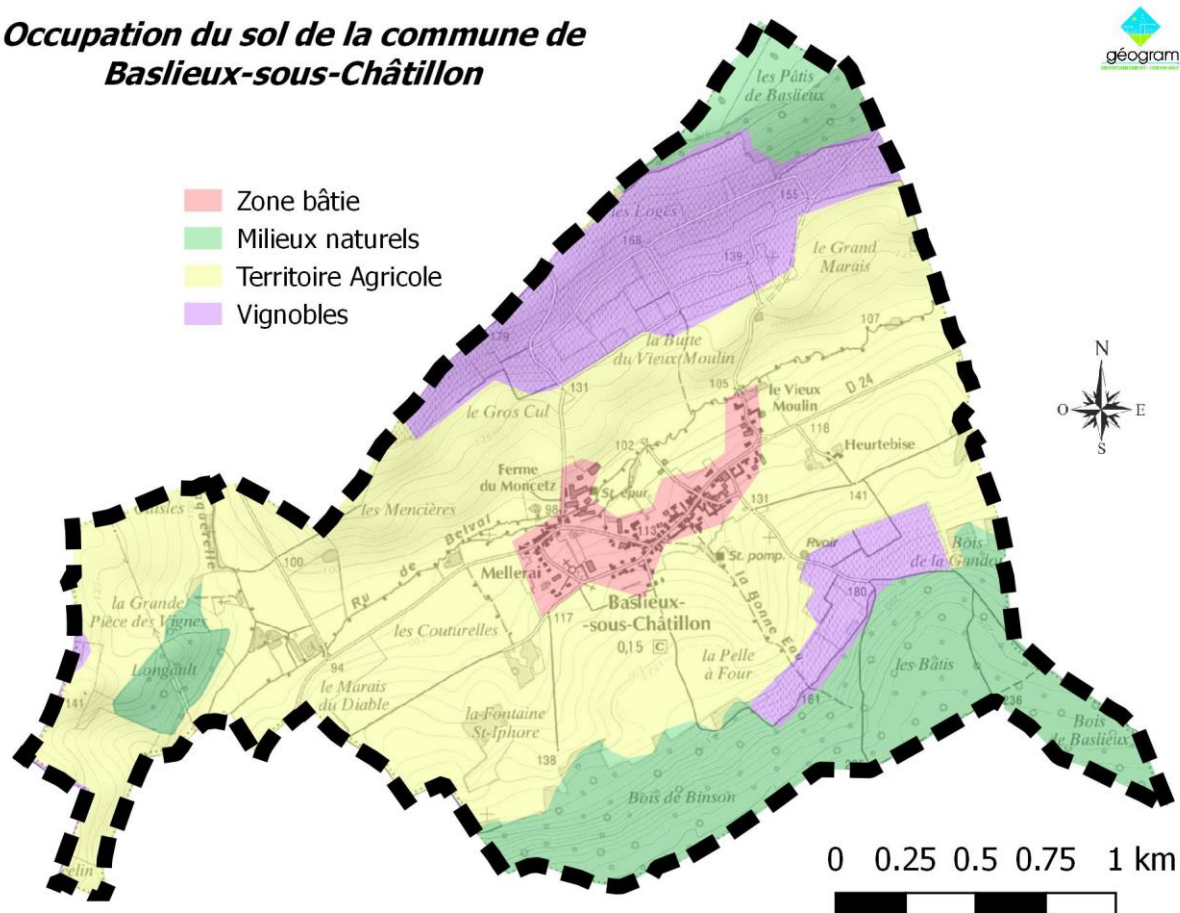


→ Les cultures et la viticulture

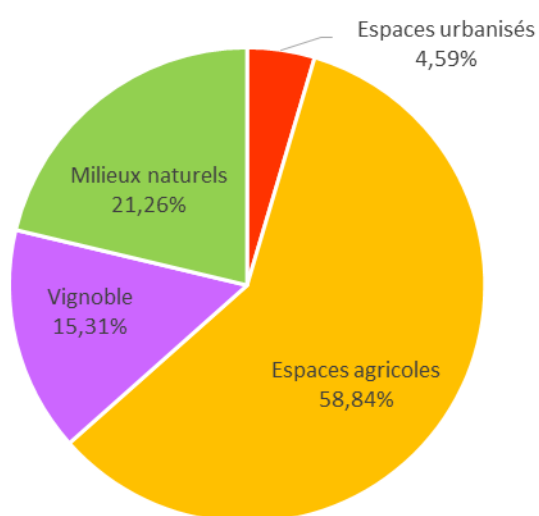
Le reste du territoire est dédié à l'agriculture. L'exposition plein sud du coteau est profitable à la culture de la vigne. Ce type d'exploitation offre des vues dégagées sur les villages alentours.

La qualité de ces espaces naturels peut être vecteur de développement touristique : promenade sur les coteaux...

**Occupation du sol de la commune de
Baslieux-sous-Châtillon**



Surface totale du territoire communal : 588 hectares		
Espaces urbanisés	27 hectares	4,59 %
Terres agricoles	346 hectares	58,84 %
Terres viticoles	90 hectares	15,31 %
Forêts et milieux naturels	125 hectares	21,26 %



Le territoire communal de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, d'une superficie de 588 hectares, est majoritairement occupé par les terres agricoles et viticoles qui s'étendent sur environ 436 hectares, soit 74,15 % du territoire (90 ha de vignoble et 346 hectares de terres arables). Les espaces naturels et semi-naturels représentent 125 hectares soit 21,26 % du territoire. Les espaces bâtis ne représentent que 27 hectares soit 4,59 % de la surface totale du territoire communal.

2.2 - Les milieux naturels identifiés

La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles, où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laissent plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.

Sur le territoire communal, on recense :

a) Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique ont été créées en 1982 par le Ministère de l'Environnement et coordonnées par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Ces zones, une fois identifiées et localisées permettent de connaître, comme leur nom l'indique, les parties du territoire présentant un intérêt faunistique et floristique particulier dont la conservation est très largement conseillée. Cet inventaire est permanent et aussi exhaustif que possible. Une actualisation régulière du fichier national permet d'intégrer de

nouvelles zones, d'affiner certaines délimitations ou d'exclure des zones qui ne présenteraient plus d'intérêt.

Il existe deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 et les ZNIEFF de type 2.

- Les premières sont des zones homogènes localisées, dont l'intérêt écologique est particulièrement marqué par des espèces rares et généralement fragiles, menacées ou caractéristiques du patrimoine régional. Ces zones sont à prendre fortement en considération lors de tout projet d'aménagement pouvant bouleverser leur biotope.
- Les secondes correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés dont les potentialités biologiques sont remarquables. Comme pour les ZNIEFF de type 1, leur fonctionnement et leur dynamique doivent être pris en compte dans l'élaboration de projets d'aménagement et de développement.

Aucune ZNIEFF n'est recensée sur le territoire communal ni sur les communes limitrophes.

b) Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont un outil de protection des espaces naturels, basé sur leur acquisition foncière par le département ou par la signature de conventions entre le Conseil Général et les propriétaires privés ou publics. Les ENS ont pour vocation :

- la préservation de la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues ;
- la sauvegarde des habitats naturels ;
- la création d'itinéraires de promenade et de randonnée, ainsi que des sites et itinéraires relatifs aux sports de nature.

La mise en place de cet outil s'accompagne de l'institution, par le Conseil Général, de la Taxe d'Aménagement dédiée aux Espaces Naturels Sensibles, qui tient lieu de participation forfaitaire à ses dépenses dans ce domaine. Elle est perçue sur la totalité du territoire du département et porte sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments et sur certains aménagements soumis au permis d'aménager ou à la déclaration préalable.

Ainsi, le département peut acquérir, aménager et entretenir tout espace naturel, boisé ou non, les sentiers inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), ainsi que les espaces, sites et itinéraires figurant au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) relatifs aux sports de nature. Sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel, les terrains ainsi acquis ont vocation à être aménagés pour être ouverts au public.

Les Espaces Naturels et Sensibles définis par le Conseil Général de la Marne sont très peu nombreux (deux définis en tant que tel au début 2015). Aucun n'est situé sur le territoire ni à proximité de la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON.

c) Site Natura 2000

Evaluation environnementale

Conformément à l'Article L.104-1 du code de l'urbanisme, « font l'objet d'une évaluation environnementale (...) relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes (...) :

- 1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
- 3° Les schémas de cohérence territoriale ;
- 4° Les prescriptions particulières de massif ;
- 5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer ;
- 6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse.

Font également l'objet d'une évaluation environnementale les Plans Locaux d'Urbanisme et cartes communales après un examen au cas par cas, lorsqu'il est établi qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement (R.104-8 et R104-16 du code de l'urbanisme).

► Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur le territoire communal. La DREAL a été consultée dans le cadre de l'examen au cas par cas, prévu à l'Article R.104-8 du code de l'urbanisme ; le PLU de Baslieux-sous-Châtillon n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Le réseau Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen dont l'objectif est de préserver la biodiversité en conciliant les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales propres à chaque site, dans une logique de développement durable.

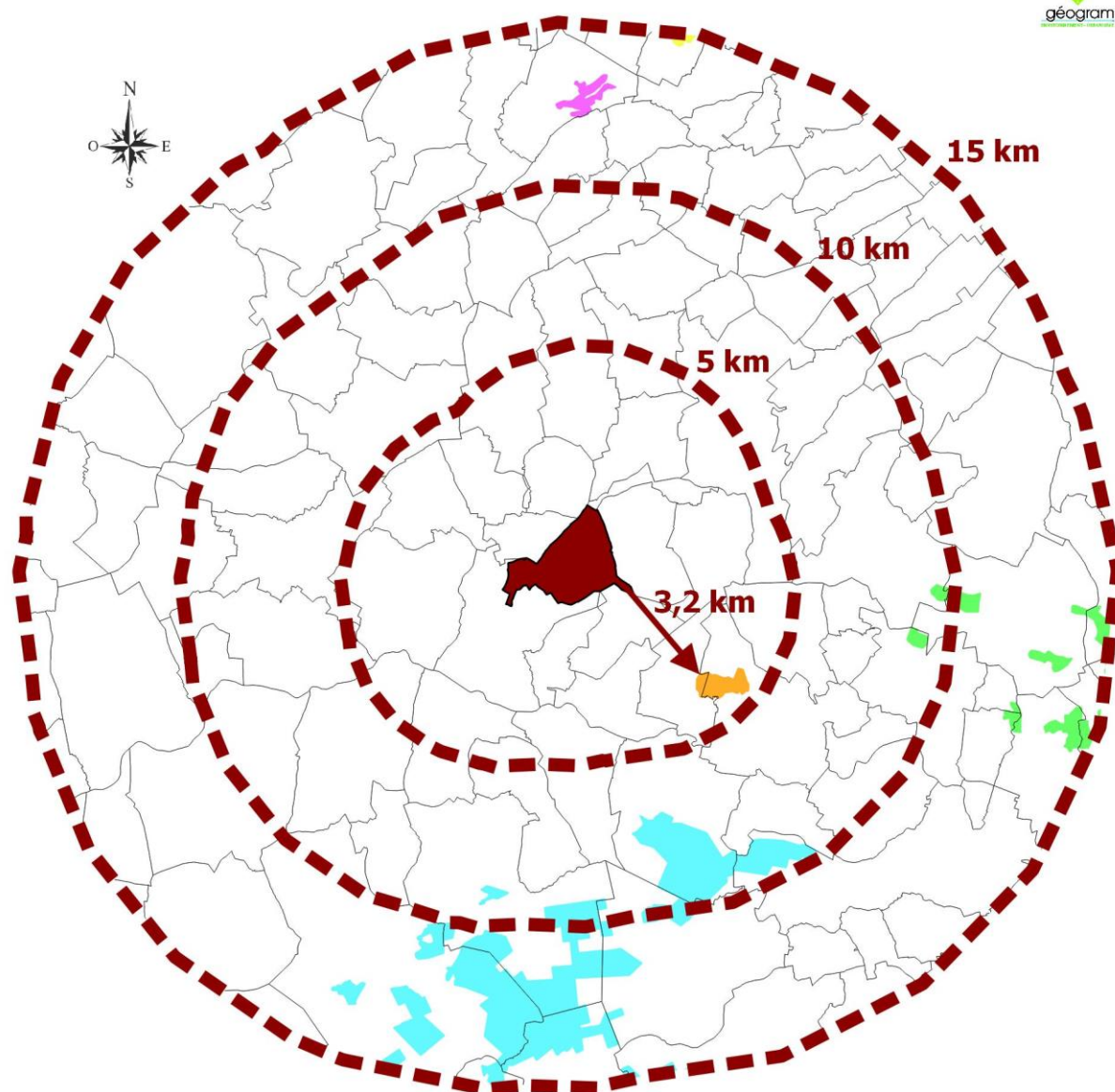
Ce réseau est composé de sites naturels protégés relevant :

- de la Directive « Oiseaux » du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages et des milieux dont ils dépendent (Zones de Protection Spéciale - ZPS) ;
- de la Directive « Habitats Faune Flore » du 21 mai 1992, relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (Zones Spéciales de Conservation - ZSC).

Dans la Marne, 27 sites sont recensés, tous couverts par un DOCOB.

Situation de la commune de Baslieux-sous-Châtillon par rapport au réseau Natura 2000


Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur le territoire communal mais le site le plus proche se situe à 3,2 kilomètres des limites communales. Il s'agit du SIC « Pâtis de Damery » (FR2100271).




Natura 2000 : SIC

 Pâtis de Damery

 Massif forestier d'Epernay et étangs associés

 Massif forestier de la Montagne de Reims (versant sud) et étangs associés

 Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres

 Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims

0 2.5 5 7.5 10 km



SIC « Pâtis de Damery » (FR2100271) :

Le site des «Pâtis de Damery » correspond à d'anciennes landes pâturées (d'où le nom de pâtis) qui se sont progressivement embroussaillées puis boisées au fur et à mesure de la régression de l'activité pastorale. Sa situation topographique (rebord du plateau de la Montagne de Reims)

et surtout géologique (argiles à meulières recouvrant des niveaux calcaires) a permis de déterminer des biotopes différents selon leur situation.

La majorité du site repose sur les argiles à meulières où d'anciennes activités extractives ont laissé des cavités qui abritent des mares aux bords généralement abrupts. De même, certains accidents micro-topographiques abritent de petites mares temporaires aux limites imprécises. L'acidité et la pauvreté du sol sont d'importantes contraintes qui déterminent une flore particulière. Un fuseau 1 regroupant plusieurs lignes électriques aériennes traverse le site à son extrémité Est. Les nécessités d'entretien de ces lignes ont conduit au maintien de milieux ouverts au long de leur tracé.

La partie Sud du site, limitée par le vignoble, est développée sur un substrat calcaire. Cette nature du sol ainsi qu'une bonne exposition (coteau regardant vers le sud) permettent à une végétation thermophile et calcicole de prospérer.

Habitats forestiers :

- Chênaies pédonculées - boulaies à molinie bleue (code 9190-1) : 38,75 ha ;
- Hêtraies calcicoles (code 9150) : 0,7 ha ;

Habitats agropastoraux :

- Landes mésophiles à callune et genêt d'Angleterre (code 4030-10) : 4,84 ha ;
- Pelouses marno-calcaires sèches à fétuque et brome (code 6210) : 0,26 ha ;

Habitats aquatiques :

- Mares oligotrophes et la végétation naine, annuelle, des chemins ou des vases récemment exondées (code 3130) : 0,67 ha ;
- Mares et étangs mésotrophes (code 3150) : 0,50 ha ;
- Tourbière de transition à *Carex lasiocarpa* (code 7140) : 800 m² ;

Aucun habitat prioritaire n'a été observé dans le site des Pâtis de Damery.

Le site abrite aussi d'autres milieux non retenus par la directive « Habitats » mais présentant toutefois un intérêt pour la faune ou la flore sur une superficie de 47 hectares :

- Forêt à végétation neutrophile : 38 ha ;
- Secteurs forestiers ayant fait l'objet d'une coupe récente : 4,5 ha ;
- Prés – Formations buissonnantes : 7,5 ha.

Le DOCOB²⁶ pour ce site a été validé en 2013.

²⁶ DOcument d'OBjectifs

Autres sites Natura 2000 autour de la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON

A moins de 10 kilomètres, on recense également les sites suivants :

- Le SIC « Massif forestier d'Epernay et étangs associés » ;
- Le SIC « Massif forestier de la Montagne de Reims (versant sud) et étangs associés ».

d) Autres milieux naturels protégés

Réserve Naturelle

Aucune Réserve Naturelle ne concerne le territoire communal. La plus proche est la Réserve Naturelle Nationale des Pâtis d'Oger et du Mesnil sur Oger à 20 km au Sud-Est.

Arrêté de Protection de Biotope

Aucun Arrêté de Protection de Biotope ne concerne directement le territoire communal. Les deux plus proches sont ceux de la « Hottée du Diable » et de la « Sablière au lieu-dit les Bruyères » à 24 km respectivement à l'Ouest et au Nord de la commune.

e) Continuités écologiques : trame verte et bleue

La principale mesure du Grenelle de l'Environnement consiste en l'instauration de la Trame verte et bleue (TVB), qui consiste à relier par des corridors écologiques, les réservoirs de biodiversité, espaces où elle est la plus riche et la plus diversifiée. Ces liaisons linéaires ou discontinues recouvrant des espaces publics et privés permettent aux espèces, remarquables comme ordinaires, de circuler et d'interagir et aux écosystèmes de maintenir voire développer leur fonctionnalité.

En particulier, la TVB vise à :

- améliorer la qualité et la diversité des paysages ainsi que le cadre de vie (préservation des paysages, développement de la nature en ville ...),
- favoriser les activités durables, notamment agricoles et forestières,
- maîtriser le développement urbain et lutter contre l'artificialisation des sols liée à l'urbanisation croissante.

Afin que les réflexions en matière d'aménagement du territoire soient cohérentes, l'intégration de la trame verte et bleue doit être un objectif recherché lors de l'élaboration du PLU. Cette intégration passe par deux approches complémentaires :

- la prise en compte du SRCE ;
- la détermination des conditions permettant d'assurer la préservation et la remise en

bon état des continuités écologiques à l'échelle locale.

Le Schéma régional de cohérence écologique

Adopté le 8 décembre 2015 par arrêté préfectoral du préfet de la région Champagne-Ardenne, après approbation par le Conseil régional le 26 octobre 2015, le SRCE Champagne-Ardenne est un document d'orientation régional qui a vocation à identifier les grandes continuités écologiques d'importance régionale et qui vise à préserver, gérer et remettre en bon état les milieux nécessaires aux continuités écologiques.

Sur la commune de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON, la vallée du ruisseau de Belval est identifiée en tant que corridor écologique des milieux humides avec un objectif de restauration. On distingue également un corridor écologique des milieux boisés avec objectif de restauration sur la partie Sud-Ouest du territoire

Ces corridors doivent être préservés dans les documents d'urbanisme.

Schéma Régional de Cohérence Ecologique
Carte des composantes de la trame verte et bleue de Champagne-Ardenne au 1/100 000ème



Trame des milieux aquatiques

- Trame aquatique avec objectif de préservation
- Trame aquatique avec objectif de restauration
- Plan d'eau de plus 1 ha
- Fuseau de mobilité de la Seine (SDC 10)

Trame des milieux humides

- Réservoir de biodiversité des milieux humides avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux humides avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux humides avec objectif de restauration

Trame des milieux boisés

- Réservoir de biodiversité des milieux boisés avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux boisés avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux boisés avec objectif de restauration
- Bordure de corridor

Trame des milieux ouverts

- Réservoir de biodiversité des milieux ouverts avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux ouverts avec objectif de préservation
- Corridor écologique des milieux ouverts avec objectif de restauration
- Bordure de corridor

Corridors multi-trames

- Corridor écologique multi-trame (milieux boisés et milieux ouverts) avec objectif de préservation
- Corridor écologique multi-trame (milieux boisés et milieux ouverts) avec objectif de restauration
- Bordure de corridor

Fragmentation potentielle

- Fragmentation potentielle de réservoir liée au réseau routier
- Fragmentation potentielle de réservoir liée aux voies ferrées
- Rupture potentielle de corridor liée au réseau routier
- Rupture potentielle de corridor liée aux voies ferrées
- Obstacle à l'écoulement dans les cours d'eau (ROE – v6 mai 2014)

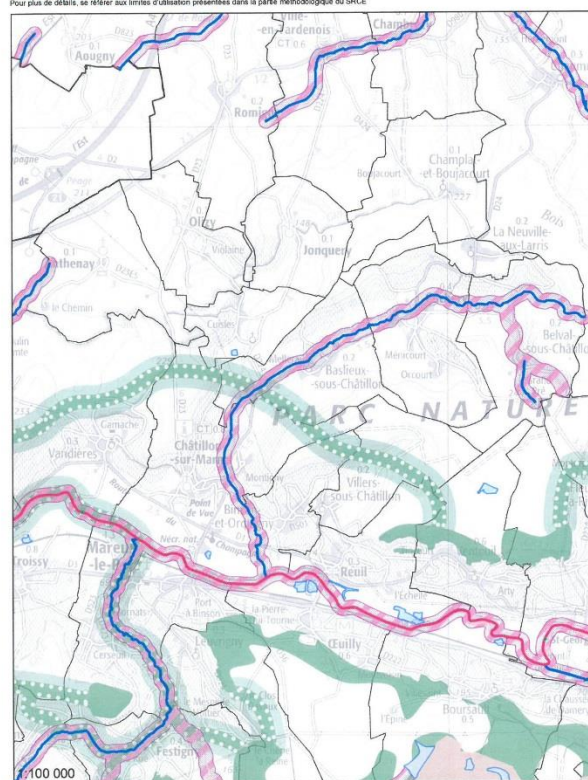
Continuités inter-régionales et nationales

- Réservoir de biodiversité inter-régional
- Grande continuité écologique nationale

Autres éléments

- Limite communale
- Limite départementale

Cette carte identifie les composantes de la trame verte et bleue définies dans le SRCE de Champagne-Ardenne (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques et sources de fragmentation potentielle). Elle constitue un premier état de connaissance d'échelle régionale à utiliser pour élaborer les documents de planification et préciser la trame verte et bleue à l'occasion des projets. Cette carte a été produite à une échelle du 1/100 000ème et ne doit en aucun cas faire l'objet d'un recours pour une exploitation.



g) Forêts soumises au régime forestier

Le Régime forestier s'applique aux forêts appartenant aux collectivités territoriales ou à l'État. La mise en place de ce régime, combinant des principes de droit privé et de droit public, est confiée à l'Office National des Forêts (ONF).

L'application du régime forestier garantit la préservation de la forêt *via* une gestion durable qui intègre les dimensions écologiques, économiques et sociales permettant ainsi la conservation, l'exploitation et la mise en valeur du patrimoine forestier.

Cette gestion passe par la réalisation d'un aménagement forestier, outil de planification des actions à mettre en œuvre sur les parcelles forestières et qui porte sur les caractéristiques écologiques, les capacités de production, la programmation des coupes, les travaux d'entretien, les attentes et besoins des utilisateurs, le bilan financier des opérations...

2.3 - Les risques naturels

L'Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme impose notamment aux communes de prendre en compte les risques naturels et les risques technologiques.

a) Zones à risque²⁷

Le PLU se doit de préserver les terrains connaissant des risques.

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Marne approuvé par arrêté préfectoral en date du 19 Novembre 2014 fait état des risques suivants :

→ Risques naturels : mouvement de terrain

Un arrêté de catastrophe naturelle a été pris sur la commune :

Type de catastrophe :	Arrêté du :
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	29/12/1999

b) Plan de Prévention du Risque Naturel

Le plan de prévention du risque naturel (PPRN) mouvement de terrain de la côte d'Île-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne a été approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2014 pour sa tranche 3.

²⁷ Arrêté préfectoral informant sur les risques naturels et technologiques majeurs, en annexe.

Ce PPRn affecte l'ensemble des coteaux et leurs rebords. La zone urbaine n'est pas impactée. La construction de nouveaux bâtiments nécessitera toutefois le respect des règles inscrites dans le PPRn pour limiter tout facteur aggravant aux risques.

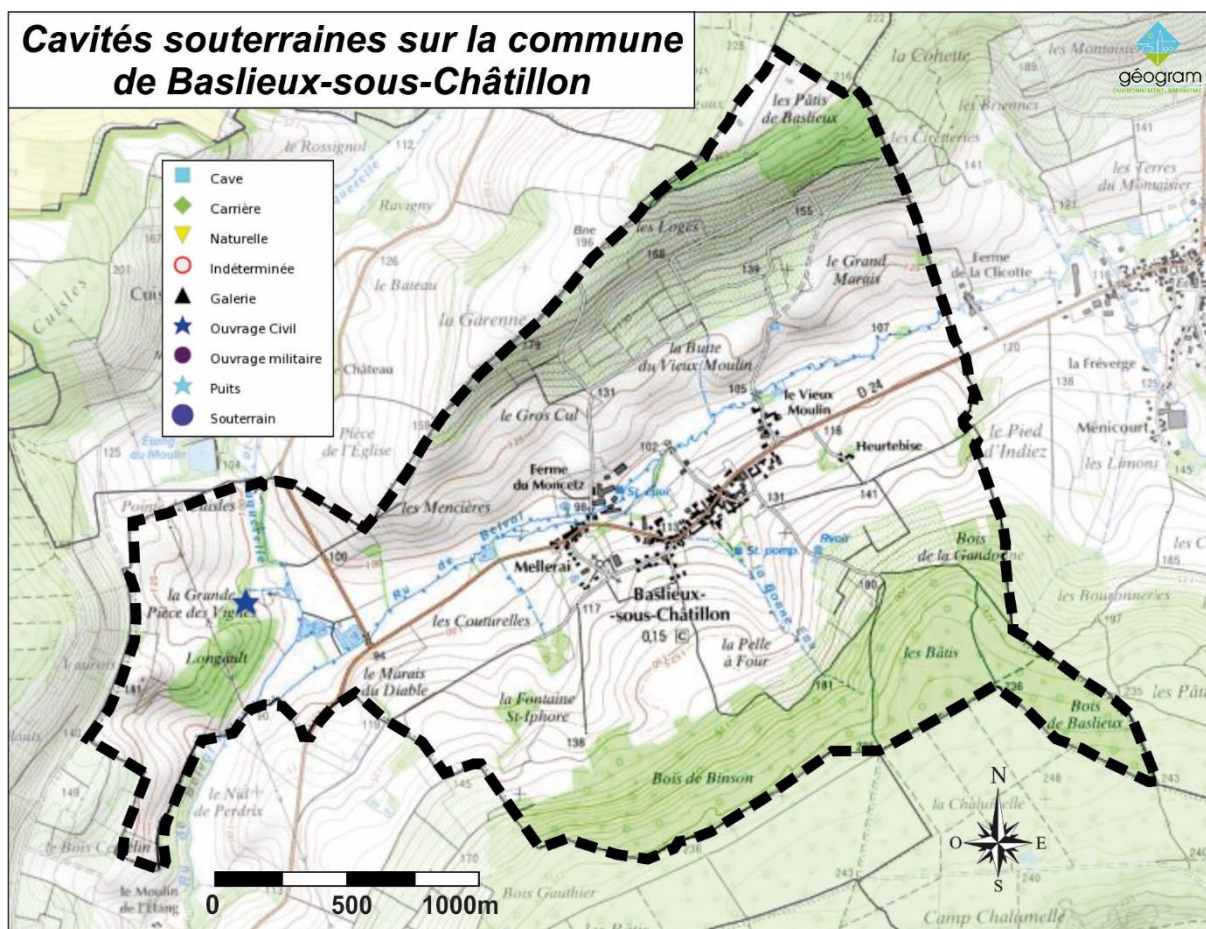
c) Cavités

« Les communes ou groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol » (loi n°2003-699 du 30 juillet 2003).

Les Ministères de l'Environnement et de l'Industrie ont sollicité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), afin de collecter les informations disponibles sur les cavités souterraines abandonnées et sur les conséquences de leur dégradation. Des questionnaires ont été adressés à l'ensemble des communes, et ont permis l'établissement d'une liste qui recense toutes cavités souterraines connues.

Cette liste indique la présence d'une cavité sur le territoire :

- Ouvrage civil nommé Longault (CHAAW0000620)



d) Aléa de retrait/gonflement des argiles

Ce risque est directement lié aux propriétés physiques des argiles. En effet, les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches.

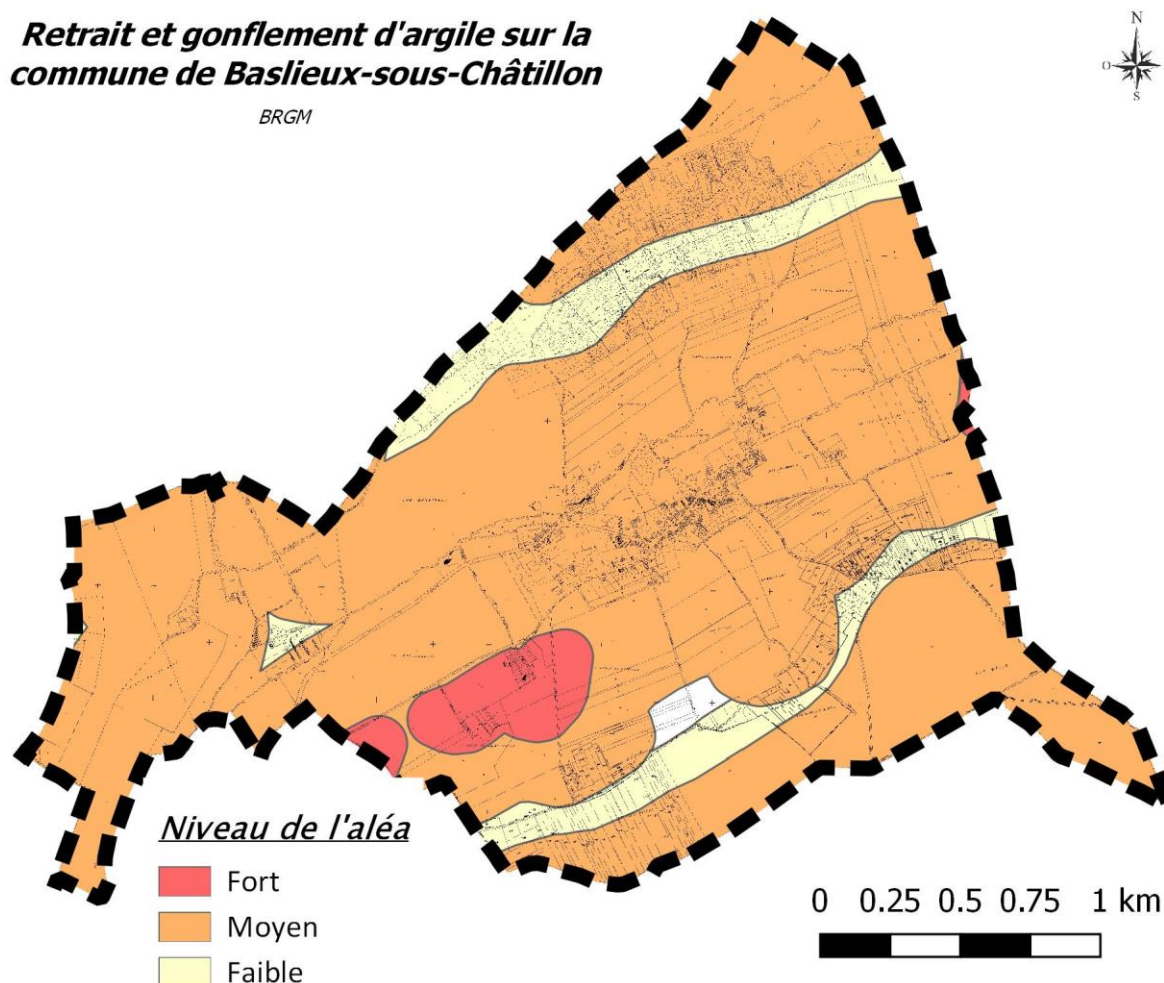
Ce phénomène de retrait-gonflement provoque des tassements différentiels qui affectent essentiellement les constructions d'habitations individuelles, notamment pour les raisons suivantes :

- les fondations relativement superficielles de ces bâtiments, par rapport à des habitats collectifs, les rendent plus vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans étude géotechnique préalable qui permettrait de concevoir les bâtiments en tenant compte du risque associé.

Du fait de la nature du sous-sol, BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est touché par ce phénomène. L'aléa est moyen sur une large partie du territoire, dont la zone bâtie du bourg et du hameau de Heurtebise. Seul un secteur est identifié en aléa fort, au sud-ouest du bourg, situé en zone agricole.

Retrait et gonflement d'argile sur la commune de Baslieux-sous-Châtillon

BRGM



e) Mouvements de terrain

Les dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissement de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue...) ont des conséquences humaines et socio-économiques considérables. La base BDMvt répond en partie à ce besoin en matière de politique de prévention des risques naturels, en permettant le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaire à la connaissance et à l'étude préalable des phénomènes dans leur ensemble.

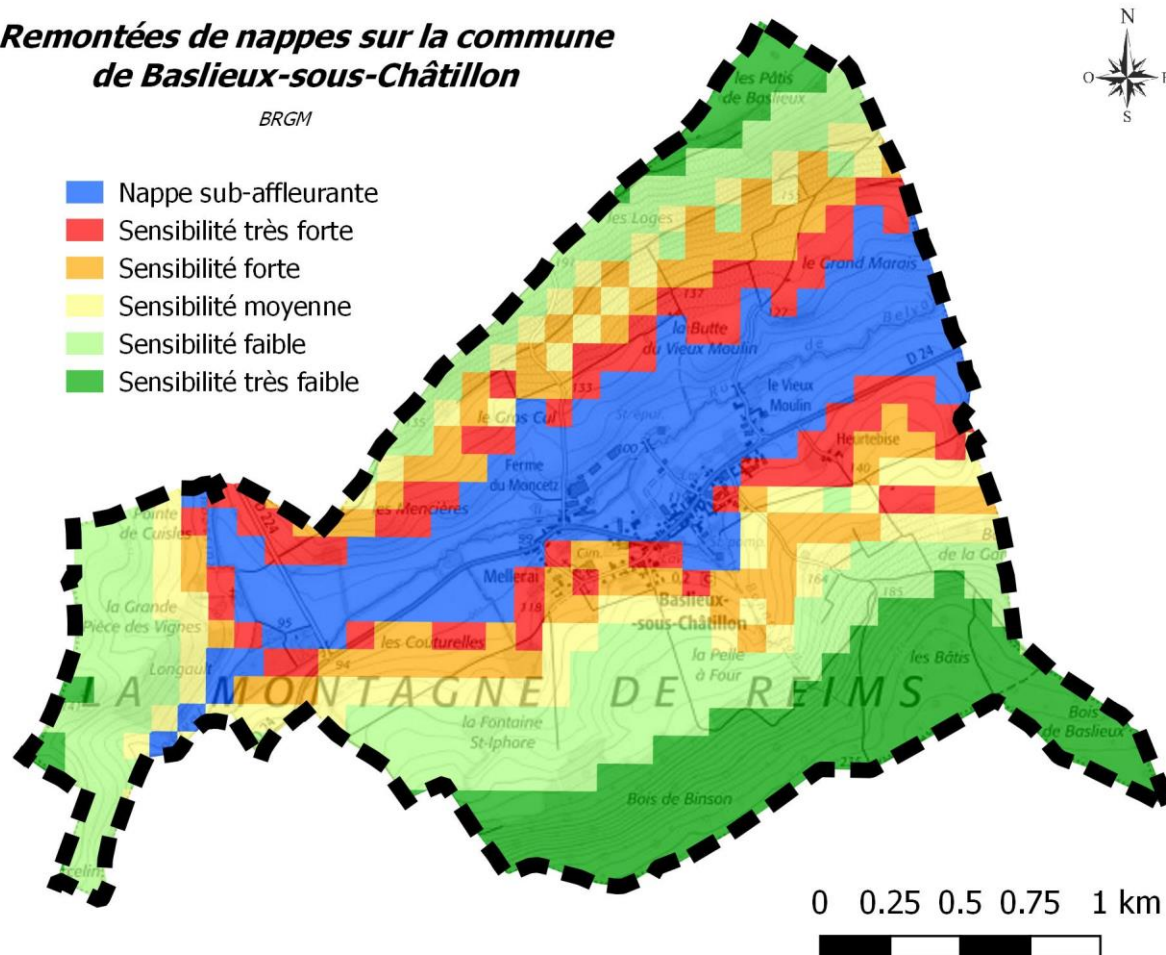
Aucun phénomène de mouvement de terrain n'est géographiquement identifié sur le site du BRGM. Toutefois, le plan de prévention du risque naturel (PPRn) mouvement de terrain de la côte d'Ile-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne a été approuvé par arrêté préfectoral du 1er octobre 2014 pour sa tranche 3.

f) Remontées de nappe phréatiques

Le site « www.inondationsnappes.fr » fournit des cartes de sensibilité au phénomène de remontées de nappes. La sensibilité est faible voire très faible au Nord et au Sud du territoire. Mais elle s'accroît quand on s'approche des ruisseaux et donc des zones bâties.

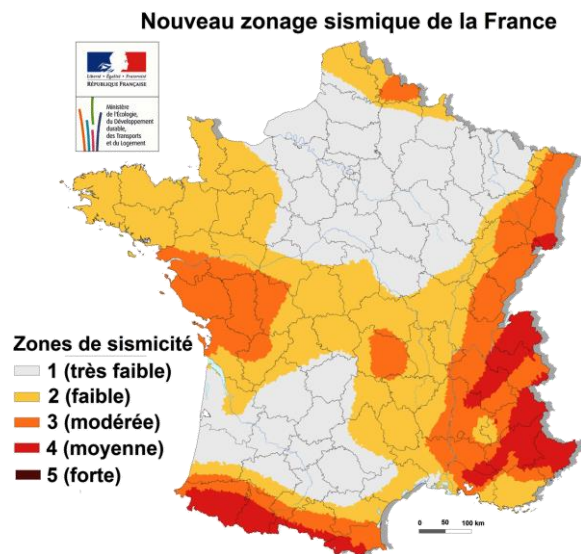
Remontées de nappes sur la commune de Baslieux-sous-Châtillon

BRGM



g) Risque sismique

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français a classé l'intégralité du département marnais, en zone de sismicité très faible (1). BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'inscrit donc dans cette zone de sismicité très faible, et n'est donc soumis à aucune contrainte particulière.



3] Patrimoine bâti

3.1 - Organisation des zones bâties

Le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON présente une urbanisation relativement étirée, autour d'un noyau dense, du fait de l'activité agricole.

La zone bâtie se compose d'une seule entité. Les constructions ont été réalisées le long des voies de communication existantes, comblant les espaces laissés vides au fil du temps.

Les habitations se sont développées de part et d'autre des voies suivantes : Rue Valentine Régnier, Rue St Vincent, Rue de l'Eglise, Rue du Bois de Binson, Rue du Moncetz, Rue de la Clayette, Rue du Tilleul Rue du Vieux Moulin et Rue d'Heurtebise.



Photographie Aérienne - Source : géoportail.fr

On ne distingue pas géographiquement les époques de construction au sein du village. Les maisons récentes sont venues combler les espaces libres et desservir le long des voies de communication existantes puis s'implanter aux extrémités du village.

3.2 - Desserte de la zone bâtie

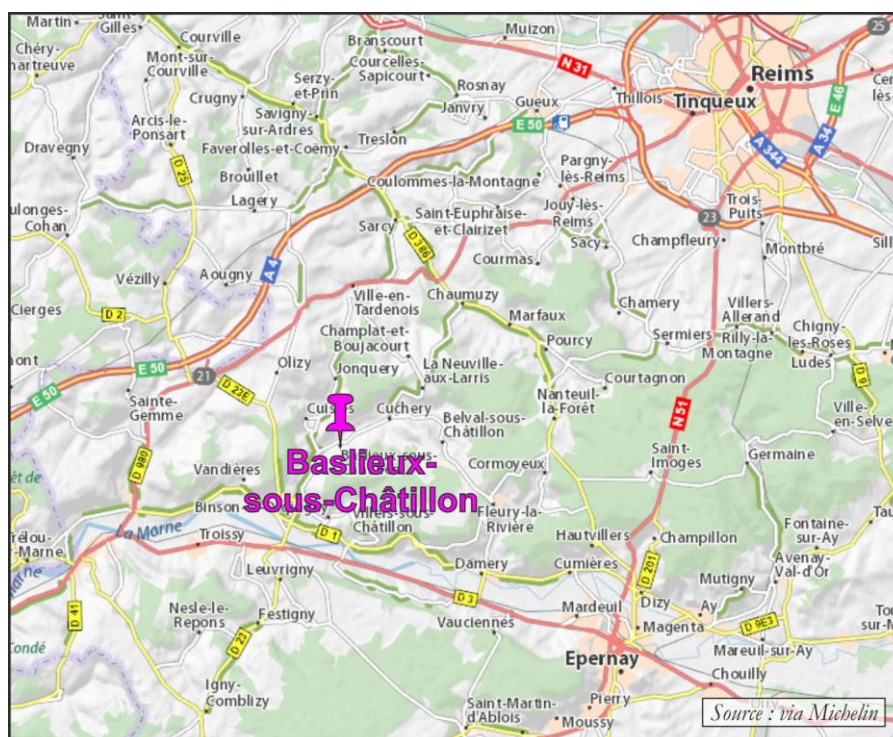
La desserte

La commune se situe à 29 km au sud-ouest de Reims et à 21 km au nord-ouest d'Épernay.

Les infrastructures routières et autoroutières à proximité sont :

- Échangeur n°21 de l'autoroute A4, accessible à 15 km ;
- Routes départementales RD324 (Baslieux-sous-Châtillon - Fleury-la-Rivière) et RD24 (Chaumuzy-Mareuil-le-Port).

La commune ne compte aucun point d'arrêt ferroviaire. Les gares TER les plus proches sont situées à 15 km de la commune pour Dormans (liaison Paris - Vitry-le-François) et 21 km pour Épernay (liaisons Paris - Vitry-le-François et Reims - Épernay).

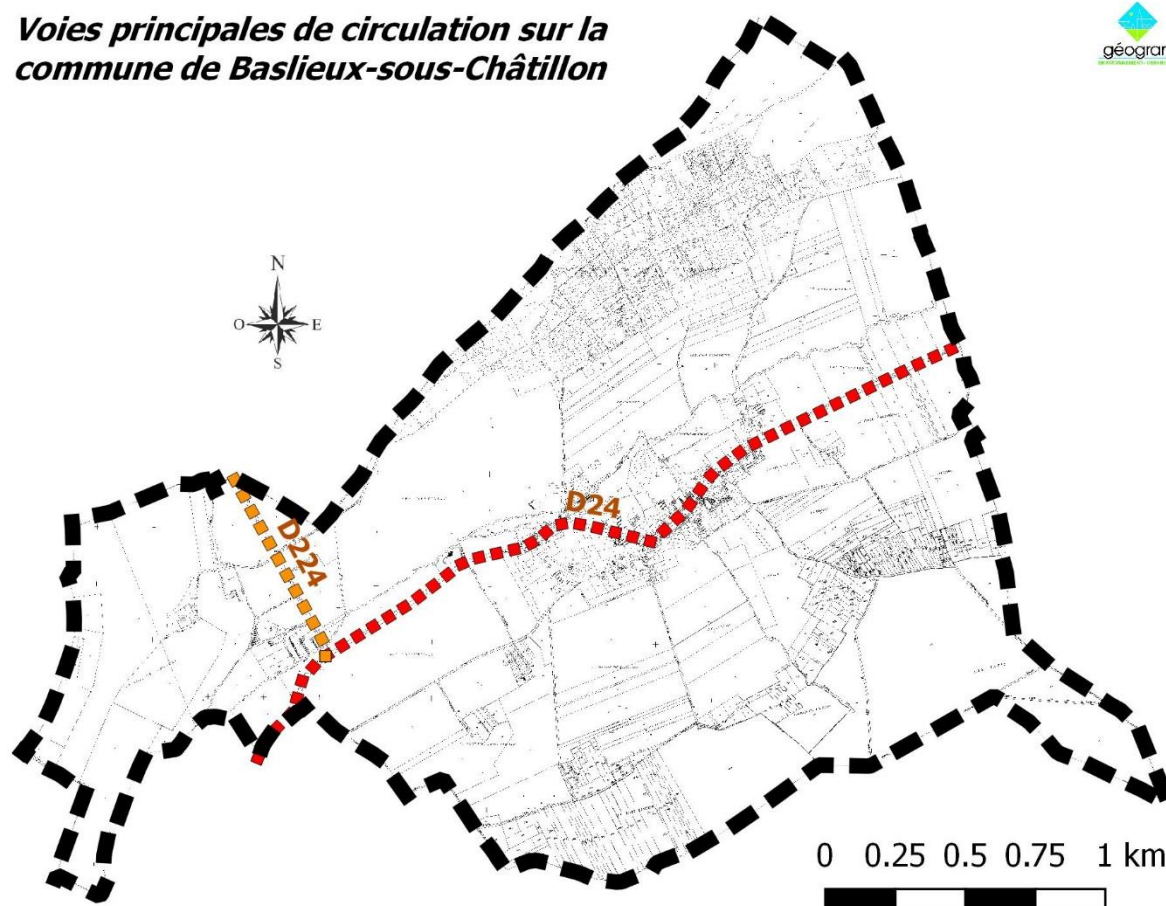


Transports individuels

La commune est traversée par deux routes départementales :

- La départementale 24, reliant Châtillon-sur-Marne à Chaumuzy ;
- La départementale 224 qui relie Baslieux-sous-Châtillon à Châtillon-sur-Marne.

Voies principales de circulation sur la commune de Baslieux-sous-Châtillon



Le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON est maillé par un réseau de routes et de chemins.

Il suit le tracé de son axe de communication le plus important, la RD24. Les routes secondaires restent discrètes en traversant le coteau, permettant sa découverte.

La trame viaire de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON découpe une série d'îlots desservis le long de l'axe de communication principal donnant l'impression d'un village-rue. La majorité des axes secondaires (accès vers îlots isolés) se poursuivent par des chemins plus ou moins larges, permettant d'accéder à l'ensemble des parcelles agricoles ou viticoles.

L'espace public est le plus souvent réduit à la largeur de la voie ; le village compte également une place en cœur du bourg (mairie).

Le conseil départemental de la Marne recommande le respect d'une marge de recul de 15 mètres par rapport à l'axe de la chaussée pour les habitations et autres constructions :

- Le long de la RD 224 (trafic inférieur à 250 véhicules / jour) ;
- Le long de la RD 24 (trafic de 500 à 1 000 véhicules / jour).

Capacités de stationnement

La commune dispose de quatre places de stationnement matérialisées à côté de la mairie. Des capacités existent sur la place publique (face à la mairie) mais non matérialisées. Aucun stationnement n'est réservé aux personnes à mobilité réduite.

La commune ne dispose pas de stationnement vélos ni de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Transports en commun

Hormis une desserte de transports scolaires, la commune ne bénéficie d'aucune liaison par car ou bus.

Promenades et randonnées

Le territoire communal compte également plusieurs chemins inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées. Ces sentiers sont protégés juridiquement et ne peuvent être supprimés ou aliénés sans création d'un itinéraire de substitution.

Plusieurs parcours sont balisés, à l'initiative de la communauté de communes du Châtillonnais (balisage jaune) :

- 1 boucle de 4,8 km ;
- 1 boucle de 7,4 km.

La commune est également traversée par la boucle cyclotouristique « Autour de Châtillon-sur-Marne ». D'une longueur de 25,6 km et mis en place par le Parc, cet itinéraire n'est pas balisé car il se déroule sur route. Un topoguide et une carte suffisent pour l'emprunter.



3.3 - Caractéristiques principales des constructions

Organisation de l'espace bâti²⁸

Le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON présente une urbanisation groupée, en continu le long de son axe principal. Du fait de l'activité agricole, le village présente également une urbanisation moins groupée dans certains secteurs où les habitations y sont plus spacieuses et où la présence de jardins/vergers demeure plus fréquente que dans les parties centrales. Le village suit les plis du relief. Le front bâti créé le long de rue principale marque la présence de l'activité viticole dans le village. L'espace est optimisé au maximum. La présence piétonne (trottoirs) ou les aménagements paysagers sont peu développés. Le dessin de la chaussée est complexe, sans vue dégagée sur l'horizon, créant pour le promeneur ou l'automobiliste un sentiment d'imprévu, mais également de sécurité (ralentissement naturel des « véhicules » motorisés).

Les maisons sont mitoyennes, alignées sur la rue. Cette disposition est complétée par des hauts murs, rupture marquante entre espace public et espace privé. L'intimité des habitations est renforcée par cette organisation.

Le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON possède un écart, la ferme d'Heurtebise.



Rue Valentine Régnier



Rue Valentine Régnier



*Intersection Rue de l'Eglise et
Rue Saint-Vincent*

Époques de construction²⁹

Le parc de logements est ancien. 46 % des résidences principales ont été construites avant 1946.

Le village de BASLIEUX-SOUS-CHATILLON s'est développé au coup par coup le long de son axe principal de communication :

- Vers l'église et la ferme du vieux Moulin le long de la RD24 dans un premier temps (1960-1970) ;
- Au cœur du bourg et au niveau de la ferme du Vieux Moulin dans un second temps (1980-2000).

²⁸ Extrait du PAC du PNRMR

²⁹ Extrait du PAC du PNRMR

Les extensions du village ne créent peu voire pas d'alignement sur rue, excepté par le végétal ou des murs de clôture, la mitoyenneté est inexistante.

Implantation des constructions

On distingue les périodes de construction des habitations, par leur mode d'implantation. Généralement, le centre ancien se caractérise par la continuité ou semi-continuité. Les constructions sont pour la plupart de ce secteur implantées en alignement sur rue et souvent en limite séparative. En cas de retrait, l'alignement est souvent matérialisé par un mur assez haut.

Cette caractéristique n'est que ponctuelle sur les extensions périphériques. Les maisons contemporaines présentent une implantation caractéristique des zones pavillonnaires ; les constructions sont assez souvent implantées au milieu de la parcelle, entourées de leur jardin.

Ces modes d'implantation définissent la densité : elle est traditionnellement plus élevée dans le tissu ancien que dans le tissu récent.



La Cour des Dames



La Grand Cour - Rue du Tilleul

Hauteur et volume des constructions

Les habitations anciennes sont plus hautes que les constructions récentes. Alors que les premières s'élèvent sur deux niveaux plus combles, les secondes sont plus généralement en rez-de-chaussée plus combles.

La hauteur du bâti ancien sur un réseau de rues étroites renforce l'effet de densité et d'omniprésence du minéral. Alors que pour les habitations récentes, la présence de jardins demeure plus fréquente. La végétation ayant une emprise importante dans le village, on peut parler de densité végétale en contraste avec la densité du bâti.

Toitures et matériaux de couverture des constructions

Que ce soit pour les constructions anciennes ou récentes, la toiture est généralement à deux pans, rarement coupés mais ornés de chiens assis ou de fenêtres de toit.

Façades des constructions

Cette composante est essentielle pour distinguer les périodes de construction des bâtiments : la pierre meulière est plus fortement présente sur les constructions anciennes et quasi absente sur le bâti récent.

Le bâti ancien prend des apparences variées - grâce au travail réalisé en soubassements, sur les encadrements des ouvertures, par le dessin des arrêtes des habitations...- les constructions plus récentes sont généralement de couleur unie. Les façades sont totalement enduites de couleur beige et ne disposant que rarement d'un travail d'ornement.

3^{ème} Partie :

Présentation et justification du projet d'aménagement et de développement durables



1 - Synthèse des éléments du diagnostic et explication des enjeux définis dans le PADD

Au regard des différentes composantes communales développées dans les deux premières parties de ce document (données socio-économiques, environnement naturel, environnement physique...), les principaux points du diagnostic pour la commune de Baslieux-sous-Châtillon sont les suivants :

1.1 - Diagnostic environnemental

Détermination des enjeux	Prise en compte dans le PLU
<u>Les zones à risques</u>	
<p>→ <u>Les risques naturels</u></p> <p>Le territoire communal de Baslieux est concerné par le PPRn Mouvement de terrain de la côte d'Ile de France, secteur Vallée de la Marne, approuvé le 1^{er} octobre 2014. Ce PPRn affecte l'ensemble des coteaux viticoles mais est sans conséquence sur les zones urbaines qui ne sont pas affectées par les risques de glissement de terrain.</p> <p>Le bourg est identifié en secteur à fort risque de remontées de nappe. La nappe étant sub-affleurante autour du Belval. Toutefois, les zones bâties sont peu soumises aux risques d'inondation, le secteur le plus sensible étant au lieudit le Vieux Moulin.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Report des zones exposées aux risques sur les documents annexes au PLU ✓ Prise en compte du règlement du PPRn. ✓ Pas de renforcement de l'urbanisation vers le Belval pour prendre en compte le risque lié aux remontées de nappe.
<p>→ <u>Installations Classées</u></p> <p>Plusieurs établissements relevant du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont présents sur le territoire et</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des bâtiments d'élevage générant un périmètre de réciprocité sur le plan de zonage.

réparties dans les zones urbaines. Toutefois, La grande majorité d'entre elles (installations viticoles) ne génère pas de périmètres d'isolement qui pourraient contraindre le développement urbain. Seule une activité d'élevage implique un périmètre de réciprocité qui s'étend la zone bâtie du bourg de Baslieux.

- ✓ Prise en compte de l'activité agricole et viticole au sein des zones urbaines.

L'eau, l'assainissement et les déchets

→ **La ressource en eau**

L'eau distribuée provient du captage implanté sur la commune.

Ce captage bénéficie de périmètres de protection depuis le 10 janvier 2013. La ressource est de bonne qualité et est jugée suffisante en quantité.

- ✓ Définition des objectifs d'accueil de nouveaux habitants en cohérence avec les capacités des réseaux (AEP et Assainissement).

→ **Assainissement**

La commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif. La station affiche une capacité de 300 EH qui peut être portée à 550 EH en période de vendange.

Deux secteurs de la zone bâtie ne sont pas desservis par le réseau et doivent mettre en œuvre un système d'assainissement non collectif.

- ✓ Prise en compte des périmètres de protection autour des captages.

1.2 - Diagnostic paysager et patrimonial

Le PLU doit tenir compte des caractéristiques paysagères et environnementales du territoire et les mettre en valeur, grâce aux différents outils qu'il offre.

Détermination des enjeux	Prise en compte dans le PLU
<ul style="list-style-type: none"> → La commune fait partie de l'unité paysagère du vallon du Belval dans l'inventaire des unités paysagères viticoles du PNRMR. La préservation des paysages viticoles constitue un enjeu sur le territoire communal. → La commune n'abrite aucun espace naturel remarquable (ZNIEFF, Natura 2000...). → Les espaces boisés occupent principalement les plateaux présents au nord et au sud du territoire communal. → La ripisylve autour du Belval marque le paysage communal. → Plusieurs zones humides sont identifiées sur le territoire. Elles affectent principalement la vallée du Belval et une partie du plateau forestier au sud de la commune. → La commune abrite plusieurs éléments du patrimoine vernaculaire (Lavoirs, fontaines, porches...) qui participent à la qualité patrimoniale locale. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le PLU participe à la protection des paysages viticoles en appliquant un zonage et une réglementation spécifique sur le vignoble pour garantir sa vocation et sa spécificité (secteur inconstructible). ✓ Préservation des espaces boisés et des abords du Belval par un classement en zone naturelle. ✓ Report des zones humides avérées sur le plan de zonage et adoption d'une réglementation spécifique permettant leur préservation. ✓ l'urbanisation des dents creuses est mise en avant afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur les terres agricoles. ✓ Le PLU identifie les éléments du patrimoine bâti et y applique une réglementation permettant la préservation de leur caractéristiques architecturales.

1.3 - Diagnostic démographique et socioéconomique

L'habitat

L'analyse démographique met en évidence :

- Une croissance démographique continue depuis les années 80 majoritairement du au solde naturel sur les 15 dernières années :

Année	Population	Croissance totale	Croissance annuelle
1999	173	+8,67 %	+ 0,52 %
2015	188		

- ➔ Une taille des ménages supérieure à la moyenne départementale avec 2,54 personnes par foyer en 2015.
- ➔ Un léger vieillissement de la population avec une baisse des moins de 30 ans et une augmentation des 45/59 ans.
- ➔ Une augmentation du nombre de résidences principales légèrement plus rapide que l'augmentation de la population.

Année	Nombre de résidences principales	Croissance totale	Croissance annuelle
1999	67	+10,45 %	+ 0,62 %
2015	74		

- ➔ Un taux de vacance nombre assez faible avec près de 6 % de logements vacants (en retirant les vendangeoirs pris en compte par l'INSEE).

Détermination des enjeux

- ☐ Maintenir la croissance démographique afin de préserver les équipements publics et de mettre en valeur le patrimoine de la commune ;
- ☐ Favoriser la densification des zones urbaines et la valorisation des parcelles libres dans le respect de la morphologie et des paysages bâtis de la commune ;
- ☐ Inciter à la réhabilitation des logements vacants pour limiter les prélèvements sur les terres agricoles.

Détermination des enjeux**Prise en compte dans le PLU****Les activités économiques****→ Les activités viticoles et agricoles**

Avec 81 hectares de parcelles plantées en vignes, l'activité viticole marque fortement l'économie locale. 35 sièges d'exploitations étaient recensés sur la commune en 2010.

Hors zone AOC, la commune abrite environ 328 hectares de terres cultivées réparties dans le vallon et sur le plateau au nord.

La commune souhaite donner les moyens aux exploitants de pérenniser leurs activités et leur offrir des possibilités d'évolution et de diversification.

- ✓ Protéger les vignes et les terres cultivées par un zonage et une réglementation spécifiques.
- ✓ Supprimer des zones d'extension inscrites au POS (caduc) et réduire la profondeur des zones urbaines pour préserver les terres agricoles.
- ✓ Répondre aux besoins des exploitants en permettant l'implantation de bâtiments d'activités en zone urbaine et agricole.

→ Les activités artisanales et tertiaires

La commune n'abrite aucun commerce. Quelques entreprises dans les domaines de l'artisanat et des prestations agricoles sont implantées sur le bourg. L'objectif communal est de maintenir ces activités et d'en accueillir si possible de nouvelles.

- ✓ Permettre l'implantation d'activités dans les zones urbaines du bourg et proposer un règlement dans ce sens, tant qu'aucune gêne n'est apportée au voisinage résidentiel.

Les déplacements

→ La commune est principalement desservie par la départementale 24 et intégrée au circuit de la « Route touristique du Champagne » dans le secteur de la Vallée de la Marne. Cette RD dessert le bourg.

- ✓ Prendre en compte la circulation dans la traverse du bourg dans le règlement.
- ✓ Réglementer le dimensionnement et l'organisation des accès et voiries pour garantir une desserte et une

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">➔ Absence de desserte par les transports en commun (hormis les bus scolaires).➔ Plusieurs itinéraires de randonnées parcourent le territoire communal. | <p>organisation du bâti qui minimise les risques liés aux circulations routières.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Fixer un nombre de places de stationnement minimum à prévoir pour les constructions nouvelles et en cas de réhabilitation d'anciens bâtiments pour limiter l'occupation de l'espace public par les véhicules.✓ Prévoir des ER pour sécuriser les arrêts bus dans la traverse. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

2 - Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

2.1 - Evolution de l'occupation du sol sur le territoire communal

❖ Analyse de la consommation d'espaces depuis 2001 sur le territoire communal de Baslieux-sous-Châtillon

L'observation des photos aériennes prises en 2001 et en 2017 permet de visualiser les changements d'occupation des sols sur le territoire communal.

Depuis 2001 et l'approbation du POS (caduc), 1,23 hectare ont été consommés pour y accueillir des constructions à vocations résidentielle et agricole :

- 5 380 m² pour des bâtiments agricoles
- 6 970 m² pour des habitations.

Concernant ces dernières, seule une habitation a été réalisée au sein d'une zone NA (sur une surface de 490 m²), les autres ont été réalisées au sein de la zone urbaine (UB).

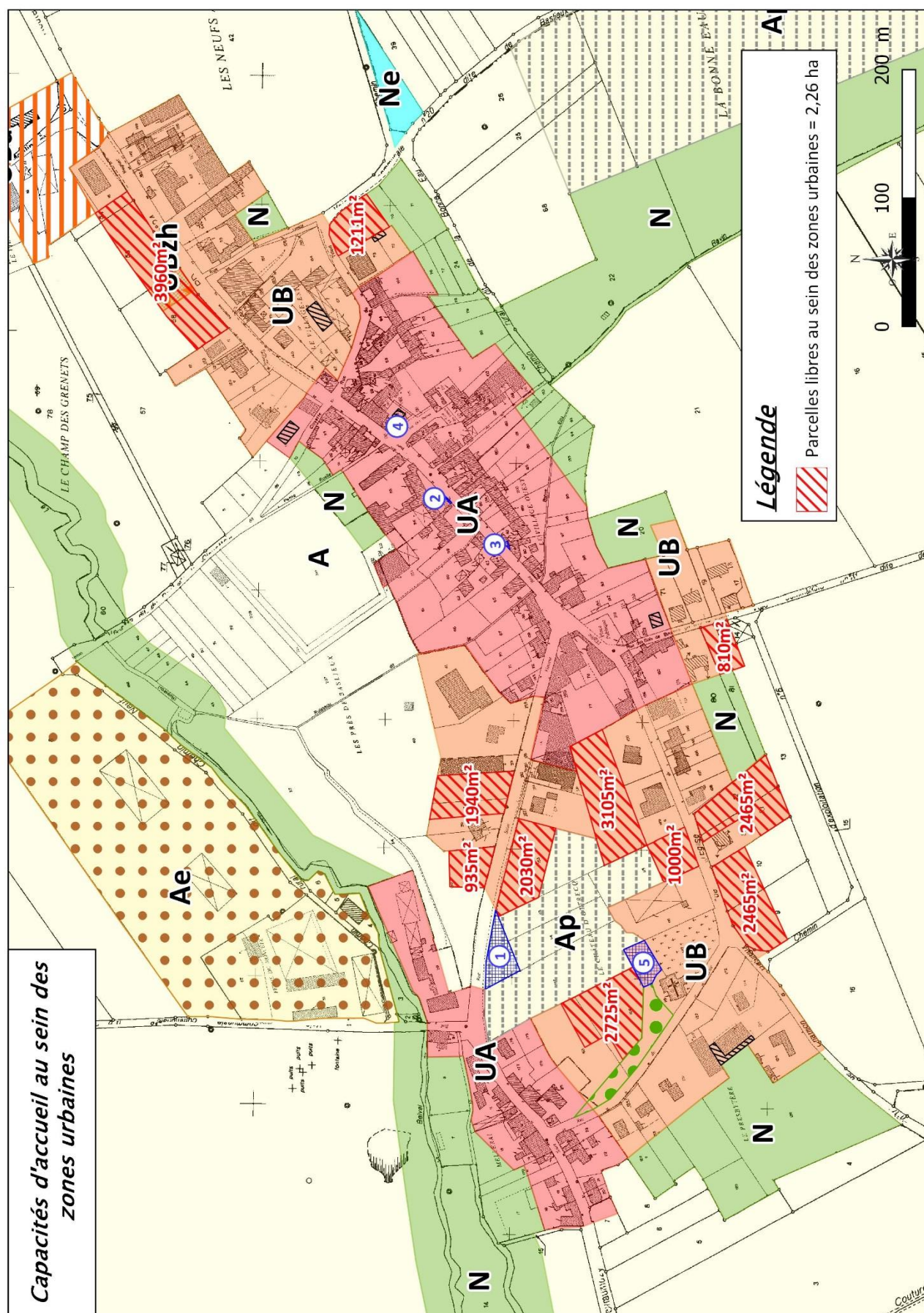
Analyse de la consommation d'espace depuis 2001



2.2 – Identification des capacités de densification

Plusieurs terrains libres et desservis par les réseaux (eau, assainissement, voirie) sont présents au sein des zones urbaines de Baslieux.

L'ensemble des parcelles libres inscrites en zone urbaine représente une surface de **2,26 hectares**. En prenant en compte un taux de rétention foncière de 50 %, justifié par le contexte local, les capacités d'accueil dans les dents creuses sont estimées à environ **13 logements** (en prenant comme référence la construction de logements individuels). Ces capacités d'accueil ont été prises en compte dans la définition du projet de développement de la commune.



2.3 - Objectif de modération de consommation des espaces agricoles et naturels fixés dans le cadre du PLU

Les objectifs de développement de la commune de Baslieux sont axés sur la densification des zones urbaines du bourg par l'urbanisation des parcelles libres et desservies et par la mobilisation des logements vacants.

Les objectifs de croissance démographique sont mesurés et ne nécessitent pas l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs autour du bourg (absence de zone AU dans le PLU).

L'ensemble des zones d'extension ayant été retirées, le projet de la commune respecte la volonté de réduire la consommation d'espace et de préserver les terres agricoles et naturelles.

3 - Traduction et justifications des orientations du PADD dans les documents graphiques

3.1 - Fondements du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Sur les bases du diagnostic, le PLU doit comprendre un Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Ce document traduit un projet global pour la commune, établi en prenant en compte les besoins en matière de logements, d'équipements, d'activités économiques, agricoles et forestières dans un souci d'équilibre et de préservation des espaces naturels présentant un intérêt d'aménagement durable.

Ce PADD est le fondement des choix et prescriptions en matière d'aménagement de la totalité du territoire communal, mais en tenant compte des données et besoins de l'ensemble du bassin de vie. Les autres pièces du dossier doivent être cohérentes avec ses orientations. Bien qu'étant la clé de voûte du PLU, il n'est pas opposable aux autorisations et déclarations.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Baslieux-sous-Châtillon retient comme principales orientations d'urbanisme et d'aménagement :

- Renforcer la croissance démographique pour atteindre une population communale d'environ 210 habitants d'ici 10 ans (+0,8%/an en moyenne).
- Définir les zones urbaines pour adapter les capacités d'accueil au projet de développement et prendre en compte les contraintes environnementales.
- Perenniser et favoriser le développement du tissu économique local.
- Préserver l'activité agricole en limitant les prélèvements aux stricts besoins en terme d'accueil de nouveaux habitants et en appliquant sur les espaces agricoles, un règlement adapté permettant la préservation de la ressource.
- Sécuriser les circulations au sein du bourg.
- Préserver les caractéristiques du patrimoine bâti local.
- Prendre en compte le cadre naturel du territoire et mettre en œuvre les outils nécessaires à sa préservation (espaces boisés, réseau hydrographique, zones humides...).
- Prendre en compte le PPRn Glissement de terrain et les périmètres de protection autour du captage.

La traduction de ces orientations est traitée autour des thèmes suivants, listés dans le Projet

d'Aménagement et de Développement Durables :

- Orientations concernant l'habitat ;
- Orientations concernant les transports et les déplacements ;
- Orientations concernant les réseaux d'énergie ;
- Orientations concernant le développement des communications numériques ;
- Orientations concernant l'équipement commercial et le développement économique ;
- Orientations concernant les loisirs et les paysages ;
- Orientations concernant la protection des espaces naturels et la préservation des continuités écologiques.

3.2 - Orientations concernant l'habitat

Les élus souhaitent renforcer la croissance démographique afin d'atteindre une croissance annuelle moyenne de 0,8% (la croissance entre 1999 et 2015 s'élevant à 0,5%).

Cet objectif démographique se traduit par un besoin d'environ 11 logements à l'horizon 2030.

Cet objectif a été défini compte tenu :

➔ Des capacités d'accueil communales

Cet objectif est compatible avec le niveau d'équipements publics existants sur le territoire communal et intercommunal (notamment pour les services scolaires). Il est également en adéquation avec les capacités des réseaux d'eau et d'assainissement existants sur la commune.

➔ Du phénomène de desserrement des ménages sur la commune

La taille des ménages diminue régulièrement depuis les années 60. Cette dernière est passée de 2,69 personnes par foyer en 1968 à 2,54 en 2015.

Si l'évolution de la taille des ménages poursuit son rythme actuel, d'ici 2030, un ménage se composera de 2,49 personnes (taux annuel : -0,13 % constaté depuis 1968). En considérant la poursuite de ce phénomène, il conviendra de proposer environ 2 nouveaux logements pour maintenir un niveau de population constant d'ici 2030.

Compte tenu de ces éléments, plusieurs mesures sont déclinées dans le PLU :

Conforter l'urbanisation sur les terrains disponibles et desservis par les réseaux implantés dans le bourg

⇒ **Traduction au plan de zonage : Zones UA et UB**

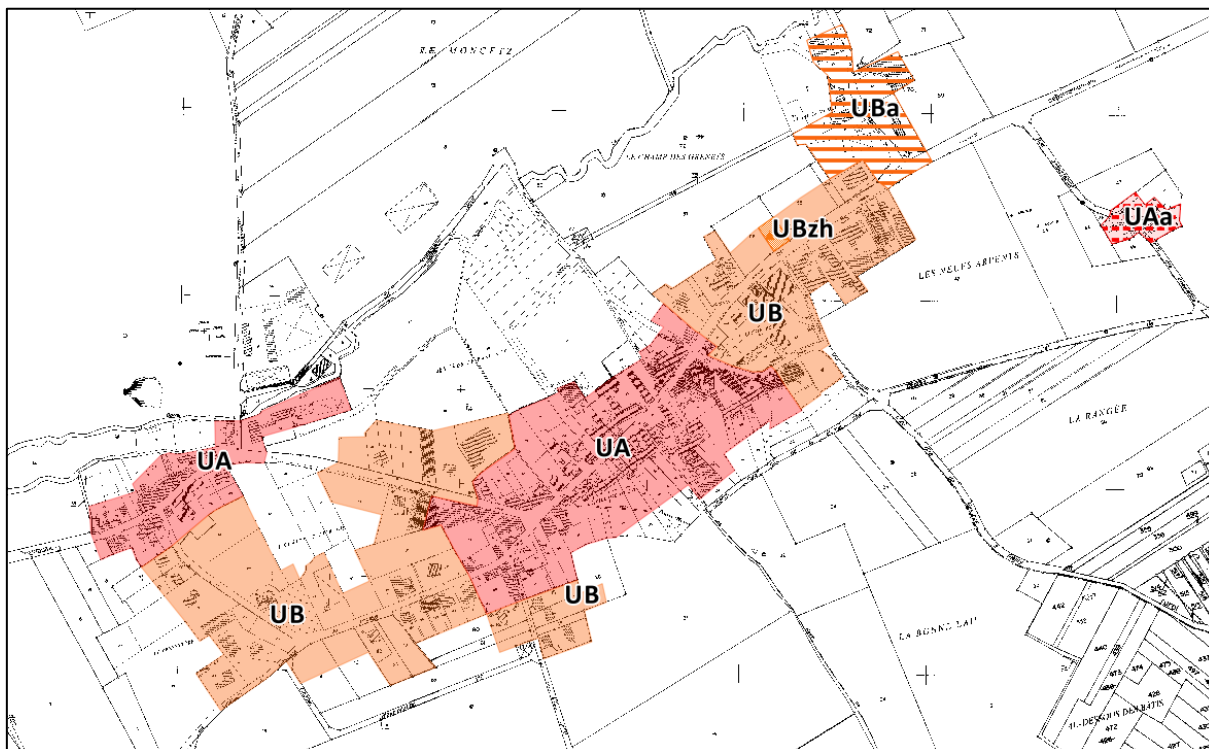
Les zones urbaines de Baslieux abritent des terrains libres qui peuvent faire l'objet d'une densification par une urbanisation « au coup par coup ». La municipalité souhaite permettre cette densification dans le respect de la morphologie urbaine du bourg et des caractéristiques paysagères.

La délimitation des zones urbaines tient compte à la fois de la présence des réseaux, de l'urbanisation déjà existante et des projets en cours sur certains terrains.

Le PLU distingue deux types de zones urbaines : les zones UA et UB :

- La zone UA est une zone urbaine regroupant les constructions anciennes du bourg de Baslieux, caractérisées par une architecture, une implantation et une densité spécifiques au bâti traditionnel champenois.
- La zone UB regroupe l'habitat pavillonnaire plus récent qui s'étend de part et d'autre des zones UA.

Les zones urbaines (dites zones U) sont des zones urbanisées dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions.



→ La zone UA

La zone UA regroupe les secteurs « historiques » de Baslieux, délimités autour de la rue Valentine Régnier et de Mellerai. Elle présente un tissu urbain dense avec des logements souvent à deux niveaux, édifiés en mitoyenneté et/ou implantés à l'alignement. Le bâti ancien qui occupe principalement cette zone nécessite des règles spécifiques par rapport aux constructions plus récentes classées en zone UB.

Un secteur UAa est identifié autour du hameau de Heurtebise pour prendre en compte la typologie traditionnelle du bâti et marquer l'absence de réseau d'assainissement collectif.

Le règlement de la zone UA vise le maintien des caractéristiques morphologiques du bâti (densité, modes d'implantation des bâtiments, aspects extérieurs,...) et permet la diversification des occupations du sol, de manière à favoriser la mixité au sein des zones urbaines (habitat, activités viticoles, artisanales, commerces...).

→ La zone UB

Il s'agit d'une zone à dominante d'habitat, de type pavillonnaire mais qui compte aussi quelques constructions plus anciennes (en particulier l'Eglise et la partie sud de la rue

Valentine Régnier en entrée de commune). Elle comprend majoritairement de l'habitat individuel réalisé au coup par coup, au gré des opportunités foncières.

La morphologie du domaine bâti n'est guère susceptible d'évoluer fondamentalement et le règlement de la zone tend essentiellement à éviter que ne se développent des incompatibilités entre les utilisations du sol, tout en conservant la possibilité de diversifier ses fonctions.

La zone UB s'étend sur les parties urbanisées du bourg et englobe des terrains libres et desservis par les réseaux, répartis le long des voies de desserte. Sur ces terrains libres, la profondeur de la zone UB a été limitée à 30 mètres pour réduire la consommation d'espaces agricoles ou semi naturels.

Un secteur UBa est identifié sur la rue du Vieux Moulin pour indiquer l'absence de réseau d'assainissement collectif.

Un secteur UBzh est identifié sur une parcelle implantée le long de la rue Valentine Régnier pour prendre en compte la préservation de l'alimentation d'une zone humide implantée en contrebas de la zone urbaine (*cf. préservation des zones humides*).

La réglementation applicable dans chacune de ces zones urbaines (UA et UB) autorise la construction d'habitations et l'implantation de services et d'activités compatibles avec la vocation résidentielle de ces zones afin d'être en adéquation avec le principe de mixité urbaine et fonctionnelle. Les bâtiments liés à l'exploitation agricole et viticole sont de ce fait acceptés en zone urbaine.

En revanche, les activités économiques qui engendrent des nuisances importantes incompatibles avec le caractère résidentiel de ces zones, sont interdites.

<i>Redessiner le contour des zones urbaines pour adapter les capacités d'accueil aux objectifs de développement démographiques</i>

Par rapport aux limites des zones urbaines identifiées au POS (caduc), le PLU de Baslieux a pris en compte les objectifs de réduction de consommation d'espace en réduisant la profondeur des terrains libres inscrit en zone urbaine afin de privilégier la densification de la zone urbaine.

Une profondeur de 30 mètres par rapport aux voies et emprises publiques a été déterminée avec les élus.

Les capacités d'accueil ainsi identifiées en zones urbaines permettant de répondre aux objectifs de développement communaux, les zones d'extension inscrites au POS (caduc) n'ont pas été reportées dans le PLU, ce qui réduit fortement l'impact de projet sur la consommation d'espaces agricoles ou naturels.

Favoriser la réduction du nombre de logements vacants

Si le recensement indique un taux de vacance de 18,5 % avec 18 logements vacants, la commune n'en comptabilise que 6 (les vendangeoirs étant comptabilisés dans la vacance).

L'objectif communal est de mettre en valeur ce patrimoine afin d'éviter son abandon et l'impact négatif que cela peut engendrer pour les constructions voisines.

L'ensemble des capacités étant réparties dans le parc privé, la commune ne dispose pas de moyens d'action directs pour remettre ces logements sur le marché. Le projet de PLU affiche toutefois un objectif de réduction de la vacance de 20 % dans les 10 prochaines années, soit la reprise d'au moins 1 logement d'ici 2030.

Cet objectif peut être atteint par des actions de sensibilisation auprès des propriétaires pour mettre en valeur, voire restaurer si nécessaire, leurs biens immobiliers et permettre la venue de nouveaux habitants grâce à la mobilisation du parc de logement existant.

3.3 - Orientations concernant le développement des activités économiques, commerciales, les services et équipements***Maintenir les activités existantes voire développer le tissu économique local***

Afin d'assurer la mixité fonctionnelle présente sur la zone urbaine, le PLU permet, à travers son règlement, le maintien et le développement d'activités au sein des zones UA et UB. Toutefois, Les installations classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation sont interdites en zone UA et UB ainsi que les activités industrielles.

Cette réglementation, peu contraignante en matière d'activité, se justifie par le caractère viticole de la commune et par la présence de nombreuses exploitations au sein de la zone urbaine.

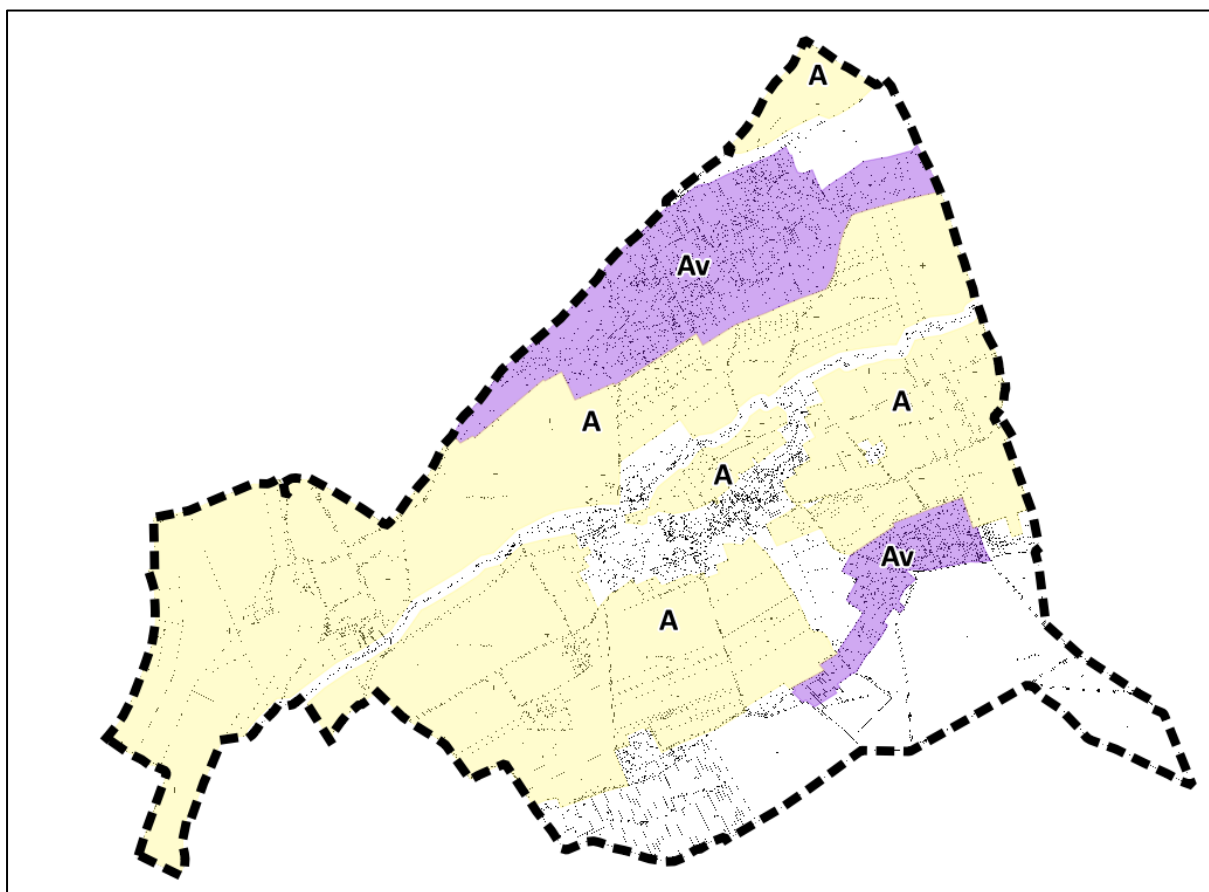
Aucune zone urbaine destinée spécifiquement aux activités économiques n'est identifiée sur la commune.

Pérenniser l'activité agricole

L'activité agricole étant la principale activité économique sur la commune, le PLU favorise le maintien et le développement des exploitations qu'elles soient à vocation viticole, d'élevage ou de céréaliculture.

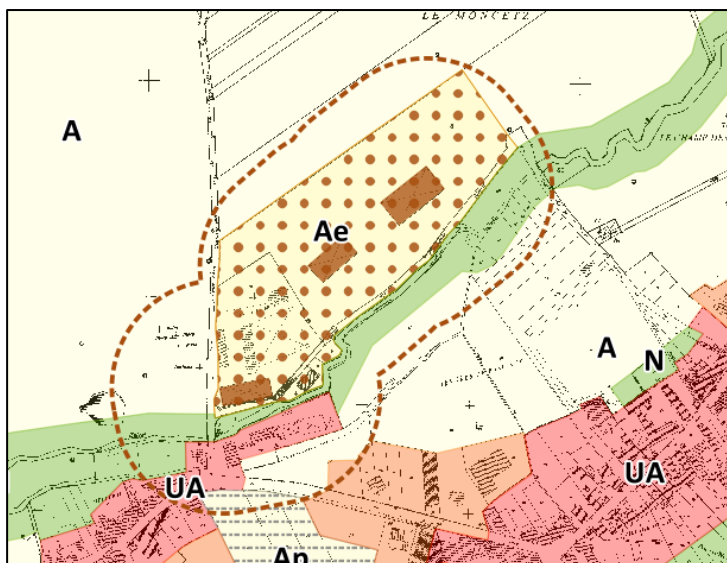
Le PLU affiche les orientations suivantes :

- la prise en compte des sièges d'exploitation et des bâtiments d'activités existants au sein de la zone urbaine dont le règlement permet leur développement (cf. règlement de la zone UA et UB).
- L'identification d'une zone agricole permet la construction de bâtiments nécessaires à l'activité agricole (zone A). Cette zone s'étend sur la quasi-totalité des terres cultivées recensées sur la commune.
- la préservation du terroir viticole est assurée par un zonage et un règlement qui interdit toute construction (secteur Av).

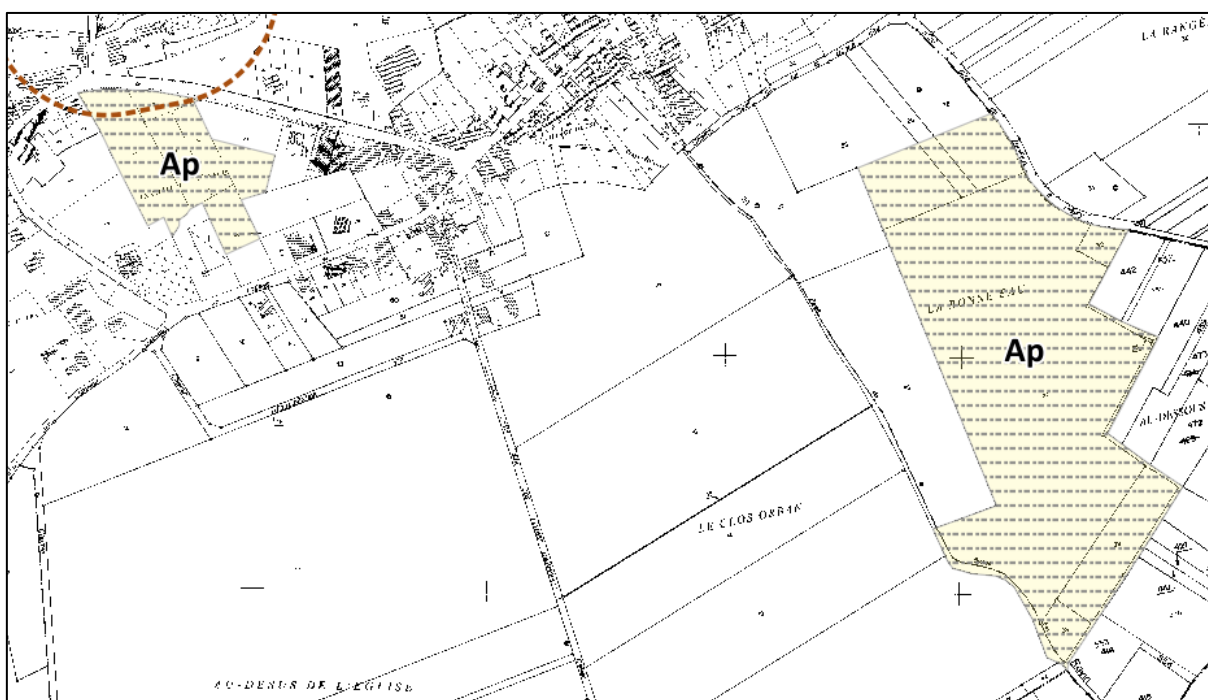


- L'activité d'élevage est prise en compte par un secteur Ae permettant la construction d'habitation liée à l'activité (contrairement au règlement de la zone A).

Les bâtiments d'élevage sont identifiés sur le plan de zonage afin de renseigner sur l'application des périmètres de réciprocité qui s'appliquent autour de ces derniers. Ce périmètre impacte un terrain libre et non bâti classé en UB. Une partie du terrain étant en dehors du périmètre, il a été décidé de le maintenir en zone urbaine (sa constructibilité est conditionnée à l'obtention d'une autorisation préalable).



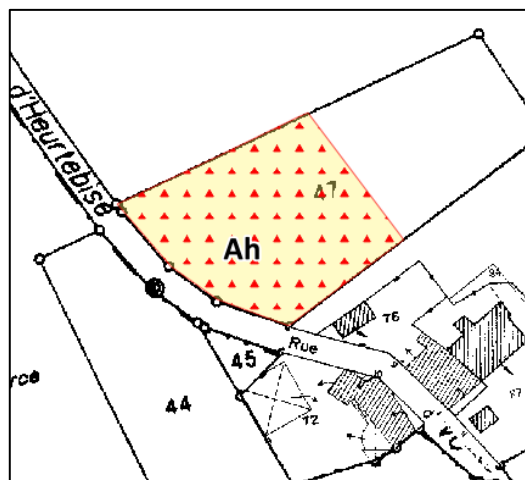
- Certains secteurs de la zone agricole sont classés en zone agricole inconstructible (Ap) afin de prendre en compte les périmètres de protection autour du captage et de préserver des terrains implantés au sein du bourg et qui à long terme permettront de densifier la zone urbaine de Baslieux.



Le terrain libre implanté le long de la rue Saint-Vincent (parcelle 117) n'a pas été inclus en zone urbaine pour prendre en compte le périmètre de réciprocité autour des bâtiments d'élevage. Contrairement au terrain cité précédemment qui a été maintenu en zone UB, ce dernier ne dispose pas d'espace suffisant hors périmètre pour le maintenir en zone UB (en prenant en compte une profondeur constructible de 30 mètres).

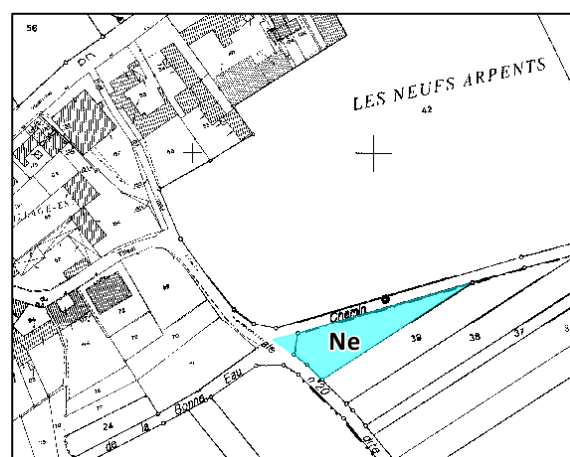
- Afin de prendre en compte un projet de construction d'une habitation sur le hameau de Heurtebise (pour lequel le pétitionnaire a obtenu un certificat d'urbanisme opérationnel) le PLU affiche un Secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) dénommé Ah.

Le règlement de la zone A défini à ce titre l'emprise au sol, les hauteurs et les distances d'implantation des bâtiments autorisés sur ce secteur.



Développer les équipements

- La commune dispose d'un terrain de loisirs au sud du bourg. Afin d'y autoriser des aménagements d'agrément, le PLU inscrit le terrain en zone Ne en vue d'un construire un préau et des sanitaires.



- Un emplacement réservé est identifié le long de la rue Saint-Vincent afin de créer des aménagements légers de loisirs et de promotion touristique (point d'information touristique, table de pique-nique...). Il est également classé en secteur Ne.

Supprimé lors d'une modification du POS en 2011 (caduc), la municipalité a souhaité le réinscrire en ER afin de prendre en compte le périmètre de réciprocité autour de l'élevage, la topographie, les caractéristiques du sol et la forme du terrain qui limitent fortement les possibilités de constructions.



- Un emplacement réservé est également identifié dans la continuité du cimetière afin de prévoir son extension à moyen ou long terme.



3.4 - Orientations concernant les transports et les déplacements et les loisirs

Sécuriser les circulations

Afin de garantir la sécurité dans la traversée du village et d'améliorer la circulation au sein des zones bâties, la commune s'est fixée les objectifs suivants :

- Fixer un règlement permettant des accès sécurisés aux parcelles qui répondent aux exigences en matière de sécurité. Une largeur minimum d'accès de 3,50 est imposée.
- Imposer des règles de stationnement adaptées aux différents types de constructions autorisées afin de limiter les stationnements sur la voie publique.
- Inscrire des emplacements réservés afin de sécuriser les arrêts de bus le long de la rue Valentine Régnier. A ce titre 3 emplacements réservés sont identifiés au PLU. L'ER n°2 est identifié sur l'abri bus existant pour régulariser la situation au niveau foncier (propriété privée).



2- Favoriser les modes de déplacements doux

La commune souhaite promouvoir les itinéraires de randonnées existants sur la commune en partenariat avec la Communauté de communes et le Parc naturel régional de la Montagne de Reims.

3.5 - Orientations concernant le développement des communications numériques et des réseaux d'énergie

Dans l'attente du déploiement de la fibre sur le territoire communal, le PLU prévoit dans le règlement de chaque zone, la mise en place des fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre à l'occasion des travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux.

Le règlement favorise le recours aux énergies renouvelables dans la mesure où ces dernières ne créent pas de nuisances paysagères et s'intègrent dans l'environnement urbain ou naturel existant.

3.6 - Orientations concernant les paysages et le cadre de vie.

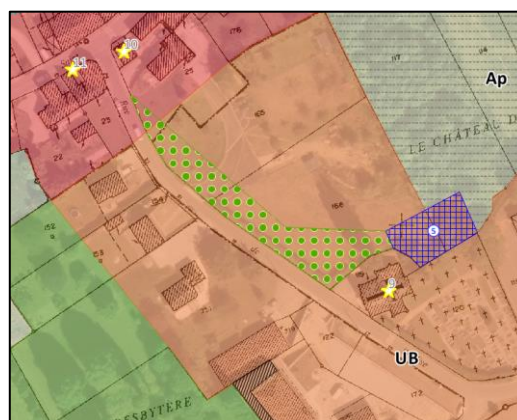
Le PLU identifie plusieurs éléments du patrimoine local qui participent à la mise en valeur du territoire. Afin de les préserver, le PLU les identifie au titre de l'article L153-19 du code de l'urbanisme.



Les lavoirs, fontaines, porches et autres bâti remarquable bénéficient d'une réglementation spécifique permettant de préserver leurs caractéristiques architecturales en cas de travaux ou aménagements les concernant.

Le règlement des zones urbaines permet également de préserver les caractéristiques architecturales et paysagères locales en édictant des règles adaptées à la morphologie du bourg pour intégrer au mieux les futures constructions, qu'elles soient à vocation d'habitat ou d'activités.

Une zone inconstructible est également identifiée sur le plan de zonage afin d'éviter la construction de bâtiments dans l'axe de l'église le long de la rue du même nom. Au sein de la trame inconstructible toute construction en élévation est interdite, ce qui permet de réaliser des voies d'accès ou des terrasses.

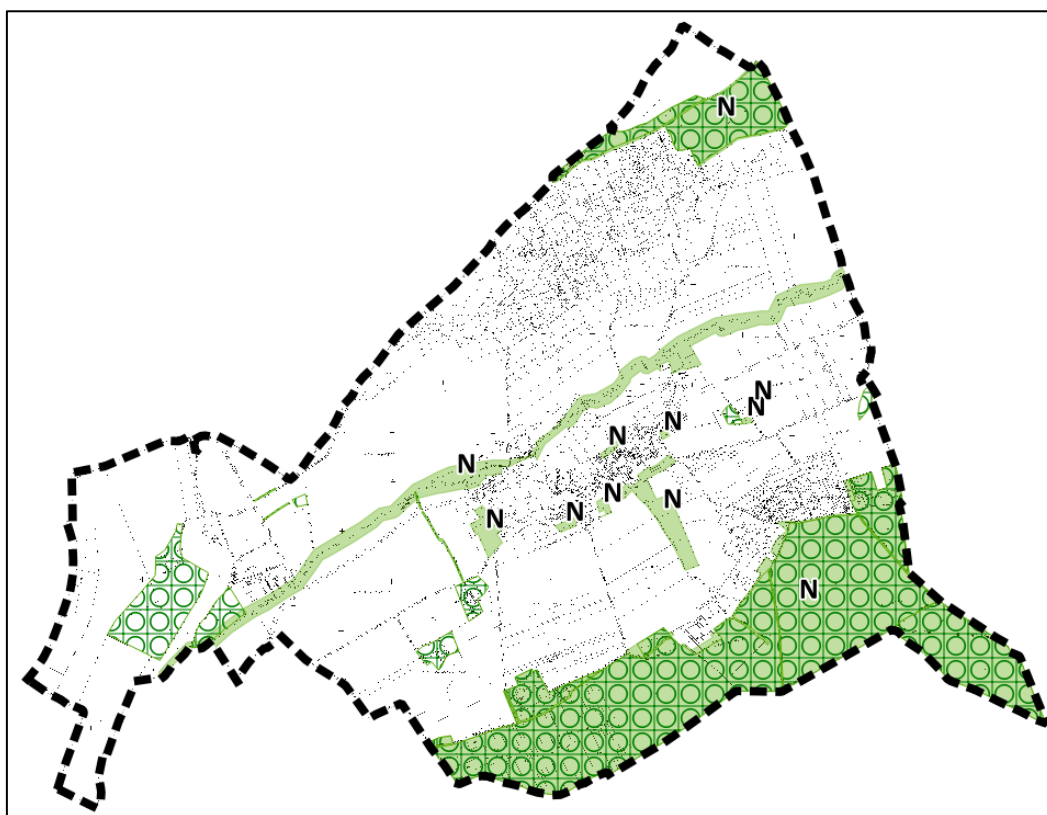


3.7. Les orientations concernant la protection des espaces naturels et la préservation des continuités écologiques

La volonté communale est de mettre en avant la qualité du cadre de vie qui repose en grande partie sur l'armature paysagère du territoire. Afin de préserver ce patrimoine, le PLU inscrit plusieurs orientations :

- **La pérennisation des espaces naturels et des continuités écologiques**

Les espaces boisés répartis sur le plateau, le périmètre immédiat et rapproché du captage, les abords du Belval est les arrières de jardin font l'objet d'une protection par le biais d'un classement en zone Naturelle (Zone N).



Au sein de cette zone, la constructibilité est fortement limitée. Seuls sont autorisés :

- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou forestière dans l'unité foncière ou elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public (O.T.N.F.S.P.).
- Les constructions nécessaires à l'exploitation et à la gestion de la forêt.

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à la gestion de l'eau potable.

Le massif forestier a été classé en Espaces Boisés Classés (EBC) afin de garantir la vocation boisée de cet espace. Ce classement renforce la protection réglementaire du massif ce qui permet de préserver également la stabilité des sols et de diminuer les risques de glissements de terrain.

D'autres boisements isolés en milieu agricole en été classés en EBC pour éviter tout défrichement et maintenir des habitats relais au sein des parcelles ouvertes cultivées.

- **La préservation du Belval et de ses affluents**

Le PLU interdit toute construction et installation à moins de 6 mètres des berges des rus et des cours d'eau afin de garantir le libre écoulement des eaux et de préserver le fonctionnement du réseau hydrologique (maintien des berges, rôle épurateur des bandes végétalisées le long des cours d'eau,...).

La ripisylve du ruisseau des Couturelles est inscrite EBC pour son rôle écologique et paysager. Cet alignement d'arbres constitue un corridor écologique et un point d'ancrage dans le paysage et caractérise l'entrée ouest du bourg de Baslieux.

- **La prise en compte des zones humides**

Les zones humides identifiées au titre de la loi sur l'eau (issues de l'étude portée par le PNRMR en 2015) ont été identifiées sur le plan de zonage au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme comme sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique.

Le règlement du PLU inscrit des dispositions spécifiques sur ces espaces visant leur préservation.

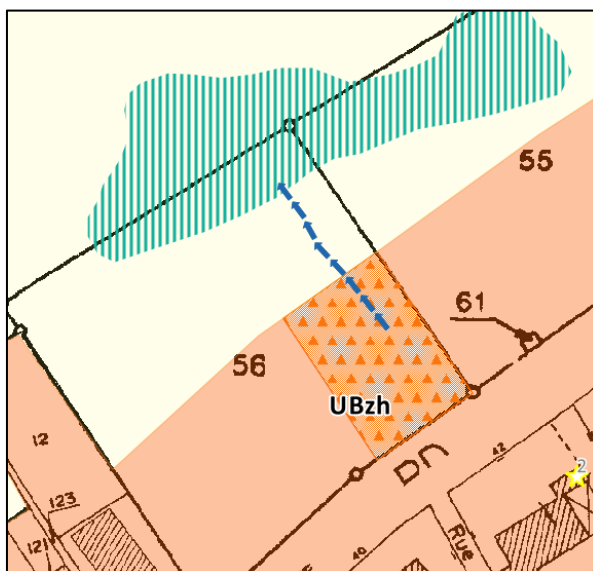
Dans les secteurs identifiés en zone humide sont interdits :

- Tous travaux, aménagements, occupations et utilisations du sol susceptibles de compromettre l'existence et la qualité hydraulique et biologique des zones humides,
- Les comblements, affouillements et exhaussements
- Les nouveaux drainages,
- Les dépôts de toute nature,
- La création de plans d'eau artificiels,

- La plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone.
- L'imperméabilisation des sols.

Ces mesures permettent d'avoir un effet positif en protégeant le caractère humide des terrains en question.

Une étude de détermination des zones humides a été réalisée sur des terrains non bâtis, inscrits en zone UB afin de justifier l'absence d'impact du PLU sur les Zones humides. Cette étude, annexée au présent document, a identifié une zone humide en aval des terrains libres implantés le long de la rue Valentine Regnier. Afin d'éviter toute perturbation du fonctionnement hydraulique de cette zone humide, un secteur de la zone UB a été créé sur une parcelle afin de préserver l'écoulement qui alimente cette ZH (secteur UBzh).



La parcelle classée UBzh reste constructible mais le projet d'urbanisation ne doit pas faire obstacle à l'écoulement existant sur la parcelle. Si le projet le nécessite, cet écoulement peut être en partie busé, mais doit retrouver son tracé à ciel ouvert au plus tard entre la limite de la zone UB et de la zone A.

- **La préservation de la ressource en eau**

Le PLU prend en compte les périmètres de protection établis autour du captage d'Alimentation en eau potable. Le règlement indique les zones concernées par ces périmètres et renvoie aux dispositions réglementaires afférentes. Le périmètre immédiat et rapproché est classé en zone Naturelle. Le périmètre éloigné est classé en zone agricole inconstructible (Ap) en zone viticole (Av) et en zone Naturelle (N) en fonction de l'occupation des sols.

Le PLU affiche également des mesures de gestion des eaux pluviales à la parcelle afin de limiter les impacts des futures constructions sur les ruissellements et sur la circulation de l'eau dans le sol.

L'ensemble des nouvelles devront se raccorder au réseau d'assainissement collectif ce qui garantit un traitement et une qualité des eaux en sortie de station conforme à la réglementation en vigueur. Les quelques secteurs non desservis par ce réseaux doivent se doter d'un doter d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux normes actuelles.

- **La prise en compte des risques naturels**

Le territoire communal est concerné par le Plan de Prévention des Risques Naturels de Glissement de terrain de la Côte d'Ile-de-France - Secteur Vallée de la Marne. Le PPR est intégré au dossier de PLU. Le règlement du PLU indique la présence de risques sur les zones concernées (Zones A et N) et renvoi au règlement du PPRnGT.

3.8 - Superficie et capacité d'accueil des zones du PLU

3.8.1 Tableau récapitulatif des surfaces de chacune des zones

Les 589,35 hectares du territoire communal de Baslieux-sous-Châtillon se répartissent comme suit :

Dénomination	Surfaces
---------------------	-----------------

Zones urbaines	
Zone UA	7,45 hectares
<i>Dont secteur UAa</i>	<i>0,23 ha</i>
Zone UB	11,1 hectares
<i>Dont secteur UBa</i>	<i>1,34 ha</i>
<i>Dont secteur UBzh</i>	<i>0,06 ha</i>

Zone agricole	
Zone A	438 hectares
<i>Dont secteur Ae</i>	<i>4,2 ha</i>
<i>Dont secteur Ah</i>	<i>0,17 ha</i>
<i>Dont secteur Ap</i>	<i>7,45ha</i>
<i>Dont secteur Av</i>	<i>81,1 ha</i>

Zone naturelle	
Zone N	132,80 hectares
<i>Dont secteur Ne</i>	<i>0,24 ha</i>

Surface totale	589,35 hectares
Espaces boisés classés	118,92 ha
Zones humides	56,36 ha

3.8.2 Capacité d'accueil théorique

Les capacités évaluées dans ce chapitre sont des estimations. La réalisation effective des opérations pourra donner des résultats sensiblement différents, plusieurs paramètres n'étant pas maîtrisés dans le cadre du PLU et en particulier :

- ✓ Le **taux de non réalisation** (pour des raisons de spéculation, de statut foncier ou de convenances personnelles, les détenteurs des droits à construire sur les terrains ne les utiliseront pas forcément au cours des 10 prochaines années, horizon des prévisions pour ce document) ;
- ✓ La **densité effective de construction** (les logements construits n'auront pas nécessairement la capacité maximale possible suivant les règles édictées dans ce document ; de même, la superficie des parcelles éventuellement créées peut varier selon les desiderata de l'aménageur) ;
- ✓ La **forme et la taille des parcelles** éventuellement découpées par le propriétaire ;
- ✓ Les éventuelles **démolitions suivies de reconstructions** de logements n'ayant pas les mêmes capacités qu'à l'origine ;
- ✓ La **destination des bâtiments**, le règlement laissant la possibilité d'implanter des activités non nuisantes au sein des zones d'habitat dans un souci de mixité urbaine.

Suivant les facteurs présentés ci-dessus, on obtient donc pour la commune de Baslieux-sous-Châtillon, les potentialités et la projection en termes d'habitant suivants :

❖ Maintien de la population

La taille des ménages a tendance à diminuer : Elle est passée de 2,69 en 1968 à 2,54 en 2015. Si la taille des ménages poursuit cette évolution, on peut estimer à environ 2,49 la taille des ménages en 2030 (-0,13%/an).

Pour maintenir un nombre d'habitants équivalent, **2 logements seront nécessaires.**

❖ Estimations des dents creuses au sein des zones constructibles

La capacité d'accueil peut être estimée à **2,27 ha**, compte tenu des terrains encore disponibles au sein des zones bâties. En prenant un taux de rétention de 50% (justifié par l'historique de la commune en matière de construction et de patrimoine foncier), on peut estimer la réalisation de **13 nouveaux logements** (individuels) au sein de la zone bâtie.

Projection en nombre de logements :	
Surface disponible au PLU	2,27 ha
Taux de rétention de 50%	1,13 ha
Nombre de logements projetés (12 logements à l'ha)	13 logements possibles

❖ Estimations des capacités présentes dans le parc de logement

Les zones urbaines de Baslieux affichent une vacance de 6 logements, ce qui représente un potentiel d'accueil de nouveaux habitants. Toutefois afin de prendre en compte la rétention de propriétaires ou l'état de vétusté de certains logements, les élus souhaitent afficher un objectif de 20 % de réduction du nombre de logements vacants, ce qui se traduit par la mobilisation de **1 logement** supplémentaire pour l'accueil de nouveaux habitants.

Logements vacants	6 logements
Objectif de remise sur le marché de 20 %	1 logement
Réhabilitation sur le bâti existant	aucune opportunité n'est recensée sur le territoire ³⁰

► Au total environ 14 constructions sont possibles dans la zone urbaine à l'échelle 10 ans, soit sur la base du taux d'occupation moyen des ménages de 2,49 personnes :

- 2 logements pour une stabilisation à 188 habitants
- 12 logements pour une population estimée à environ 217 habitants soit 29 habitants supplémentaires.

Année	Population	Croissance totale	Croissance annuelle
2015	188	15,4 %	0,9 %
2030	217		

³⁰ Aucun projet, à court ou moyen terme, de division de bâtiment existant en plusieurs logements n'est recensé sur la commune.

En conséquence, les capacités d'accueil répondent aux besoins exprimés par la commune dans le cadre de sa politique de développement démographique, à savoir une croissance démographique moyenne de 0,8 % par an.

Si les capacités semblent légèrement supérieures au projet de développement, il faut prendre en compte certaines réalités de terrain qui font apparaître des surfaces libres pouvant accueillir plusieurs constructions mais qui ne seront aménagées que pour une seule. C'est notamment le cas d'une parcelle classée en zone UB suite à l'obtention d'un CU opérationnel. D'une surface de 3105 m², cette parcelle est prévue pour la construction d'un logement (potentiellement accompagné de bâtiments nécessaires à l'exploitation viticole).

Rappel des objectifs inscrits dans le PADD :

Année de référence	Population	Croissance annuelle envisagée	Projection en	Population estimée	Soit une variation de
2015	188	0,8 %	2030	212	+ 24 habitants
Taille moyenne des ménages			2,49	85 ménages	+ 11 ménages

○ **4 - Traduction des orientations dans les OAP**

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique. Cette disposition vise à offrir aux collectivités concernées la possibilité de bénéficier de garanties de protection de leur patrimoine vernaculaire.

Les OAP patrimoniales assurent donc l'application de dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments et ensembles bâtis ou naturels présentant un intérêt culturel, historique, architectural ou écologique, après identification et localisation de ces derniers.

Une OAP patrimoniale a été réalisée pour préserver le patrimoine bâti et naturel caractéristique de la commune de Baslieux-sous-Châtillon.

L'objectif de cette OAP patrimoniale est de préserver les caractéristiques architecturales des bâtiments traditionnels de la champagne ou des constructions présentant un intérêt culturel ou historique au niveau local. La préservation des paysages est également prise en compte dans cette orientation.

Les prescriptions sur les éléments du patrimoine bâti émises dans l'OAP permettent la préservation des matériaux et des éléments de modénature sans toutefois figer le bâtiment ou empêcher son évolution pour prendre en compte les besoins de restauration, d'agrandissement, de modernisation,....

Les règles émises dans l'OAP, sont rappelées dans les dispositions générales du règlement écrit afin de renforcer leur impact réglementaire.

Des orientations prises dans le cadre de la préservation des paysages sont également rappelées dans ce document, notamment au niveau de la protection des vues sur l'église et sur les mesures prises dans le PLU permettant la préservation des espaces naturels présents sur le territoire communal.

5 - Traduction de ces orientations dans le document écrit (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol

Les prescriptions écrites sont regroupées dans le document « Règlement ». Ce document présente les prescriptions applicables dans chacune des zones.

Conformément aux orientations d'aménagement définies dans le PADD, la réglementation du PLU de Baslieux-sous-Châtillon s'attache à prendre en compte les caractéristiques morphologiques du tissu urbain existant ainsi que les adaptations indispensables à l'évolution du bâti existant et à permettre l'insertion harmonieuse des constructions nouvelles dans le paysage urbain et naturel.

5.1 - Dispositions applicables aux zones urbaines

❖ Zones UA et UB

Au sein des zones urbaines, le règlement déroge à l'Article L151-21 afin que chaque construction respecte les règles d'implantations en fonction de la parcelle (ou du lot) et non de l'unité foncière. Cette dérogation se justifie par la volonté de préserver une urbanisation homogène et cohérente sur les zones urbaines et que l'ensemble des usagers soient soumis aux mêmes règles de constructions.

AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS	
Occupations et utilisations du sol interdites	<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en compte la présence des exploitations viticoles et agricoles dans le bourg et favoriser la mixité activité /habitat tout en protégeant l'habitat des nuisances. ✓ Interdire toute occupation des sols incompatible avec la zone urbaine (industries, ICPE soumis à Autorisation, activités industrielles, terrains pour sports motorisés,...). ✓ La condition d'urbanisation du secteur UBzh est définie par le maintien de l'écoulement qui alimente la zone humide implantée en contrebas du terrain.
Occupations et utilisations du sol admises sous condition	

QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
Volumétrie et implantation des constructions	
<u>Emprise au sol</u> 	<p>En zone UA l'emprise au sol n'est pas réglementée pour prendre en compte la densité existante et permettre des extensions pour des constructions implantées sur des petits terrains, et pour permettre la densification des parcelles et limiter ainsi la consommation d'espaces.</p> <p>En UB l'emprise est limitée à 50% de l'unité foncière située dans la zone afin de préserver les capacités d'infiltrations et de conserver des espaces ouverts au sein du bourg.</p>
<u>Hauteur des constructions</u> 	<p>Afin de conserver la silhouette générale du bourg, la hauteur des constructions d'habitation est limitée à 8 mètres à l'égout ou à l'acrotère en cas de toitures terrasse pour éviter des volumes en rupture avec le bâti existant.</p> <p>Afin de faire face aux cas particuliers, le non-respect des règles édictées par cet article est autorisé pour les reconstructions à l'identique et les équipements publics sans dépasser 12 mètres.</p> <p>Pas de règle pour les OTNFSP compte tenu des contraintes techniques et/ou fonctionnelles éventuelles.</p>
<u>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u> 	<p>La réglementation définie vise à prendre en compte la typologie des constructions implantées en zone urbaine. :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implantation à l'alignement est autorisée dans en UA pour permettre une densification et le maintien du caractère minéral de certaines parties du bourg. en cas de retrait l'alignement doit être maintenu par une clôture pour préserver une continuité bâtie sur rue. - En UB, un retrait minimum de 6 mètres est imposé afin de permettre le stationnement

	<p>des véhicules en façade et d'éviter des délaissés « inutilisables » ultérieurement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un retrait de 3 mètres est possible en cas de terrain présentant un dénivelé avec la voie pour prendre en compte les contraintes d'implantation liées à la topographie. - Une dérogation est permise pour s'aligner sur une construction existante.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	<p>Les constructions peuvent s'implanter en limites séparatives ou en retrait pour faciliter la construction au sein de la zone urbaine et prendre en compte les caractéristiques du bâti ancien présent sur le bourg et les hameaux.</p> <p>En cas de retrait la distance minimale est fixée à $h/2$ avec un minimum de 3 m pour préserver l'ensoleillement des pièces et garantir l'intimité de chacun.</p>
Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	<p>Seules les constructions à usages d'habitation sont réglementées pour maintenir une distance suffisante en cas de division foncière ultérieure (préservation d'un passage, de l'ensoleillement...)</p>
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	
<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'homogénéité du bâti et de leur environnement urbain immédiat. - Préserver et mettre en valeur le paysage urbain et la qualité architecturale locale. - Faciliter la réalisation de projets respectueux de l'environnement. <p>Des dispositions spécifiques sont édictées pour le bâti ancien afin de préserver les caractéristiques architecturales.</p> <p>Le règlement inscrit des prescriptions pour les bâtiments à vocation d'activité en particulier sur les teintes des bardages métalliques pour les façades et les toitures en cas d'implantation dans les zones urbaines.</p>	
Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	

La réglementation définie vise à prendre en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique.	
patrimoine bâti et paysager à protéger	
Des éléments du patrimoine bâti sont identifiés au plan de zonage (lavoirs, fontaines, porches,...), une réglementation est mise en place afin de préserver ces éléments et d'éviter leur suppression ou dégradation par des travaux ou installations inappropriées.	
TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS	
Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	La réglementation définie permet de prendre en compte les parcelles de petite taille afin de permettre une évolution du bâti sans toutefois imperméabiliser l'ensemble de la parcelle (sauf pour celles de moins de 300 m²).
Règles nécessaires au maintien ou à la remise en état des continuités écologiques	Le règlement recommande le recours à des espaces végétales « locales » et interdit la plantation d'espèces invasives pour respecter la typologie locale de la végétation avec un choix d'espèces cohérent et adapté aux caractéristiques des sols. Des listes sont mises en annexe pour illustrer cet article.
STATIONNEMENT	
<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation définie vise notamment à encadrer strictement le stationnement lié au logement afin d'éviter une occupation anarchique des automobiles sur le domaine public. - Par souci d'équité des places de stationnement sont également imposées pour les constructions d'activités autorisées. - Le stationnement des vélos est pris en compte pour faciliter les déplacements doux sur la commune. 	
ÉQUIPEMENT ET RESEAUX	
Desserte par les voies publiques ou privées	La réglementation définie vise à : <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser un accès convenable à chaque parcelle constructible ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre l'utilisation de toutes voies par les services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imposer le raccordement de chaque construction le nécessitant au réseau d'eau ; - Imposer le raccordement des constructions au réseau d'assainissement collectif sauf dans les secteurs UAa et UBa; - Imposer la collecte des eaux pluviales sur la parcelle ou dans le réseau collecteur en cas d'impossibilité technique.
Communications électroniques	La réglementation définie vise à favoriser le développement des communications numériques

5.2 - Dispositions applicables aux zones agricoles

AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS	
Occupations et utilisations du sol interdites	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La réglementation définie vise à affirmer la vocation agricole de la zone en autorisant uniquement les constructions nécessaires à l'activité agricole.
Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préservation stricte du terroir viticole par un classement en Av inconstructible. ✓ Inconstructibilité des secteurs autour du captage et des terres agricoles implantées au sein du bourg (Ap) ✓ Pour tenir compte des constructions d'habitations isolées non liés aux activités agricoles, sont également autorisées (mais limitées) en application de l'Article L151-12 du CU, les extensions,

	<p>annexes et dépendances des constructions d'habitation existantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des abords des cours d'eau pour prendre en compte la préservation des corridors écologiques ✓ Une réglementation spécifique est appliquée sur les zones humides (trame bleue) identifiées sur le plan de zonage en zone agricole. ✓ Les constructions nécessaires à la diversification agricole sont autorisées notamment pour la transformation et la vente de produits du terroir. ✓ Les constructions à usage d'habitation sont autorisées au sein du secteur Ae pour prendre en compte les besoins liés à l'élevage et en secteur Ah pour prendre en compte le projet de construction d'habitation à Heurtebise.
QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol	L'emprise au sol est limitée à 30% au sein du secteur Ah pour encadrer la constructibilité.
Hauteur des constructions	<p>La hauteur maximale autorisée en zone agricole (12 mètres au faîtage) permet de prendre en compte les besoins spécifiques que peut engendrer l'activité agricole, tout en respectant la préservation des paysages.</p> <p>Afin de faire face aux cas particuliers, des dérogations sont possibles en cas de nécessité technique justifiée.</p> <p>La hauteur des constructions d'habitation autorisées en Ae et Ah est limitée à 8 mètres à</p>

	l'égout pour être cohérent avec les règles imposées en zones urbaines (ces secteurs étant limitrophes des zones U).
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	<p>En zone A, toute construction devra respecter un recul minimum de 5 mètres. Le but de cette règle est double :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Limiter les impacts paysagers occasionnés par l'implantation d'un bâtiment agricole (aux mensurations parfois imposantes) à proximité directe d'une voie ou espace public ; ✓ Dégager un espace de manœuvre autour des exploitations et laisser de la visibilité pour les véhicules entrant et sortant des exploitations <p>Afin de faire face aux cas particuliers, le non-respect des règles édictées par cet Article est autorisé pour les OTNFSP.</p>
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	En cas d'implantation en retrait, la distance minimale est fixée à h/2 avec un minimum de 3 m afin de conserver l'aspect « aéré » des zones agricoles et faciliter la circulation autour des édifices bâtis.
Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Une distance minimale de 6 mètres doit être observée entre les bâtiments afin de pouvoir manœuvrer autour.
CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES	
La réglementation définie vise à permettre l'insertion des bâtiments agricoles dans l'environnement bâti et paysager.	

Des règles similaires aux zones urbaines sont édictées pour les constructions à usage d'habitations et leurs annexes notamment pour répondre aux besoins d'extensions ou d'aménagements des habitations existantes en zone A.	
Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	La réglementation définie vise à prendre en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique.
Éléments de paysage identifiés	Un élément de patrimoine est identifié au plan de zonage en zone A. Une réglementation est mise en place afin de préserver cet élément et d'éviter sa suppression ou dégradation par des travaux ou installations inappropriées.
TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS	
Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	Il est imposé le maintien de 50 % d'espaces non imperméabilisés pour prendre en compte les constructions existantes en zone A et conserver une part importante d'espaces non imperméabilisés en zone A.
Espaces libres et plantations	Au sein de la zone agricole, le règlement impose la réalisation de plantations autour des bâtiments en accompagnement paysager.
Installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement	Le traitement des eaux pluviales à la parcelle est obligatoire afin de réduire les rejets directs dans le réseau.
STATIONNEMENT	
Les règles de stationnement sont adaptées à la vocation de la zone, en prenant en compte les besoins nécessaires pour les habitations.	
ÉQUIPEMENT ET RESEAUX	

<p>Desserte par les voies publiques ou privées</p>	<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser un accès convenable à chaque parcelle constructible ; - Éviter les secteurs accidentogènes en limitant le nombre de débouchés sur les voies publiques ; - Permettre l'utilisation de toutes voies par les services de secours et d'incendie.
<p>Desserte par les réseaux</p>	<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imposer le raccordement de chaque construction le nécessitant au réseau d'eau mais permettre le recours à un captage en cas d'absence de réseau. - Imposer le raccordement des constructions à un système d'assainissement non collectif conforme ; - Imposer la collecte des eaux pluviales à la parcelle ou le rejet dans le réseau collectif s'il existe à proximité. <p>L'objectif de cet Article est d'assurer des conditions de confort minimum à toute construction et de limiter la pollution du milieu naturel par la diffusion d'eaux polluées.</p>
<p>Communications électroniques</p>	<p>La réglementation définie vise à favoriser le développement des communications numériques sur le territoire.</p>

5.3 - Dispositions applicables aux zones naturelles

<p>AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS</p>

Occupations et utilisations du sol interdites	<ul style="list-style-type: none">✓ Réglementation stricte afin de maintenir le caractère naturel de la zone en limitant strictement les occupations du sol. Seuls sont autorisés les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou des services publics, des constructions liées à la gestion de la forêt et de l'alimentation en eau potable.✓ Protection des abords des cours d'eau pour prendre en compte la préservation des corridors écologiques✓ Une réglementation spécifique est appliquée sur les zones humides (trame bleue) identifiées sur le plan de zonage en zone agricole.
Occupations et utilisations du sol admises sous condition	

QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol	L'emprise au sol est limitée à 20% pour prendre en compte le caractère naturel de la zone.
Hauteur des constructions	<p>La hauteur maximale autorisée en zone naturelle (7 mètres au faîtage ou 4 mètres à l'acrotère) permet de préserver les paysages et assure l'intégration des constructions.</p> <p>Afin de faire face aux cas particuliers, des dérogations sont possibles en cas de d'extension de bâtiments existant, de reconstruction et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif.</p>
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Un recul de 5 mètres est imposé en zone naturelle afin de faciliter l'intégration du bâti et de préserver des vues aux abords (sécurisation des circulations).

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	En cas d'implantation en retrait, la distance minimale est fixée à h/2 avec un minimum de 3 m pour préserver un passage autour du de la construction et préserver un cadre aéré au sein de la parcelle.
Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Une distance minimale de 6 mètres doit être observée entre les bâtiments afin de pouvoir manœuvrer autour et d'éviter une densité visuelle des constructions en zone N.
CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES	
La réglementation définie vise à permettre l'insertion des constructions dans l'environnement bâti et paysager.	
Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	La réglementation définie vise à prendre en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique.
TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS	
Installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement	Le traitement des eaux pluviales à la parcelle est obligatoire afin de réduire les rejets directs dans le réseau.
STATIONNEMENT	
Les règles de stationnement sont adaptées à la vocation de la zone.	
ÉQUIPEMENT ET RESEAUX	
Desserte par les voies publiques ou privées	La réglementation définie vise à : <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser un accès convenable à chaque parcelle constructible ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter les secteurs accidentogènes en limitant le nombre de débouchés sur les voies publiques ; - Permettre l'utilisation de toutes voies par les services de secours et d'incendie.
<u>Desserte par les réseaux</u>	<p>La réglementation définie vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imposer le raccordement de chaque construction le nécessitant au réseau d'eau mais permettre le recours à un captage en cas d'absence de réseau. - Imposer le raccordement à un dispositif d'assainissement non collectif conforme. ✓ Imposer la collecte des eaux pluviales à la parcelle mais permettre le rejet dans le réseau public s'il existe à proximité. . <p>L'objectif de cet article est d'assurer des conditions de confort minimum à toute construction et de limiter la pollution du milieu naturel par la diffusion d'eaux polluées.</p>

6- Compatibilité avec les documents supra communaux

6.1. Compatibilité avec le SCoT

Les préoccupations visées dans le SCoT d'Epernay et sa Région, sont prises en compte dans le PLU de Baslieux-sous-Châtillon.

Le SCOT étant un document "intégrateur" des documents supérieurs que sont les SDAGE, les SAGE, le SRADDET³¹ et le PGRI, la compatibilité avec le SCoT assure de ce fait la compatibilité du PLU avec l'ensemble de ces documents.

Objectifs du Scot	Prise en compte au PLU de Baslieux
Orientation 1.1 : Une armature agro environnementale qui valorise les ressources patrimoniales et permet de s'adapter au changement climatique	
<i>1.1.1 : Protéger les réservoirs de biodiversité</i>	<p>Le territoire communal n'abrite pas de réservoirs de biodiversité identifiés dans le SCoT.</p> <p>Toutefois, l'armature naturelle du territoire est préservée par un classement en zone Naturelle et par un classement en EBC des principaux espaces boisés.</p>
<i>1.1.2 Renforcer la perméabilité écologique associant espaces naturels, viticoles, forestiers et Agricoles.</i>	<p>Les continuités écologiques sont préservées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une identification en EBC des boisements épars en zone agricole permettant ainsi le maintien d'espaces relais entre les différents réservoirs de biodiversité constitués par le massif boisé sur les hauts de coteaux et par les abords du Belval. - la préservation des abords des cours d'eau sur une largeur de 6 mètres de part et d'autre de leurs berges. - l'absence de zone d'extension urbaine souvent génératrice de ruptures dans les continuités écologiques.

³¹ Ce dernier en cours de réalisation. Son approbation est prévue 2nd semestre 2019.

<p><i>1.1.3 : Protéger les milieux humides et les cours d'eau</i></p>	<p>Les zones humides sont prises en compte par un affichage sur le plan de zonage en éléments à protéger au titre du L151-23 du CU et bénéficient d'un règlement strict qui les préserve.</p> <p>Une étude de détermination de zones humides a été réalisée sur les secteurs non bâtis classés en zone urbaine. Un écoulement alimentant une zone humide implantée en zone A a été identifiée en zone UB. Un secteur UBzh a été créé sur la parcelle concernée afin de préserver l'alimentation de la zone humide.</p> <p>Les abords du Belval sont classés en zone Naturelle et sont inconstructibles sur une largeur de 6 mètres.</p>
<p><i>1.1.4 Protéger la ressource en eau</i></p>	<p>Les objectifs de développement sont cohérents avec les capacités d'adduction en eau potable (captage communal)</p> <p>Les périmètres de protection autour du captage ont été pris en compte dans le zonage et le règlement.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être infiltrées à la parcelle afin de réduire les rejets directs dans le réseau et les possibles concentrations de polluants rejetés directement dans le milieu récepteur (le Belval).</p>
<p>Orientation 1.2 : Un territoire à énergie positive</p>	
<p><i>1.2.1 La gestion énergétique</i></p>	<p>Le projet de développement de la commune de Baslieux répond aux objectifs de réduction énergétique en limitant la consommation d'espace, en évitant l'augmentation des besoins en transports en localisant le développement urbain sur les zones bâties desservies par les réseaux et en affichant des règles sur le bâti permettant de réduire les consommations énergétiques.</p>
<p><i>1.2.2 La production d'énergies renouvelables</i></p>	<p>Le PLU de Baslieux ne va pas à l'encontre du</p>

	<p>développement des énergies renouvelables sur le territoire.</p> <p>Le règlement écrit permet le développement des énergies renouvelables sur le territoire. Seules les éoliennes sont interdites en zone viticole pour préserver le terroir.</p> <p>L'exploitation des boisements est possible en zone naturelle le règlement permettant les constructions ou installations nécessaires à l'exploitation forestière.</p>
<i>1.2.3 L'utilisation des ressources du sous-sol</i>	Cette orientation n'est pas reprise dans le PLU de Baslieux.
Orientation 1.3 : Une culture du risque associée aux enjeux patrimoniaux	
<i>1.3.1 : Mettre en œuvre le PPR et en organiser les conséquences sur les espaces à renforcer</i>	<p>Le PLU intègre l'ensemble des prescriptions imposées par le PPRn Glissement de terrain (zonage et règlement).</p> <p>Ce dernier n'impacte pas les zones bâties.</p>
Orientation 1.4 : La limitation de la consommation de l'espace au service de la préservation de l'espace agricole et viticole et de la politique patrimoniale	
<i>1.4.1 : Privilégier l'enveloppe urbaine</i>	<p>Les zones urbaines du PLU de Baslieux sont identifiées autour des zones actuellement bâties du bourg et du hameau de Heurtebise.</p> <p>Les parcelles libres, incluses dans cette zone, constituent les seules capacités d'accueil sur la commune en matière de logement.</p>
<i>1.4.2 : Limiter la consommation d'espaces en extension</i>	<p>Aucune zone d'extension (zone à urbaniser AU) n'est identifiée sur la commune.</p> <p>Les capacités d'accueil sont regroupées dans les zones UB (la zone UA ne présentant pas de terrains libres ou densifiables).</p> <p>Toutefois, l'ensemble des terrains libres et desservis par les réseaux présents en UB engendre une consommation d'espaces au titre de l'occupation agricole de certains terrains. Cette consommation s'élève à 7 360 m²</p>

	<p>d'espaces agricoles recensés au registre parcellaire graphique de 2017.</p> <p>Sur ces parcelles comptabilisées en extension, la densité brute de 14 logements à l'hectare n'est pas appliquée conformément au paragraphe inscrit en p.28 du DOO qui précise que « Ces densités n'ont pas vocation à être traduites littéralement dans les règlements pour les dents creuses ou îlots ne nécessitant aucun aménagement viaire, notamment dans les petites communes. »</p>
1.4.3 : Utiliser les STECAL et les changements de destination au service de la stratégie	<p>Un STECAL est créé au hameau de Heurtebise pour prendre en compte le projet de construction d'une habitation (CU opérationnel positif et en cours de validité).</p> <p>Ce projet permet le retour d'un exploitant sur la commune. Le classement en zone agricole permet également d'envisager la construction de bâtiments d'activité si besoins dans l'avenir.</p>
Orientation 1.5 : Une qualité paysagère reconnue source d'attractivité pour le territoire	
1.5.1 : Inscrire le patrimoine mondial dans l'aménagement du territoire	<p>La préservation des paysages est une prise en compte dans le PLU de Baslieux par les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protection du vignoble par un classement en zone inconstructible (Av). - identification des éléments du patrimoine bâti (éléments protégés au titre L151-19). - préservation des espaces boisés. - Promotion des itinéraires de randonnée existants sur la commune.
1.5.2 : reconnaître et maintenir la qualité paysagère de l'ensemble du territoire	
1.5.3 : Renforcer l'accessibilité aux paysages et valoriser le rapport à la nature	
1.5.4 : Concilier qualité et densité pour le développement résidentiel	<p>Les dispositions du règlement sur les zones UA et UB permettent la densification des zones urbaines. Les règles d'implantation permettent les constructions à l'alignement et en limites séparatives et l'emprise au sol n'est pas réglementée en UA et limitée à 50% en UB pour permettre la densification de la zone urbaine.</p>

Orientation 2.2 : Des espaces de qualité au service de la stratégie économique	
<i>Objectif 2.2.2 Favoriser les activités dans le tissu urbain (tertiaire en lien avec les nouveaux modes de travail, artisanat)</i>	Les activités économiques sont autorisées en zones UA et UB (à l'exception des ICPE soumises à autorisation et les activités industrielles ou d'entrepôt) afin de préserver une mixité dans le bourg et permettre l'implantation de nouvelles activités.
<i>2.2.5 Faciliter le bon fonctionnement des exploitations viticoles, agricoles...</i>	<p>Les besoins liés à l'activité agricole et viticole ont été pris en compte dans le projet de PLU.</p> <p>La localisation des zones agricoles et des secteurs a été déterminée en prenant en compte les potentiels besoins de développement des exploitations, ainsi que les contraintes liées aux passages des engins en zone urbaine.</p> <p>Le règlement n'entrave pas les possibilités de développement des exploitations existantes sur la commune et permet leur diversification dans une certaine mesure.</p>
<i>Objectif 2.2.6 : Soutenir le développement et la diversification des activités primaires (sylviculture, agriculture, viticulture...)</i>	La diversification des activités agricoles est autorisée dans le projet de règlement du PLU (règlement de la zone A).
Orientation 2.3 : Une armature touristique structurée et lisible	
<i>2.3.1 : Valoriser l'armature touristique et organiser les parcours</i>	La commune souhaite promouvoir les parcours existants sur la commune en lien avec les structures locales compétentes (CCPC et PNRMR).
Orientation 2.4 : Organiser un développement résidentiel favorisant sociabilité et mixité générationnelle et sociale	
<i>2.4.1 : Développer une offre de logement pour renforcer les pôles et soutenir des bourgs et villages vivants et actifs</i>	Le PLU de Baslieux ne comporte pas de zones AU ni de secteurs soumis à OAP permettant d'imposer une mixité

<i>Objectif 2.4.2 : Organiser la mixité sociale et générationnelle</i>	fonctionnelle ou sociale dans les zones bâties. Toutefois, le règlement permet de réaliser des opérations nouvelles ou des réhabilitations de bâtiments existants offrant une diversité dans l'offre en termes de logements sur la commune.
Orientation 3.1 : Une politique des transports et des déplacements articulée avec le maillage des pôles pour une meilleure accessibilité aux services et équipements	
<i>Objectif 3.1.3 : Développer les mobilités à l'échelle des espaces de vie en lien avec les équipements et services de proximité et encourager les modes doux</i>	<p>Le projet de PLU de Baslieux n'implique pas directement une augmentation des flux de circulations sur la commune. La commune n'étant pas desservie par les transports en commun (sauf scolaires), son échelle d'action sur la mobilité est fortement réduite.</p> <p>Le projet met en avant la présence de nombreux chemins pour renforcer le recours aux modes doux.</p>
Orientation 3.2 : Un territoire qui s'adapte à la révolution numérique	
<i>Objectif 3.2.2 : Anticiper sur les besoins en infrastructures</i>	Le règlement impose aux nouvelles constructions de prévoir les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre

6.2. Compatibilité avec le SDAGE 2010-2015

Suite à l'annulation par le TA du SDAGE 2016-2021 du Bassin Seine-Normandie, les documents d'urbanisme doivent démontrer leur compatibilité au regard des orientations inscrites dans le SDAGE 2010-2015.

Le PLU de Baslieux prend en compte les orientations du SDAGE de la manière suivante :

- En protégeant de l'urbanisation les zones humides identifiées au titre de la loi sur l'Eau, et les zones identifiées dans le cadre de l'élaboration du PLU. Cette protection se traduit par une identification au titre de l'Article L153-23 du code de l'urbanisme et par une réglementation adaptée aux objectifs de protection.
- En instaurant une bande d'inconstructibilité de 6 mètres de part et d'autre des berges des rus et des cours d'eau.

- En maintenant les boisements présents sur l'ensemble du territoire par un classement en zone naturelle et en EBC.
- En protégeant les continuités écologiques par une densification des zones actuellement bâties.
- En limitant la consommation d'espaces par l'absence de zone d'extension sur la commune (suppression des zones d'extension inscrites au POS caduc).
- En veillant à l'adéquation entre l'accueil de population et les capacités des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif.
- En encourageant l'utilisation de dispositifs de récupération des eaux de pluie dans les futures constructions.

4^{EME} PARTIE

ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT



Il convient de rappeler que le PLU est un document cadre qui détermine l'autorisation ou l'interdiction de certaines opérations d'urbanisme sur le territoire de la commune (urbanisme de planification) mais ne met pas en œuvre ces opérations (urbanisme opérationnel). Il est le reflet du projet des élus pour la commune et ouvre ou ferme des possibilités mais **ne préjuge pas de l'utilisation effective des droits à construire par les propriétaires.**

En tant que document de planification, le PLU a des impacts en termes d'aménagements futurs ; **il est sans effet sur ceux déjà réalisés**, sauf en cas de travaux affectant ceux-ci et soumis à une déclaration/autorisation d'urbanisme. Il est en outre révisable à tout moment : la durée dans le temps de ses impacts est donc difficilement prévisible : l'urbanisation est un phénomène difficilement réversible (ce que le PLU, par ailleurs, n'empêche pas) mais les terrains rendus urbanisables par le PLU ne le seront pas forcément pour toujours (absence de droit acquis). Le caractère urbanisable d'un terrain pourra être remis en cause à l'occasion d'une révision du document.

1- Impacts socio-économiques

1.1 Développement économique et activités

L'impact du Plan Local d'Urbanisme sur le développement économique de la commune de Baslieux est principalement lié :

- A la pérennisation des activités économiques existantes et à la possibilité d'accueillir de nouvelles activités sur les terrains disponibles au sein des zones urbaines à condition qu'elles soient compatibles avec l'habitat.
- A l'augmentation de population rendue possible sur la commune de Baslieux. Cette augmentation de population peut se traduire par une clientèle supplémentaire pour le commerce et les services implantés sur la commune et sera également source de rentrées fiscales, permettant ainsi le renforcement de l'attractivité de la commune.

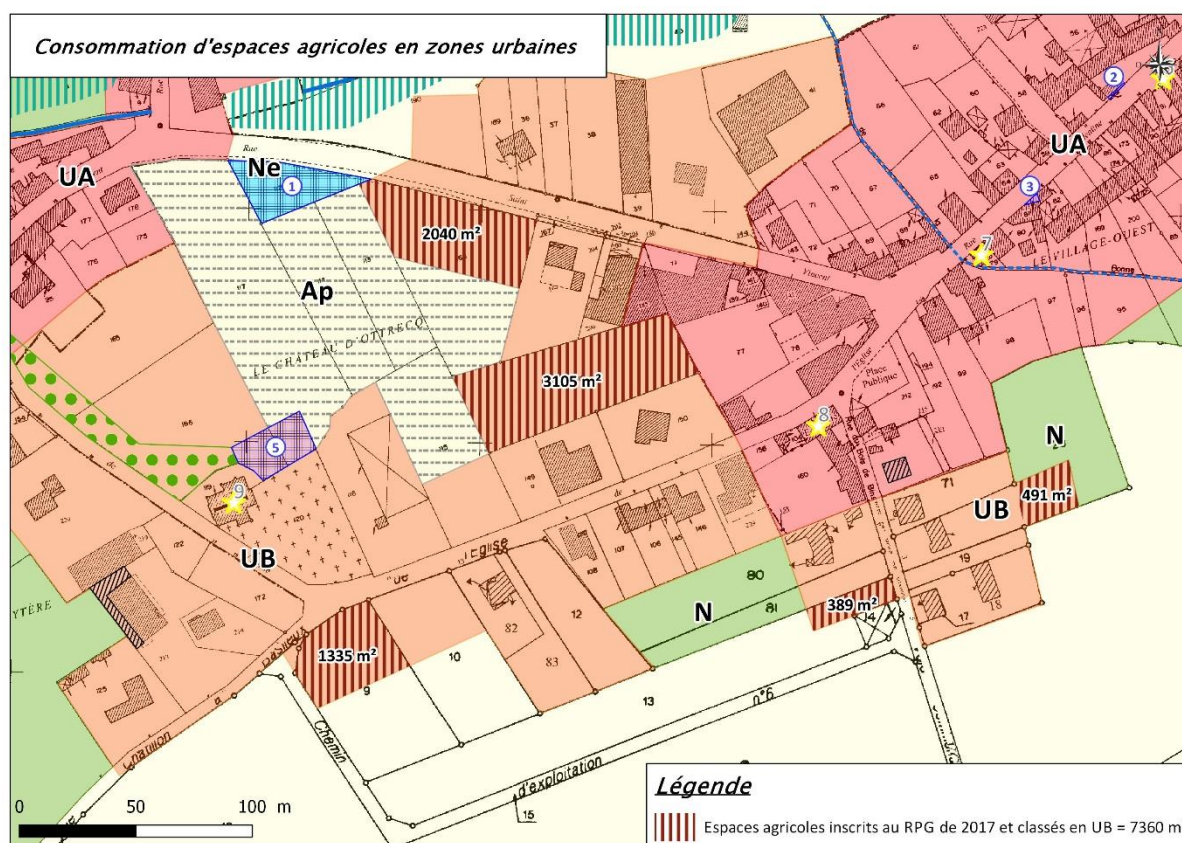
1.2 - Impact sur l'agriculture

L'impact sur l'agriculture d'un document d'urbanisme, en l'occurrence le PLU, doit être examiné en terme de consommation de l'espace agricole et de prise en compte des activités agricoles existantes :

a) Consommation d'Espaces Agricoles

En termes de consommation de l'espace agricole, les impacts sont liés principalement à la modification de l'occupation des sols par la mutation de terres agricoles en zone d'urbanisation ayant vocation à accueillir des constructions à usage d'habitat et d'activités.

La zone UB inclue des terres agricoles et plus particulièrement entre la rue Saint-Vincent et la rue de l'Eglise. Ces terrains sont implantés au sein de l'enveloppe bâtie et bénéficient de la desserte par l'ensemble des réseaux (eau, assainissement, électricité, voirie).



La zone urbaine englobe **7 360 m² de parcelles déclarées agricoles**. Ces parcelles représentent 0,12 % du territoire communal et 0,22 % de l'ensemble des terres agricoles recensées au RPG (en dehors des secteurs AOC).

L'identification de ces parcelles en zone urbaine se justifie par la présence des réseaux (eau, assainissement, électricité, voirie), par leur localisation entre deux constructions ou en face de constructions existantes et par la présence de projet de construction à court terme (CU opérationnel valide).

Toutefois, il est important de souligner qu'il s'agit d'un impact potentiel : le classement d'un terrain en zone urbaine ne signifie pas qu'il sera effectivement urbanisé.

Aucune parcelle classée en zone AOC Champagne, n'est comprise dans la zone urbaine.

b) Prise en compte des activités agricoles existantes.

Les exploitations agricoles en activité ont été préalablement identifiées sur le territoire. Leur pérennité et leurs besoins d'extension sont assurés au sein et hors des zones urbaines par l'adoption d'une réglementation spécifique à savoir un classement en zone agricole qui permet :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole (et sa diversification

si besoin)

- Les installations classées liées aux activités agricoles et viticoles (ICPE).
- Les constructions ou installations à caractère de service public ou d'intérêt collectif.

A noter que les constructions nouvelles sont uniquement autorisées au sein de la zone A, Ae et Ah, les secteurs Ap et Av étant inconstructibles (à l'exception des loges de vignes).

Le règlement des zones UA et UB permet l'implantation de nouveaux bâtiments agricoles et le développement des exploitations existantes dans la mesure où ces derniers ne relèvent pas du régime des ICPE soumis à autorisation.

Les bâtiments d'élevage sont identifiés au plan de zonage afin d'y appliquer les périmètres de réciprocité. D'un rayon de 100 mètres, le périmètre applicable autour de l'exploitation implantée au nord du bourg impacte partiellement un terrain libre non bâtis inscrits en UB. Les élus ont souhaité maintenir ce terrain en zone urbaine afin de laisser la possibilité d'y construire une habitation ou un bâtiment d'activité dans le cas où le pétitionnaire obtient une autorisation préalable.

c) Circulations agricoles

L'accès aux parcelles agricoles et viticoles est préservé. Le projet de développement inscrit dans le PLU ne remet pas en cause les conditions d'exploitations des terres agricoles. L'absence de zone d'extension urbaine évite tout risque de modification des conditions de circulations actuelles.

d) Impact du classement en zone A

Le classement en zone A constructible de la grande partie des terres cultivées implantées sur la commune, permet de prendre en compte les besoins liés à l'activité sur le territoire.

Si les possibilités de construire sont limitées aux stricts besoins de l'activité, elles entraînent toutefois une augmentation possible de l'imperméabilisation des sols sur la commune. Cette consommation d'espaces, même si elle n'est pas chiffrable, doit être prise en compte dans l'analyse des impacts potentiels du PLU sur les zones agricoles. L'imperméabilisation engendrée sera limitée par la mise en œuvre de mesures compensatoires permettant la gestion des eaux pluviales sur la parcelle afin d'éviter tout renforcement des ruissellements sur les parties aval.

Les vignes font l'objet d'un classement en zone agricole indicée (Av) de protection stricte afin de pérenniser la zone de production et d'éviter toute construction sur les coteaux viticoles.

Les terres agricoles implantées dans le bourg sont classées en zone inconstructible (Ap) afin de prendre en compte le potentiel de développement urbain que représentent ces terrains sur le long terme.

e) Impact du classement en zone N

Quelques terres agricoles ont été classées en zone Naturelle pour prendre en compte la continuité des espaces naturels, en particulier le long du Belval, et la préservation des paysages. Ce classement ne remet pas en cause la mise en culture des terres, mais limite la constructibilité sur ces espaces.

2 - Impact sur le paysage

L'impact d'un document d'urbanisme sur le paysage naturel et urbain d'un territoire doit être examiné en termes de consommation de l'espace, de prise en compte, des espaces naturels et d'intégration des constructions nouvelles dans le paysage naturel.

2.1. Le paysage naturel

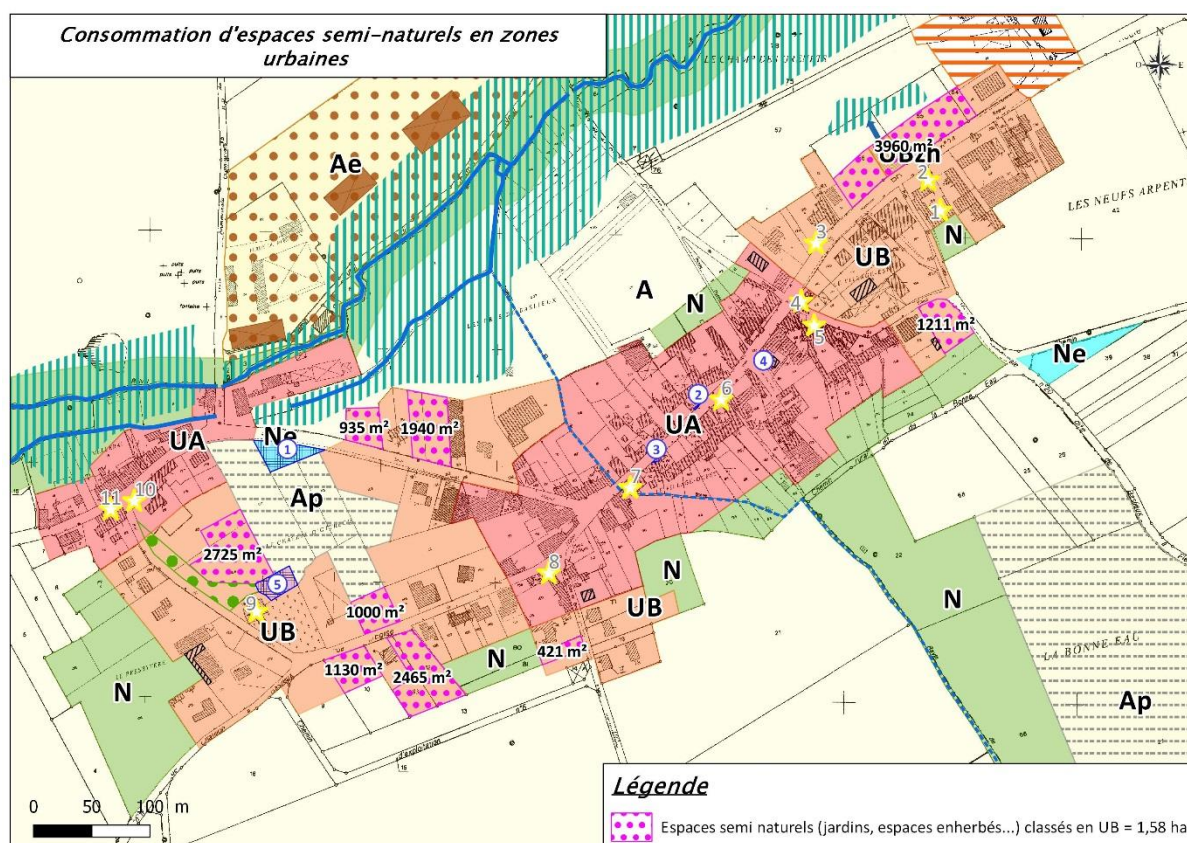
Le PLU comporte des mesures destinées à protéger les composantes du paysage les plus intéressantes :

- La protection des espaces naturels boisés par un classement en zone naturelle où la constructibilité y est très limitée et par le classement en EBC où tout défrichement est interdit.
- La protection des paysages viticoles par un classement en secteur Av inconstructible.
- Une réglementation visant à intégrer au mieux les constructions nouvelles dans le cadre paysager. A ce titre, l'ensemble des articles du PLU permettant de satisfaire cet objectif a été réglementé à savoir : règles de hauteur, réglementation des aspects extérieurs des constructions nouvelles, etc.... ;
- L'identification des éléments remarquables du patrimoine et la mise en place d'une réglementation spécifique.
- La protection des abords de rus et des cours d'eau.
- ...

Consommation des espaces naturels

- Aucune mutation d'espace naturel sensible recensé en terrain à bâtir n'est à constater.
- L'ensemble des capacités d'accueil recensées en zone urbaine, s'étend sur des jardins ou des espaces enherbés délaissés que l'on peut définir comme des espaces « semi-naturels ».

Dans l'hypothèse d'une urbanisation de l'ensemble des dents creuses identifiées au PLU, cela engendrerait la consommation de 1,58 ha d'espaces semi-naturels.



2.2. Le paysage urbain

Les éléments du patrimoine bâti sont identifiés au PLU et protégés au titre du L151-19 du code de l'urbanisme.

L'impact du PLU sur le paysage urbain s'entend également en terme d'intégration des constructions nouvelles au sein des zones bâties. Pour chacune des zones définies dans le PLU, un règlement a été établi pour assurer une intégration harmonieuse des constructions nouvelles notamment par l'application :

- de règles d'implantation par rapport aux emprises publiques et aux limites séparatives,
- de règles de hauteur,
- de règles régissant les aspects extérieurs (volume, type de matériaux de constructions, etc.).

3 - Impact sur le milieu physique

3.1. Incidences sur les ressources minérales sous-terraines

Les dispositions du PLU ne favorisent pas le développement de l'exploitation des ressources minérales du sous-sol. Le règlement de la zone agricole et naturelle interdit l'exploitation de tout type de carrière.

Ces limitations sont en désaccord avec le Schéma Départemental des Carrières qui préconise de préserver les ressources exploitables pour répondre aux besoins de liés à la construction tout en reconnaissant la nécessité de protéger les milieux fragiles. Toutefois, le territoire communal n'abrite pas de gisements essentiels pour la fabrication de matériaux de construction, la contrainte est donc très limitée sur le territoire.

Cet impact négatif sur les activités extractives est direct mais temporaire puisque susceptible d'être remis en cause en même temps que le PLU. Il est justifié par la nécessité de protéger les paysages et les milieux naturels fragiles du territoire.

3.2. Incidences sur les eaux souterraines

Le développement de l'urbanisation au sein de la zone urbaine du PLU entrainera une augmentation de l'imperméabilisation et donc une modification de l'alimentation de la nappe. Cependant, les capacités d'accueil sont localisées au sein de l'enveloppe urbaine et aucune zone d'extension n'est identifiée ce qui limite fortement le niveau d'imperméabilisation des sols sur la commune.

L'augmentation de la population rendue possible par le PLU entrainera une augmentation du volume d'eau prélevé à des fins d'alimentation en eau potable. Cependant, cette augmentation restera modeste (d'autant plus que les constructions modernes sont généralement dotées de dispositifs récents plus économes en eau) et très faible devant les capacités globales de la ressource.

- *Le PLU permet un apport d'environ 29 nouveaux habitants. En comptant une consommation moyenne de 148 l/jour/habitant (source : Observatoire SISPCA) cela engendre un besoin de 1566 m³ supplémentaires par an sur la commune.*

Le captage de Baslieux, qui alimente l'ensemble de la commune, présente une capacité de production de 41 m³/jour soit 15 000 m³/an. Les capacités sont de ce fait supérieures aux besoins (estimés au total à 11 722 m³/an). L'impact en la matière sera donc assez faible.

La qualité des eaux sera assurée, pour les nouvelles constructions, par l'obligation de se raccorder au réseau d'assainissement collectif, ce qui limitera fortement les risques de pollution de la nappe en aval.

Le captage AEP, implanté sur la commune de Baslieux, faisant l'objet d'une DUP, la ressource est préservée par l'application des périmètres de protection. Ces derniers sont majoritairement classés en zone naturelle, ce qui limite fortement les risques d'atteinte à la qualité de la ressource.

Ces effets seront à la fois directs et indirects (les niveaux réels d'imperméabilisation et de consommation d'eau dépendront essentiellement de l'attitude des nouveaux arrivants, laquelle n'est pas du ressort du PLU). Ils peuvent être regardés comme permanents à sub-permanents (reliés à la durée de vie du PLU, inconnue *a priori*).

3.3. Incidences sur les eaux de surface

❖ Aspects quantitatifs

L'urbanisation théorique des parcelles libres présentes dans les zones UB induit une augmentation des surfaces imperméabilisées qui génère un phénomène de concentration des eaux issues des précipitations, particulièrement en cas d'épisodes intenses (orages). Il en résulterait alors des variations rapides du débit des cours d'eau et donc une érosion des berges et une perturbation de la granulométrie du fond.

Plusieurs types de mesures prises dans le PLU contribuent à réduire ces phénomènes :

- ↳ La préservation des bords des rus et des cours d'eau (inconstructibilité de 6 mètres de part et d'autre des berges),
- ↳ Le classement en zone naturelle des abords du Belval.
- ↳ L'obligation de gérer les eaux pluviales sur les parcelles afin de réduire les rejets directs dans le réseau (sauf en cas d'impossibilité technique justifiée).

❖ Aspects qualitatifs

Les zones humides identifiées le long du Belval et sur le plateau, ainsi que les abords non-constructibles du cours d'eau assureront un rôle de rétention des particules et même d'autoépuration à travers la végétation.

La préservation des espaces boisés par leur classement en zone naturelle et en EBC garantit leur fonctionnalité en matière de stabilité des sols et de gestion des ruissellements.

Ces effets quantitatifs et qualitatifs sont directs mais seulement semi-permanents, les protections édictées par le présent PLU étant susceptibles d'être remises en causes en cas de révision.

3.4 Prise en compte des zones humides

Afin de protéger les zones humides et leur fonction hydraulique, comme le stipule l'Article L 211-1 du Code de l'Environnement, toutes les zones identifiées comme humides de façon certaine ont été protégées de l'urbanisation par un classement en zone Naturelle.

Ces zones sont identifiées sur le plan de zonage au titre de l'Article L151-23 du Code de l'urbanisme qui permet « d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation ».

Au sein de la trame zone humide sont interdits :

- Tous travaux, aménagements, occupations et utilisations du sol susceptibles de compromettre l'existence et la qualité hydraulique et biologique des zones humides,
- Les remblaiements, affouillements et exhaussements
- Les nouveaux drainages,
- Les dépôts de toute nature,
- La création de plans d'eau artificiels,
- La plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone.
- L'imperméabilisation des sols.

3.5. Incidences sur la qualité de l'air

Le développement de l'urbanisation d'une commune entraîne une augmentation de la circulation automobile et du chauffage, lesquels participent à la pollution de l'air (dioxyde de carbone et oxydes d'azotes). Toutefois, les nouvelles possibilités d'accueil sont modérées. On peut également considérer que les constructions nouvelles, respectant de meilleures normes d'isolation et de fonctionnement des appareils de chauffage permettra une croissance de la production de CO₂ proportionnellement inférieure à la croissance de la population.

Par ailleurs, diverses mesures contribuent à limiter le recours à la voiture pour les déplacements :

- ↳ Identification des zones urbaines sur les secteurs actuellement desservis par les réseaux et centrés sur les zones déjà bâties de la commune.
- ↳ Mise en valeur des cheminements implantés sur la commune.

La densification globale de l'habitat et la possibilité de réaliser des constructions à usage d'habitation contiguës conduiront aussi à limiter les déperditions énergétiques (mitoyenneté, petit collectif...).

Ces impacts sont essentiellement indirects et faibles bien qu'à long terme puisqu'ils favorisent des comportements écoresponsables. Cependant, si un document d'urbanisme peut faciliter de tels comportements, il n'est qu'un moyen mineur d'agir sur eux, les aspects comportementaux étant conditionnés par de nombreux autres facteurs.

3.6. Sur le climat

❖ Incidences sur le climat local

En changeant l'occupation des sols, *l'albédo* est modifié, de même que *l'évapotranspiration*, ce qui agit sur la température et l'humidité de l'atmosphère. La surface des terrains constructibles étant faible par rapport à la surface totale de la commune, cet effet sera très limité.

❖ Incidences sur le climat global

Par les pollutions atmosphériques résultantes (Cf. ci-dessus), l'augmentation de population tend à augmenter la production de gaz dits « à effet de serre » qui peuvent modifier le climat mondial. Cet effet est cependant quasi-impossible à quantifier, la population nouvelle n'étant pour une large part qu'un transfert depuis d'autres communes. L'impact réel dépend du différentiel entre les gaz à effet de serre produits dans l'ancien logement et ceux produits dans le nouveau...

4 - Impact sur le milieu naturel

La loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, met l'accent sur la préservation des zones humides, que ce soit dans un but de gestion des eaux (gestion de la ressource en eau, prévention des inondations...) ou pour préserver la biodiversité.

4.1 Prise en compte des zones humides

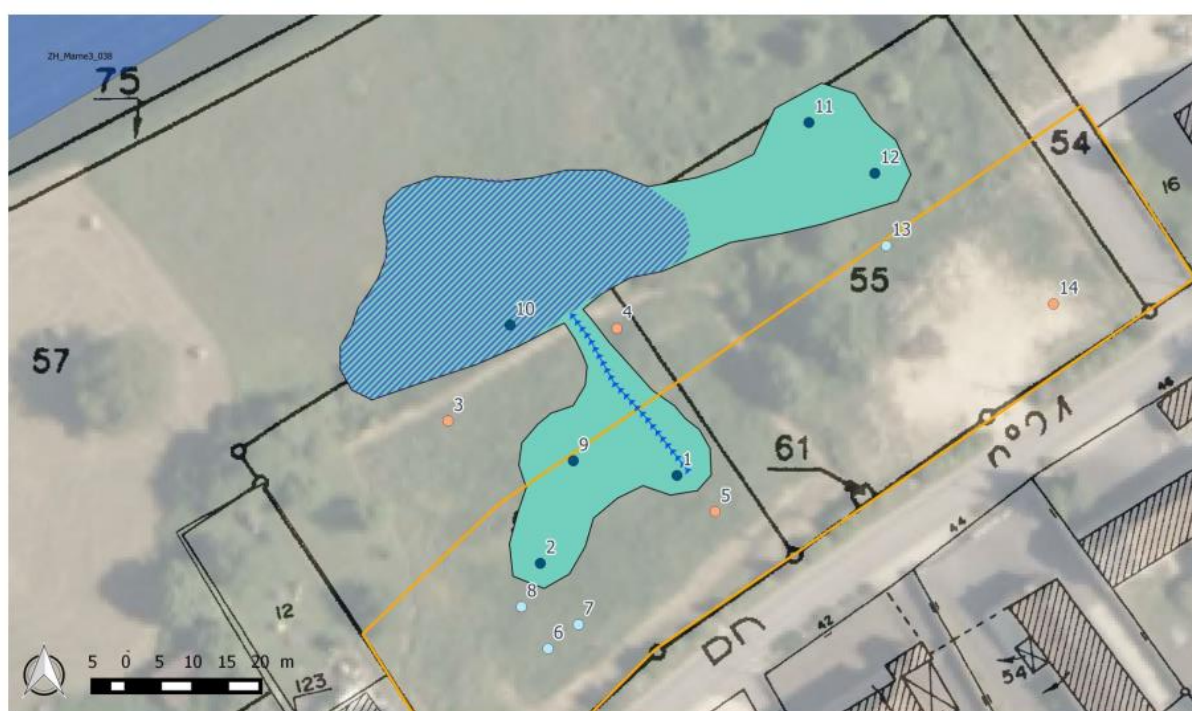
Les zones humides identifiées par l'étude portée par le PNRMR en 2015 ont été prises dans le PLU par une identification sur le plan de zonage au titre de l'Article L151-23 du Code de l'urbanisme qui permet « d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation ».

Au sein de la trame zone humide sont interdits :

- Tous travaux, aménagements, occupations et utilisations du sol susceptibles de compromettre l'existence et la qualité hydraulique et biologique des zones humides,
- Les remblaiements, affouillements et exhaussements
- Les nouveaux drainages,
- Les dépôts de toute nature,
- La création de plans d'eau artificiels,
- La plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone.
- L'imperméabilisation des sols.

Afin de s'assurer de l'absence d'impacts du projet de PLU sur des zones humides potentielles, un pré-diagnostic a été réalisé sur les parcelles libres identifiées en dents creuses et sur le STECAL identifié sur le hameau de Heurtebise. Cette étude a été réalisée par le Parc naturel régional de la Montagne de Reims.

Les conclusions de ce pré-diagnostic indiquent l'absence de zones humides sur les parcelles classées en UB à l'exception d'un secteur identifié le long de la rue Valentine Régnier.



Légende

- Sol non humide
- Sol hydromorphe (traces d'hydromorphie à plus de 25cm de profondeur)
- Sol de zone humide (traces d'hydromorphie dès la surface)
- ++++ Ecoulements
- Zone humide (seul critère pédologique)
- Zone humide réglementaire (critère botanique ET pédologique)

L'étude réalisée sur cette parcelle a permis d'identifier une zone humide selon les critères botaniques et pédologiques cumulés, en aval de la zone UB constructible (hachures bleues) alimentée par une source qui resurgit sur le terrain inscrit en UB. L'analyse pédologique a fait ressortir la présence de sols hydromorphes sur une partie des terrains en UB mais la végétation en place sur le site ne comportait aucune espèce déterminante des zones humides. Les critères pédologiques et botaniques devant être cumulatifs pour identifier une ZH (en dehors des terrains cultivés), cette zone n'est pas identifiée au PLU car elle ne répond pas aux critères réglementaires.

Toutefois, l'écoulement qui permet l'alimentation de la ZH en aval, est identifié au PLU et préservé dans le règlement par un classement en secteur UBzh, qui soumet tout projet de construction au maintien de cet écoulement sur la parcelle.

On notera toutefois que le PLU n'a d'effet que dans le domaine de l'urbanisme et qu'il n'a pas de prise sur certaines activités humaines (pratiques agricoles, plantation ou semis d'espèces inadaptées, cueillette, dérangement, etc.) susceptibles de porter atteinte à ces écosystèmes.

4.2 Impact sur les sites Natura 2000

a) Le réseau Natura 2000

La commune de Baslieux-sous-Châtillon n'accueille aucun site Natura 2000. Le site le plus proche se situe à plus de 3 km des limites communales. Il s'agit du SIC « Pâtis de Damery » (FR2100271).

b) Les incidences du PLU sur Natura 2000

❖ Impacts directs du PLU sur la zone Natura 2000

Le Plan Local d'Urbanisme ne s'appliquant que sur le territoire communal de Baslieux, il n'engendre aucun impact direct sur les habitats et les espèces qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 : ces milieux ne subiront aucune destruction, ni détérioration par l'application du document d'urbanisme.

❖ Impacts indirects du PLU sur la zone Natura 2000

Les zones urbaines de Baslieux sont séparées du site Natura 2000 par le massif boisé et les espaces agricoles qui occupent le plateau.

→ Impacts hydrauliques

Les possibilités de constructions offertes par le PLU et l'augmentation de population et/ou des activités en résultant seront à l'origine d'une production accrue d'eaux usées, source de pollution potentielle susceptible d'affecter les habitats et les espèces protégés par la zone Natura 2000.

Toutefois, les nouvelles constructions seront implantées sur le bourg qui s'intègre dans le bassin versant du Belval ce qui n'est pas le cas du site Natura 2000, situé plus en amont dans le bassin de la Marne. .

Le PLU ne sera donc à l'origine d'aucun rejet d'eaux polluées susceptibles de porter atteinte aux milieux ou aux espèces protégés dans le site Natura 2000.

→ Impacts liés à la production de déchets

Les constructions nouvelles permises par le PLU seront rattachées au circuit de collecte existant de ramassage des ordures ménagères en vue de leur recyclage ou de leur élimination.

L'augmentation de population permise par le PLU n'engendrera donc pas de pollution physico-chimique susceptible de porter atteinte aux milieux ou aux espèces protégés par les zones Natura 2000.

→ Impacts liés à la qualité de l'air

Les dispositions du règlement du PLU prévoient l'interdiction, au sein des zones urbaines, des activités susceptibles de générer des nuisances (bruits, trépidations, odeurs, poussières, fumée, gaz, vapeur) ou des pollutions accidentelles ou chroniques de l'eau ou de l'air.

Les impacts indirects du PLU sur une dégradation de la qualité de l'air au niveau du site des Pâtis de Damery sont de ce fait fortement improbables.

→ Impacts liés à la lumière

En raison du massif boisé et de la distance qui sépare le site de la commune, les espèces protégées ne seront pas perturbées par une évolution de l'ambiance lumineuse consécutive à l'adoption du PLU. Par ailleurs, aucune extension de l'urbanisation n'étant prévue sur le bourg, il n'y aura pas d'augmentation des nuisances liées à la lumière.

→ Impacts liés au dérangement

Au regard de la distance et des espaces boisés qui séparent les zones bâties de Baslieux au site Natura 2000, le projet de développement prévu sur la commune sera sans impact sur les habitats du site des Pâtis de Damery.

En considérant l'ensemble de ces éléments, le PLU de Baslieux-sous-Châtillon n'aura aucun impact direct ou indirect sur le site Natura 2000 des Pâtis de Damery. Il ne détruira aucun habitat d'intérêt communautaire et il n'affectera pas les espèces patrimoniales qui ont justifié la désignation du site.

Par ailleurs, suite à la demande au cas par cas transmise à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) le projet de PLU n'a pas été soumis à une procédure d'évaluation environnementale.

5- Impact sur la santé publique, l'eau et les déchets

5.1. La santé humaine

N'agissant que sur le droit de l'urbanisme, le PLU n'aura aucune incidence directe sur la santé humaine. En revanche certaines dispositions peuvent avoir des effets indirects dans ce domaine :

- ✚ L'augmentation de population peut entraîner une augmentation des particules nocives émises par les différents moyens de chauffage et de transport (véhicules particuliers,...). Toutefois, cette augmentation sera modérée et l'ordre de grandeur des effets sera faible devant certains paramètres extérieurs (évolution de la technologie en matière de transports, développement du parc automobile électrique, évolution du coût des constructions et surtout des rénovations permettant des économies d'énergie, ... ;
- ✚ L'accueil d'activités pourra être à l'origine d'une augmentation du risque sanitaire fonction de l'activité elle-même (produits employés, processus de mise en œuvre...), et de son respect des normes. On notera à cet égard qu'au sein des zones UA et UB, les ICPE soumises à autorisation sont interdites ainsi que activités industrielles, ce qui évite le rapprochement des risques sanitaires vers la population.

5.2. Le bruit

L'augmentation de population permise par le PLU entrainera une augmentation de la circulation routière et donc du bruit associé. Néanmoins, cette augmentation sera assez faible au regard des capacités d'accueil existantes.

Des capacités d'accueil sont identifiées le long de la RD24. Toutefois, la route étant située dans la zone agglomérée de Baslieux, la limitation de vitesse permet de réduire les nuisances.

5.3. La gestion des déchets

Sur la base de la production actuelle de déchets, l'augmentation de population permise par le PLU (environ 29 habitants supplémentaires) aboutira à une augmentation de la production de déchets ménagers de l'ordre de 15 tonnes par an³²

Ces déchets supplémentaires seront intégrés aux circuits de collecte et de traitement existants. Ils bénéficieront de l'amélioration constante des techniques de recyclage. On notera que cette

³² En prenant comme référence la production moyenne de déchets par habitant en France en 2017 qui s'élève à 513 kg/an.

augmentation, même si elle induit une augmentation des frais de collecte, de tri et d'élimination des non-valorisables (augmentation par ailleurs couverte par l'augmentation simultanée du nombre de contributeurs à la taxe d'élimination des ordures ménagères), permettra de mieux valoriser les matériaux recyclables produits en petites quantités par économie d'échelle.

Le PLU n'aura donc pas d'effet négatif marqué en matière de déchets, le seul notable étant une augmentation de la quantité de déchets ultimes qui restera cependant faible du fait de l'amélioration des filières de recyclage et retraitement.

5.4. L'Alimentation en Eau Potable

Comme indiqué précédemment, l'augmentation de population que permettra le Plan Local d'Urbanisme peut être prise en charge par les capacités du captage existant.

Le captage de Baslieux fait l'objet de périmètres de protection. Ces périmètres sont classés en zone Naturelle ou en secteur agricole inconstructible (Ap et Av) et aucune construction ou aménagement susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines n'y est autorisé.

Ainsi, le PLU de Baslieux protège non seulement la ressource en Eau Potable de son propre territoire mais également de ceux situés en aval.

5.5. L'assainissement

L'augmentation de population et l'accueil possible d'activités au sein des zones urbaines que permet le PLU entraîneront une augmentation de la quantité d'eaux usées à traiter. Les eaux usées sont collectées et dirigées vers la STEP où elles sont traitées avant rejet (raccordement obligatoire).

La STEP de Baslieux, d'une capacité maximale de traitement de 550 EH est suffisamment dimensionnée pour l'accueil de la population envisagée au PLU.

Les deux secteurs non desservis par le réseau collectif, sont soumis au règlement du SPANC et doivent mettre en œuvre un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur.

Pour les eaux pluviales, les possibilités de constructions offertes par le PLU entraîneront une augmentation des surfaces imperméabilisées. Cependant, le PLU impose la gestion de ces eaux à la parcelle ou en cas d'impossibilité technique (notamment en raison de la structure du sol), le rejet dans le réseau collectif.

6 - Autres impacts

6.1. Les zones à risque du territoire communal

La commune de Baslieux-sous-Châtillon est concernée par le PPR - Glissement de terrain de la côte d'Ile-de-France, secteur vallée de la Marne. Le PLU prend en compte ces risques en évitant tout développement urbain dans des secteurs identifiés au PPR.

Le zonage et le règlement du PPRn sont reportés en annexe du PLU pour informer la population des risques identifiés.

6.2. Le trafic et la sécurité routière

L'accueil de nouvelles constructions va générer un trafic routier tendanciuellement plus important au sein de la commune. C'est la raison pour laquelle plusieurs dispositions ont été prises dans le cadre du PLU afin de limiter l'impact sur le trafic et la sécurité routière :

- Les possibilités de développement de l'habitat sont situées au sein des zones bâties déjà desservies par les réseaux et notamment la voirie ;
- Un nombre de places de stationnement minimum à réaliser est imposé pour les constructions nouvelles afin d'éviter le stationnement sur le domaine public.
-

6.3. Patrimoine archéologique

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique conformément à la loi du 3 juin 2004 (n° 2004-490).

La carte de recensement des contraintes archéologiques définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisations de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations d'aménagement de type ZAC, opérations de lotissement, travaux soumis à étude d'impact et travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques, font l'objet d'une saisie systématique selon les termes du décret 2002-89 (Article 1).

L'Article R.111-4 du code de l'urbanisme disposant que : « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise

en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » est d'ordre public et d'application générale sur l'ensemble du territoire, y compris par conséquent dans les communes dotées d'un PLU approuvé.

Conclusion générale

Au regard de l'ensemble des éléments présentés ci-dessus, l'élaboration du PLU de la commune de Baslieux n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

5ème Partie :

INDICATEURS PROPOSES POUR L'EVALUATION DU PLU



L'Article L.153-27 prévoit qu'au plus tard 9 ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (ou après la dernière délibération portant révision de ce plan), un débat doit être organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'Article L.101-2 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'Article R. 151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLU doit présenter des indicateurs pour évaluer les résultats du plan, en vue de ce débat. Cette partie présente une grille d'indicateurs permettant de faciliter la mise en place du suivi.

<u>Thèmes</u>	<u>Indicateurs de suivi proposés :</u>	<u>Objectifs du PLU</u> (Horizon 2030)
<u>POPULATION</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la population - Evolution de la taille des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance annuelle moyenne entre 0,8 et 0,9%, soit une population totale de 212 à 217 habitants. - 2,49 personnes par ménage.
<u>PERMIS DE CONSTRUIRE</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de demandes de permis de construire déposés - Nombre de demandes de permis de construire accordés - Nombre de demandes de déclarations d'ouverture de chantier déposées - Nombre de demandes de déclarations de fin de chantier déposées 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de création de 13 logements sur la commune.
<u>FONCIER</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de logements / surface (m²) - Nombre d'activités / surface (m²) - Bilan de la consommation des espaces (naturels, agricoles). - Mutation des bâtiments agricoles en logements - Evolution annuelle des surfaces urbanisées à vocation d'habitat et d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de densité moyenne de 12 logements à l'hectare. - Consommation d'espaces agricoles limitée à 7360 m².

<u>HABITAT</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de logements vacants - Réhabilitation / Changement d'occupation des bâtiments. - Type de logements réalisés : Accession / Locatif – Public / Privé... - Formes des logements réalisés : Individuel / individuel groupé / collectif... - Part des logements individuels dans la construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de résorption d'1 logement vacant (20% de la vacance actuelle). - Aucun objectif n'est défini dans la mixité des logements (pas d'OAP sur les zones urbaines).
<u>EQUIPEMENTS</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des équipements réalisés : voirie, réseau, défense incendie. - Liste des équipements à réaliser : voirie, réseau, défense incendie. - Délai de réalisation des équipements prévus. - Acquisition / Réalisation des emplacements réservés prévu. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une aire d'information sur l'ER n°1 - Aménagement d'un préau sur le secteur Ne (est du bourg) - Création de 3 arrêts de bus. - Acquérir le terrain pour l'extension du cimetière.
<u>ENVIRONNEMENT</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des eaux souterraines et de surface prélevées - Bilan des émissions de polluants atmosphériques - Évolution de l'occupation des sols - Évolution de la surface boisée - Évolution des surfaces agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation des EBC (maintien de la surface de 118,9ha). - Préservation des espaces agricoles (338 ha au RPG de 2017).

Périodicité : comptage annuel

6^{ème} PARTIE

ANNEXES :



Annexe 1 : Pré-diagnostic de détermination de zones humides sur les capacités d'accueil



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides » Commune de Baslieux-sous-Châtillon *Parcelle AH 69 – La Bonne Eau* Compte-rendu du 17/12/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
AH 69	REGNIER Marie-José

La parcelle étudiée se situe entre la rue du Tilleul et le chemin rural de la Bonne Eau. Elle n'est concernée par aucune zone à dominante humide diagnostiquée ou modélisée. Le sondage pédologique réalisé sur le terrain est pointé sur la carte.



• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif.

La parcelle AH 69 est un jardin entretenu en pelouse. On retrouve un tapis herbacé avec des espèces communes telles que *Poa trivialis*, *Trifolium pratense*... Aucune espèce végétale de zone humide n'a été observée permettant de conclure à l'absence de zone humide selon le critère flore.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

2) Observation du sol

Un sondage pédologique été réalisé afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides. Aucun signe d'hydromorphie n'a été décelé dans le profil de sol à moins de 50 cm de profondeur.



L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur ce périmètre.

• Conclusion

Les analyses floristiques et pédologiques indiquent une absence de zones humides sur le périmètre étudié.



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Parcelles « Au-dessus de l'Eglise »
Compte-rendu du 16/11/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
ZI 12	MATHIEU Gilles, DABEK Aline, GOSZTYLA Wanda
ZI 83	VIZENEUX-REGNIER Thérèse
ZI 9	DARANTIER Michel
ZI 10	PASCAL Claude et POUDRAS Geneviève
AI 115	-



Les parcelles étudiées se situent en haut du village dans la rue de l'Eglise. Elles ne sont concernées par aucune zone à dominante humide diagnostiquée ou modélisée. Les sondages pédologiques réalisés sur le terrain sont pointés sur la carte.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif.

Les parcelles ZI 9 et ZI 10 sont des champs cultivés. Les principales espèces rencontrées sont des adventices des cultures (*Senecio sp.*, *Cirsium arvense*, *Cerastium fontanum*, *Poa annua*...). Les autres parcelles (ZI 12, ZI 83, AI 115) sont des jardins/espaces verts de pente, entretenus en pelouse. Les principales espèces contactées sont les suivantes : *Festuca arundinacea*, *Potentilla reptans*, *Lolium perenne*, *Trifolium repens*, *Achillea millefolium*, *Daucus carota*, *Cirsium arvense*, *Cirsium vulgare*... Aucune espèce végétale de zone humide n'a été observée permettant de conclure à l'absence de zone humide selon le critère flore.

ZI 10



AI 115



ZI 12



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

2) Observation du sol

Trois sondages pédologiques ont été réalisés afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides.

Aucun signe d'hydromorphie n'a été décelé dans les 3 profils de sol.



L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur ce périmètre.

• Conclusion

Le croisement des données pédologiques et floristiques ne permet pas de conclure à la présence d'une zone humide sur ce secteur.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Rue Heurtebise – Parcelle ZH 47
Compte-rendu du 16/11/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
ZH 47	PASCAL Yves

La parcelle étudiée se situe dans le lieu-dit de Heurtebise, à l'extérieur du village. Cette parcelle n'est concernée par aucune zone à dominante humide diagnostiquée. Le sondage pédologique réalisé sur le terrain est pointé sur la carte.



• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Par souci d'efficacité, les efforts d'identification se sont donc portés sur les espèces typiques de zones humides.

La parcelle ZH 47 correspond à une prairie enrichie. Les principales espèces contactées sont : *Daucus carota*, *Epilobium sp.*, *Geranium molle*, *Taraxacum sp.*, *Cirsium sp.*, *Senecio sp.*... Aucune espèce végétale de zone humide n'y a été observée permettant de conclure à l'absence de zone humide selon le critère botanique.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

2) Observation du sol

Un sondage pédologique a été réalisé afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides. Aucun signe d'hydromorphie (tâches de rouilles notamment) n'a été décelé dans le profil de sol, à moins de 50cm de profondeur. Le sondage conclue donc à l'absence de sol humide.



L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur le périmètre étudié.

• Conclusion

Les analyses floristiques et pédologiques indiquent une absence de zones humides sur le périmètre étudié.



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Rue de l'Eglise – Parcelle AI 165, AI 166
Compte-rendu du 17/12/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
AI 165	GIRARDIN – BILLARD Raymonde
AI 166	MATHIEU Gilles, DABEK Aline, GOSZTYLA Wanda



Les parcelles étudiées se situent dans la rue de l'Eglise. Elles ne sont concernées par aucune zone à dominante humide diagnostiquée ou modélisée. Les sondages pédologiques réalisés sur le terrain sont pointés sur la carte.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif.

La parcelle AI 166 est une prairie pâturée par des chevaux. Une partie de la parcelle (entre l'abri et le fond de la parcelle à l'est) a fait l'objet de nombreux remblais et remaniements de sol, cette zone n'a donc pas été étudiée afin de ne pas fausser le diagnostic. La parcelle AI 165 est un terrain valorisé en verger avec un tapis herbacé riche en mousses caractéristique des sols frais.

Les principales espèces contactées sont les suivantes : *Lolium perenne*, *Geranium molle*, ***Ranunculus repens***, *Holcus lanatus*, *Trifolium repens*, *Achillea millefolium*, *Daucus carota*, *Cirsium vulgare*... Aucune espèce végétale de zone humide n'a été observée hormis *Ranunculus repens*, mais son faible recouvrement ne permet pas de conclure à la présence de zone humide selon le critère flore.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

2) Observation du sol

Trois sondages pédologiques ont été réalisés afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides.

Aucun signe d'hydromorphie n'a été décelé dans le profil de sol n°1.

Concernant le sondage n°2, on observe un horizon réductique marqué (coloration grise) associé à des traits rédoxiques à partir de 20cm de profondeur. Les traces d'hydromorphie semblent ensuite s'atténuer rendant difficile le classement du profil de sol dans une des classes d'hydromorphie définie par GEPPA (1981). Il pourrait cependant constituer un sol de zone humide au sens réglementaire.

Le sondage n°3 est réalisé à quelques mètres du précédent sur la même ligne de niveau. On y observe des traits rédoxiques à partir de 55cm de profondeur (classe III d'hydromorphie selon GEPPA). Il ne constitue pas un sol de zone humide d'un point de vue réglementaire.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur deux des trois sondages pédologiques réalisés. Les traits réductiques, retrouvés en surface dans le profil de sol n°3, semblent être associés à la présence d'une source, en témoigne leur caractère très localisé. Par ailleurs, aucune espèce végétale de zone humide n'a été observée dans cette zone.

• Conclusion

Le croisement des données pédologiques et floristiques ne permet pas de conclure à la présence probable d'une zone humide sur ce secteur.

Pour toutes questions relatives à la thématique zones humides, vous pouvez contacter Valentin SALVANT aux coordonnées suivantes :



Valentin SALVANT
Technicien Zones humides
Parc naturel régional de la Montagne de Reims
Chemin de Nanteuil | 51480 Pourcy
Tél. : 03 26 59 44 44
E-mail : v.salvant@parc-montagnedereims.fr



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

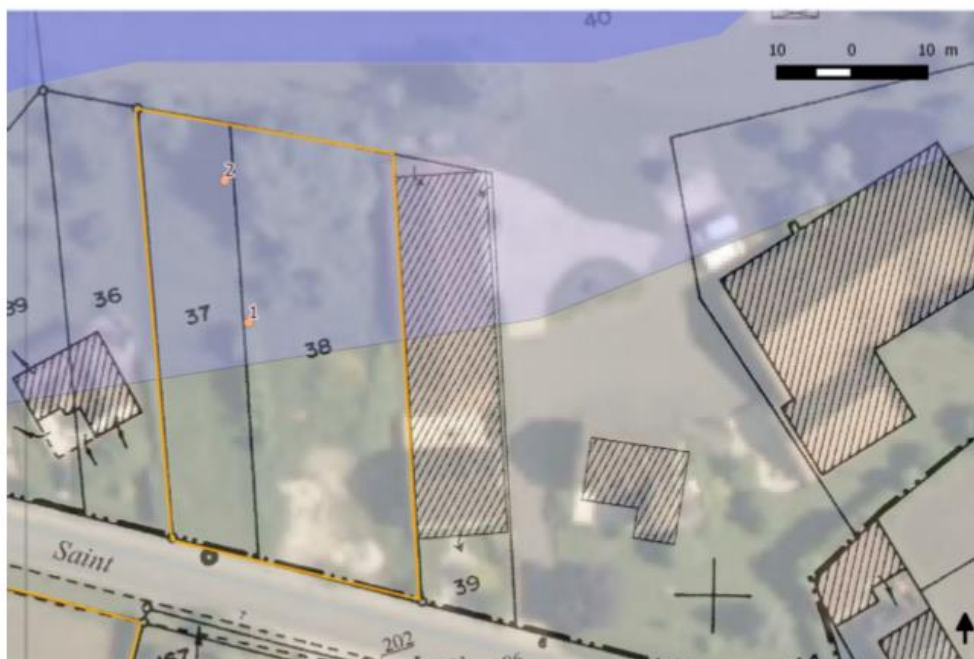
Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Rue Saint-Vincent – Parcelle AI 37, AI 38
Compte-rendu du 16/11/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
AI/ 37	GIRARDIN – BILLARD Raymonde
AI/ 38	MATHIEU Gilles, DABEK Aline, GOSZTYLA Wanda



Les parcelles étudiées se situent dans la rue Saint-Vincent. Il s'agit de parcelles concernées par une zone à dominante humide diagnostiquée. Les sondages pédologiques réalisés sur le terrain sont pointés sur la carte.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif.

La parcelle AI 37 est un champ cultivé ; aucune espèce végétale de zone humide n'y a donc été observée. La parcelle AI 38 est un terrain enrichi. Des remblais sont régulièrement déposés dans la partie bordant la route. Les principales espèces contactées sont les suivantes : *Urtica dioica*, *Clematis vitalba*, *Prunus avium*, *Rubus sp.*, *Cornus sanguinea*... Aucune espèce végétale de zone humide n'a été observée, permettant de conclure à l'absence de zone humide selon le critère flore.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

2) Observation du sol

Deux sondages pédologiques ont été réalisés afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides. Aucun signe d'hydromorphie (tâches de rouilles notamment) n'a été décelé dans le profil de sol, à moins de 50cm de profondeur. Les sondages concluent donc à l'absence de sol humide.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur le périmètre étudié.

• Conclusion

Les analyses floristiques et pédologiques indiquent une absence de zones humides sur le périmètre étudié.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Rue Saint-Vincent – Parcelle AI 242, AI 243
Compte-rendu du 14/12/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
AI 242	CHARBONNIER Gilles, CHARBONNIER Bernard
AI 243	



Les parcelles étudiées (anciennement une seule parcelle AI 190) se situent dans la rue Saint-Vincent. Il s'agit de parcelles concernées par une zone à dominante humide diagnostiquée. Les sondages pédologiques réalisés sur le terrain sont pointés sur la carte.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Par souci d'efficacité, les efforts d'identification se sont donc portés sur les espèces typiques de zones humides.

Les parcelles AI 242 et 243 correspondent à une prairie pâturée par des chevaux. Les principales espèces contactées sont : *Lolium perenne*, *Festuca arundinacea*, ***Ranunculus repens***, *Urtica dioica*, *Geranium molle*... Aucune espèce végétale de zone humide n'y a été observée hormis *Ranunculus repens* mais son faible recouvrement et son caractère très généraliste ne permettent pas de conclure à la présence d'une zone humide selon le critère botanique.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

2) Observation du sol

Deux sondages pédologiques ont été réalisés afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides. Aucun signe d'hydromorphie (tâches de rouilles notamment) n'a été décelé dans le profil de sol, à moins de 50cm de profondeur. Les sondages concluent donc à l'absence de sol humide.



L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur le périmètre étudié.

• Conclusion

Les analyses floristiques et pédologiques indiquent une absence de zones humides sur le périmètre étudié.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Parcelles ZI 13, ZI 81, AI 163
Compte-rendu du 17/12/2018

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
ZI 13	CHARBONNIER Didier et IDEE/CHARBONNIER Chantal
ZI 81	GIRARDIN – BILLARD Raymonde
AI 163	DARANTIER Michel

Les parcelles ZI 13 et ZI 81 se situent en haut de la rue du Bois de Bins. Sur un haut de versant cultivé, elles ne sont concernées par aucune zone à dominante humide diagnostiquée ou modélisée.

La parcelle AI 163 est une parcelle labourée située entre le cœur du village et le lieu-dit de Mellerai, dans la rue Saint-Vincent. Elle n'est concernée par aucune zone à dominante humide diagnostiquée ou modélisée.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

1) Observation de la flore

L'ensemble des parcelles accueille une végétation non spontanée (cultures, bande enherbée) voir aucune végétation (labour). Aucune espèce végétale de zone humide n'a donc été observée ne permettant pas de conclure à la présence de zone humide selon le critère flore.



Le critère flore ne permet donc pas de conclure à la présence de zones humides sur ce secteur.

2) Observation du sol

Compte-tenu du contexte de haut de versant, et par souci d'efficacité, aucun sondage pédologique n'a été effectué sur les parcelles ZI 13 et ZI 81. La situation des parcelles n'est pas favorable à la présence d'une zone humide.

Concernant la parcelle AI 163, celle-ci étant labourée, un sondage pédologique eût été impossible. Les sondages réalisés dans les parcelles proches (AI 242 et AI 243), et plus basses topographiquement ont démontrés l'absence de zone humide dans ce secteur. On suppose donc également l'absence de zone humide sur ce terrain.

L'expertise pédologique rend donc compte de l'absence de zone humide sur ce périmètre.

• Conclusion

Les analyses floristiques et pédologiques indiquent une absence de zones humides sur le périmètre étudié.



Dossier suivi par Valentin SALVANT, technicien zones humides

Pré-diagnostic « zones humides »
Commune de Baslieux-sous-Châtillon
Le Champ des Grenets– Parcelles ZE 56, ZE 55, ZE 54
Compte-rendu du 16/11/2018 (mis à jour le 04/07/2019)

Rappel : Dans les secteurs pressentis à urbanisation dans les zones blanches et les zones à dominante humide, il est proposé que la collectivité, par l'intermédiaire du PNR de la Montagne de Reims, réalise dans un premier temps un simple pré-diagnostic à la place d'un inventaire réglementaire, afin de lever le doute sur une potentielle présence de zone humide. Si le pré-diagnostic conclue à une forte probabilité de présence de zone humide, le secteur devra être préservé à défaut d'inventaire réglementaire.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

• Contexte

Parcelle	Propriétaire
ZE 56	REGNIER Jean-Claude
ZE 55	A mettre à jour (redécoupage des parcelles)
ZE 54	A mettre à jour (redécoupage des parcelles)



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

Les parcelles étudiées se situent dans la rue Valentine Regnier dans une pente orientée vers le nord-ouest. D'après les anciennes photographies satellites (infrarouge 1996), ce secteur correspondait à des prairies naturelles à la végétation éparse (texture moutonnée) pouvant être indicatrice de la présence de zones humides. La topographie, la pédologie et la flore du site ont, depuis une vingtaine d'années, largement évolués, au gré des aménagements et des usages humains. A la fin des années 1990, la parcelle ZE 56 a en effet été labourée et convertie en prairie semée à vocation agricole avec création d'un talus en bas de pente (nord de la parcelle). Le régime appliqué à la parcelle était probablement mixte avec des alternances de fauche et de pâturage, avec des interventions humaines régulières en témoigne la présence de traces d'engins agricoles.

Parallèlement à cette conversion, la parcelle ZE 55 a fait l'objet de remblais importants dans sa partie supérieure, modifiant fortement la structure du sol. Le bas de pente de cette parcelle a été progressivement colonisé par les ligneux du fait de l'absence d'intervention. Enfin, la parcelle ZE 54 a été transformée en chemin bitumée pour l'accès des véhicules à l'habitation attenante.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

Le site d'étude est proche d'une zone humide effective, identifiée par l'étude du Parc en 2015. Elle correspond au fond de vallon humide le long du ruisseau de Belval. Le site d'étude est également concerné par une zone humide pédologique potentielle, également identifiée par l'étude du Parc. Cette dernière signifie une présence probable de zones humides (au sens pédologique) au sein de cette enveloppe.



L'analyse contextuelle reporte un faisceau d'indices permettant de supposer la présence potentielle d'une zone humide sur les parcelles diagnostiquées. Le pré-diagnostic de terrain s'avère donc essentiel.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude succincte de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

1) Observation de la flore

La saison automnale étant bien avancée, l'inventaire floristique n'a pu être aussi exhaustif et précis que souhaité. Par souci d'efficacité, les efforts d'identification se sont donc portés sur les espèces typiques de zones humides.

Parcelles ZE 56

La parcelle ZE 56 un terrain dominé par un tapis graminéen herbacé relativement homogène.



Sur la partie haute, celle pressentie pour l'urbanisation, les principales espèces contactées sont les suivantes : *Lolium multiflorum*, *Festuca arundinacea*, *Holcus lanatus*, *Carex hirta*, *Dactylis glomerata*, *Poa annua*, *Urtica dioica*, *Glechoma hederacea*... On observe également la présence de suintements (eau en surface) permettant l'expression d'une végétation hygrophile de manière localisée avec les espèces suivantes : ***Juncus inflexus***, ***Epilobium hirsutum***, ***Rumex hydrolapathum*** et ***Ranunculus repens***. La présence de ces espèces témoigne du caractère humide de la parcelle. Cependant, leur faible

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

recouvrement, limité par les effets anthropiques (fauche et/ou pâturage), ne permet pas de caractériser la zone humide comme humide selon critère botanique. **L'analyse pédologique complètera cette analyse.**

Il est important de noter que les résurgences visibles en haut de pente viennent alimenter une petite zone humide en contrebas, à cheval sur la parcelle ZE 57 et la parcelle ZE 56. Dans cette zone se trouve une végétation typique des zones humides. Les espèces hygrophiles suivantes y ont été observées : *Juncus inflexus*, *Epilobium hirsutum*, *Typha latifolia*, *Symphytum officinale*, *Salix caprea*, *Salix alba*, *Calamagrostis canescens*, *Cirsium palustre*. Cette zone humide possède toujours ses fonctionnalités hydrologiques et écologiques, elle doit donc être conservée en priorité.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

Parcelles ZE 55



La parcelle ZE 55 a fait l'objet de nombreux remblais dans un passé récent, la part des espèces rudérales dans le recouvrement de la strate herbacée est donc plus importante (*Artemisia vulgaris*, *Urtica dioica*, *Rosa canina*, *Vicia sativa*,...). Des espèces ligneuses sont également présentes en nombre (Erables, Noisetiers, Cornouillers...) dans le bas du talus.

Aucune espèce de zone humide n'a été rencontrée.

Parcelle ZE 54

La parcelle ZE 54 étant bitumée, aucune observation floristique n'y a été effectuée.

Malgré la présence d'une végétation hygrophile, le critère flore à lui seul ne permet pas de conclure à la présence de zones humides dans l'emprise pressentie pour l'urbanisation. Le diagnostic doit être complété par une analyse pédologique.

2) Observation du sol

Plusieurs sondages pédologiques sur, et autour des parcelles diagnostiquées ont été réalisés afin d'observer les potentielles traces d'hydromorphie dans le sol, caractéristiques des zones humides. Sur la base des **14 sondages pédologiques** réalisés ainsi que de la topographie de l'emprise étudiée, le diagnostic met en évidence qu'une partie de la parcelle concernée présente des signes d'hydromorphie marqués dans les 50 premiers centimètres du sol. Le diagnostic relatif à chaque sondage réalisé est synthétisé sur la cartographie ci-dessous.



Les détails des différents relevés pédologiques sont illustrés ci-après. On soulignera le **caractère complexe de l'analyse** des sondages au sein de cette zone et la difficulté induite par l'hétérogénéité des profils, même à des distances relativement proches, du fait des **nombreux remaniements de sol et régalage de remblais** ayant eu lieu par le passé. Ce diagnostic s'appuie sur une analyse précise et sincère de chaque relevé opéré tout en gardant à l'esprit que la nécessité d'opérer un diagnostic peut se heurter à des contextes particuliers qui impactent fortement la diagnose.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

L'expertise pédologique rend donc compte de la présence d'une zone humide pédologique sur une partie du périmètre étudié (voir carte plus bas).

• Conclusions

Pour rappel, l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement indique qu'une zone est considérée comme humide, au sens de la loi, si elle présente l'un des critères sol ou végétation qu'il fixe par ailleurs. La note technique du 26 juin 2017, faisant suite à l'arrêté du Conseil d'Etat du 22 février 2017, précise « qu'une zone humide ne peut être caractérisée, lorsque de la végétation y existe, que par la présence **simultanée** de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles ». Il considère en conséquence que **les deux critères pédologique et botanique sont, en présence de végétation, cumulatifs**, contrairement à ce qu'avait retenu l'arrêté. Une zone humide ne saurait donc être réglementaire sans ces 2 critères.

Ainsi, après l'analyse croisée des critères pédologiques et botaniques, le pré-diagnostic du Parc conclue à (voir carte ci-après) :

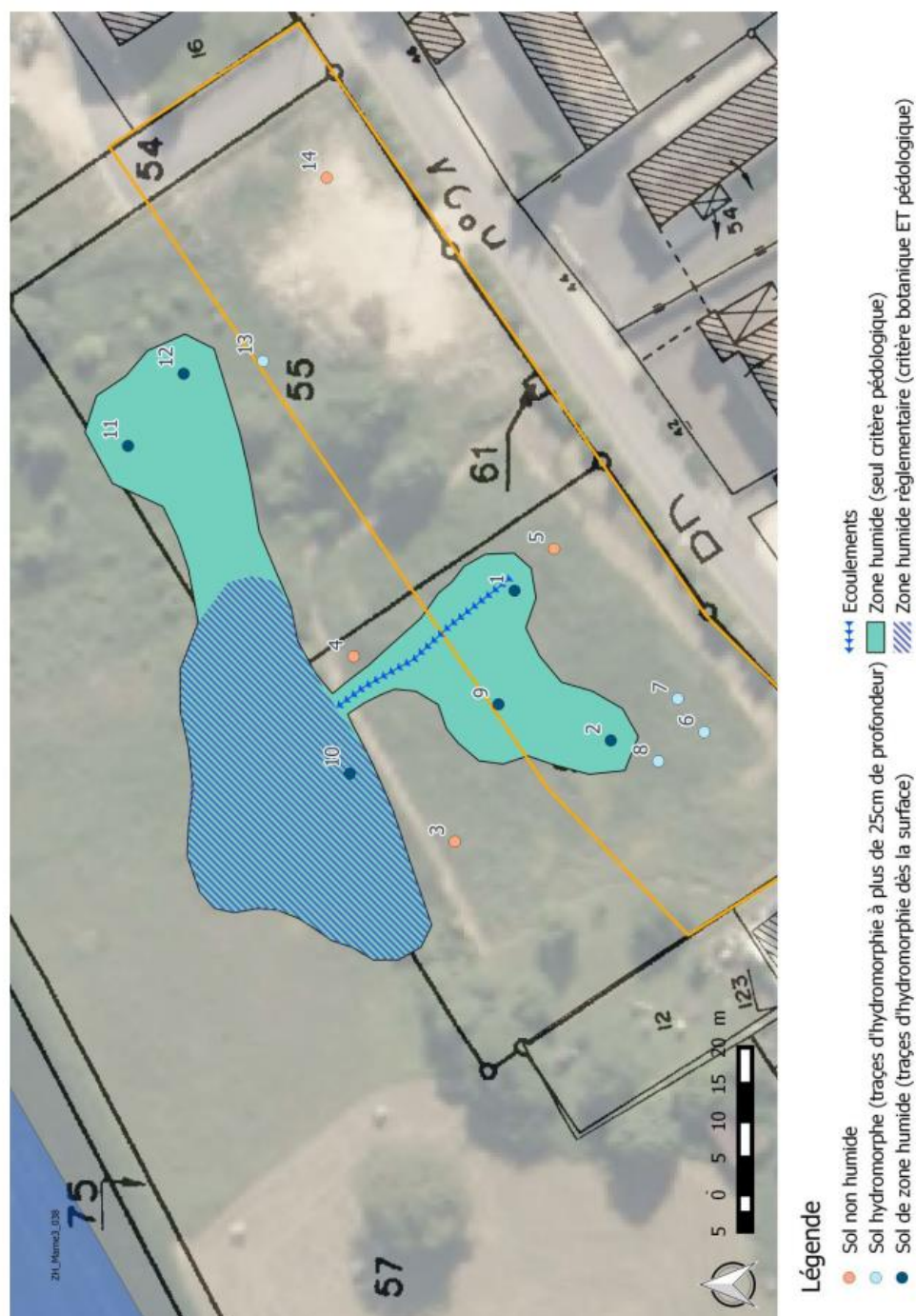
1) la présence d'une zone humide pédologique (non réglementaire), dont une partie se situe sur l'emprise pressentie pour urbanisation.

2) la présence d'une zone humide réglementaire (critère pédologique ET botanique) fonctionnelle, en bas de parcelle, à conserver absolument

3) la présence d'une source sur l'emprise pressentie pour urbanisation **et d'un écoulement** qui alimente en eau la zone humide réglementaire

La zone humide réglementaire ainsi que la zone humide pédologique non comprise dans l'emprise de construction devront figurer dans le plan de zonage du PLU, avec un règlement spécifique permettant de garantir leur conservation.

En concertation avec les services de la DDT, et afin de préserver les fonctionnalités hydrologiques et écologiques de la zone humide réglementaire identifiée, il a également été décidé que la source présente sur l'emprise pressentie pour urbanisation devait être préservée telle quelle ou à défaut être canalisée afin de garantir un débit suffisant à son alimentation. Ces prescriptions devront elles aussi figurer dans le règlement et le plan de zonage du PLU.



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

**Pour toutes questions relatives à la thématique zones humides, vous pouvez contacter
Valentin SALVANT aux coordonnées suivantes :**



www.parc-montagnedereims.fr

[f /ParcMontagnedeReims.fr](https://www.facebook.com/ParcMontagnedeReims.fr)



Valentin SALVANT
Technicien Zones humides

Parc naturel régional de la Montagne de Reims

Chemin de Nanteuil | 51480 Pourcy

Tél. : 03 26 59 44 44

E-mail : v.salvant@parc-montagnedereims.fr



Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2018

Annexe 2 : Déclaration d'utilité publique relative à la définition des périmètres de protection de captages communaux en eau potable



COMMUNE DE BASLIEUX-SOUS-CHATILLON

Définition des périmètres de protection
du captage d'eau potable situé
sur la commune de BASLIEUX SOUS CHATILLON

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne
Préfet du Département de la Marne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU :

- le code de l'environnement et en particulier ses articles L214-1 à L214-4 et L215-13,
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14,
- le code de la Santé Publique, ses articles L 1321-2 et L 1321-3 modifiés par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, et R 1321-6 et R 1321-7,
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-16 et R 123-23,
- le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 2224-34,
- les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration,
- le décret n° 2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration,
- le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- le décret n° 2007-49 du 11 Janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine,

- le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique,
- l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de Monsieur le Ministre de l'Environnement en date du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles,
- l'arrêté de Madame la Ministre de la Santé et de la Jeunesse et des Sports en date du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine
- l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement,
- l'arrêté interpréfectoral du 3 juillet 2009 relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
- la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- la circulaire interministérielle n° 97-2 du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- le plan local d'urbanisme de la commune de Baslieux sous Châtillon approuvé le 1^{er} décembre 2009,
- le dossier de définition des périmètres de protection du captage d'eau potable situé au lieu-dit « La Bonne Eau » parcelles n° 22 et 66, section ZH, indice de classement : 157-3X-0037 destiné à l'alimentation en eau potable de la commune de Baslieux sous Châtillon comprenant le rapport hydrogéologique du 15 juin 2010 et les plan et états parcellaires des terrains inclus dans les périmètres,
- la délibération n° 11/838 en date du 11 janvier 2011 adoptant la définition des périmètres de protection et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 30 mai 2012, dans la commune de Baslieux sous Châtillon en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage communal (lieudit « La Bonne Eau »),

CONSIDERANT :

- le courrier de Monsieur le Délégué Territorial Départemental de la Marne en date du 15 novembre 2010 sur les résultats de la visite technique,
- l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 17 juillet 2012

- l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 20 décembre 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Délégué Territorial de la Marne,

A R R E T E

ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection du captage d'eau potable situé sur le territoire de la Commune de Baslieux sous Chatillon au lieudit «La Bonne Eau» section ZH, parcelles n° 22 et 60, indice de classement : 157-3X-0037 réalisés par la commune de Baslieux sous Chatillon en vue de l'alimentation en eau potable de la commune de Baslieux sous Chatillon.

- l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres de protection rapprochée et éloignée, tels qu'ils figurent sur les plan et états parcellaires annexés à cet arrêté et consultables en mairie de Baslieux sous Chatillon.

ARTICLE 2 : INDEMNISATION

Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal dans sa séance du 11 janvier 2011 la commune de Baslieux sous Chatillon devra indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

ARTICLE 3 : PRELEVEMENT

La commune est autorisée à utiliser, à des fins de consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel du captage au lieudit «La Bonne Eau» sur le territoire de la commune de Baslieux sous Chatillon.

Le débit cumulé de l'ensemble des drains captés est de l'ordre de 7 à 8 m³/h, les volumes à prélever par la commune ne pourront excéder 15 000 m³/an soit 41 m³/jour.

ARTICLE 4 : AUTORISATION SANITAIRE

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par l'arrêté du 11 Janvier 2007. Lorsqu'elles devront être traitées, le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement sont soumis à autorisation.

La chloration de l'eau ne s'effectuera pas directement à la source. Un dispositif de prélèvement devra permettre le prélèvement pour analyser l'eau brute.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Conformément à l'arrêté du 20 Juin 2007 susvisé, toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

En cas d'abandon du captage, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 6 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour du captage un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions des articles L 1321-2 et L 1321-3 du Code de la Santé Publique, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints ou consultables en mairie de Baslieux sous Châtillon, siège de l'enquête.

Un périmètre éloigné est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints ou consultables en mairie de Baslieux sous Châtillon, siège de l'enquête.

Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé conformément au plan parcellaire joint, à la diligence et aux frais de la commune.

La superficie du périmètre de protection immédiate est de : 2 ha 26 a.

La superficie du périmètre de protection rapprochée est de : 12 ha 29 a 86 ca.

La superficie du périmètre de protection éloignée est de : 30 ha 66 a 45 ca.
Les périmètres sont définis sur le plan et l'état parcellaire joints.

ARTICLE 7

I- PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE :

Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. Le périmètre est la propriété de la commune de Baslieux sous Châtillon. Il devra être clôturé pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au Service des Eaux et éviter la pénétration du gibier. Ce périmètre devra être débroussaillé et régulièrement entretenu. L'usage de produits phytosanitaires est interdit.

II- REGLEMENTATION DES ACTIVITES DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE :

Les activités polluantes dans le périmètre de protection rapprochée peuvent être soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, alors qu'à l'intérieur du périmètre de protection éloignée, elles sont soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale.

Sont soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, les activités suivantes :

1 – TRAVAUX SOUTERRAINS

Forages :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits (sauf les ouvrages d'alimentation en eau publique) pour ne pas risquer d'interférence avec les captages AEP. Sont possibles, sous réserve du respect du Code de l'Environnement, les ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Dans le périmètre de protection éloignée : évaluation de l'incidence sur le captage, au titre du Code de l'Environnement, quel que soit le débit de prélèvement.

Si besoin, les ouvrages existants devront être étanchéifiés et clos.

Les forages (ou captages) d'eau de tiers captant le même aquifère seront implantés et exploités de telle sorte qu'ils ne puissent, en aucun cas, modifier les écoulements actuels de la nappe au droit du point d'eau.

Les ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle, capot de fermeture cadénassé.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, l'aire de remplissage de carburant sera installée dans un bac de rétention.

Sondages de reconnaissance :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Les ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines sont autorisés sous réserve du respect du Code de l'environnement et sous réserve d'étude d'incidence.

Dans le périmètre de protection éloignée : évaluation de l'incidence sur le captage, au titre du Code de l'Environnement, quel que soit le débit de prélèvement de la source.

L'ouverture et l'exploitation de carrières affectant la nappe

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : devront, en plus de la réglementation générale, être équipées de forages de contrôle de la qualité de la nappe en aval hydraulique immédiat.

L'ouverture d'excavations autres que carrières à ciel ouvert :

Dans le périmètre de protection rapprochée : limitée aux excavations provisoires sous réserve d'étude d'incidence. Pour les tranchées de réseaux divers, refermer avec au moins 30 à 50 cm de matériaux imperméables compactés (argiles, limons).

- 6 -

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale.

Le remblayage d'excavation de plus de 2 m de profondeur

Dans le périmètre de protection rapprochée : sera réalisé à l'aide de matériaux chimiquement insolubles et imputrescibles, matériaux inertes replacés dans l'ordre de leur présence dans le sol pour les excavations et carrières existantes et pour les excavations autres que carrières à ciel ouvert. Lors du comblement de ces tranchées, la partie supérieure recevra sur 0,50 m des matériaux de faible perméabilité (limon ou argile).

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale.

Réalisation de mares, étangs

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale.

2- STOCKAGES ET DEPOTS

Les dépôts de produits chimiques, de déchets solides

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : seront réalisés sur des aires étanches, cuvette de rétention, stockage sous abri ou cuve d'acier paroi.

Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent. Un ou plusieurs piézomètres seront implantés en aval du dépôt et dans lesquels les eaux souterraines seront prélevées et analysées régulièrement.

Stockages d'hydrocarbures, de liquides inflammables, de produits chimiques et d'effluents industriels

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : autorisés avec mise en place d'un réseau de surveillance, constitué de forages implantés à l'amont et à l'aval hydraulique d'une installation classée et dans lesquels les eaux souterraines sont prélevées et analysées régulièrement.

Dans les autres cas, respect de la réglementation en vigueur.

Stockages de produits destinés aux cultures

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée :

a) Effluents d'élevage et produits organiques destinés à la fertilisation des sols

- Pour les produits liquides ou pâteux (MS (matières sèches) < 25%), les stockages seront sur aire étanche avec récupération des jus. Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des bassins de stockage, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de leur parfaite étanchéité.
- Pour les produits solides (MS > 25 %) les stockages de longue durée (> 6 mois) ou situés toujours au même endroit seront sur aire étanche avec récupération des jus.
- Pour les stockages temporaires (< 6 mois), en bout de champ, quantité stockée limitée aux besoins des parcelles à épandre, pas de stockage deux années consécutives au même endroit.

b) Engrais liquides minéraux ou de synthèse

Application de l'article 160 bis du Règlement Sanitaire Départemental.

Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des stockages, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de l'absence d'impact de cette activité délicate sur la qualité des eaux souterraines.

c) Engrais solides minéraux ou de synthèse et produits phytosanitaires

Application de la réglementation générale.

Stations d'épuration, lagunages, postes de relèvement, bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits pour les activités futures.

Dans le périmètre de protection éloignée : autorisés avec mise en place d'un réseau de surveillance, constitué de forages implantés en amont et en aval hydraulique de l'installation et dans lesquels les eaux souterraines sont prélevées et analysées.

3- CANALISATIONS

Toutes les canalisations, sauf les collecteurs d'eaux pluviales

Dans le périmètre de protection rapprochée : autorisés avec étanchéité renforcée. Des procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Installation de canalisation de type PEHD ou PER, ou canalisation sous fourreau doté de détecteur de fuite, en limitant au strict minimum les raccords et branchements qui devront être accessibles dans des regards pour inspection annuelle et épreuve d'étanchéité tous les 3 ans.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

- 8 -

Conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : Un dispositif de détection de fuite et des vannes d'isolement seront placés aux extrémités du tronçon de canalisation traversant les périmètres de protection. Evaluation de l'impact du projet sur le captage.

4- REJETS

Les rejets d'eaux usées industrielles brutes ou traitées

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

Les rejets d'eaux usées d'installation autonome

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : sont soumis à autorisation. Le service compétent précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle.

Bassins d'infiltration et puits filtrants d'eaux pluviales, d'eaux usées et d'eaux de ruissellement :

Dans le périmètre de protection rapprochée : autorisés uniquement pour les eaux issues des toitures.

Dans le périmètre de protection éloignée : les eaux de bassins d'infiltration seront au préalable passées dans un débouleur-déshuileur. Les bassins seront équipés en aval d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversement accidentel.

5- CONSTRUCTIONS – BATIMENTS – ROUTES

Habitations raccordées à un assainissement collectif

Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée : conformes à la réglementation générale.

Habitations avec assainissement autonome

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

Camping, caravanning et annexes, cimetières, activités artisanales et industrielles

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

Bâtiments agricoles

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée :

a) *Hangar pour matériel et produits*

- Autorisé avec respect des articles relatifs au stockage des produits à risque.

b) *Local couvert pour stockage de produits agricoles (légumes, céréales....) sans dépôt de déchets aux abords.*

Autorisé.

c) *Bâtiments d'élevage*

Prévoir des aires d'évolution imperméabilisées, stockage des déchets solides sur aires étanches. Récupération des effluents en fosses étanches.

Silos produisant des jus de fermentation

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : étanchéité de la plate-forme et récupération des jus.

Les travaux de voirie et création de voies nouvelles

Dans le périmètre de protection rapprochée : sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et précédés d'une étude d'incidence pour garantir l'absence d'impact direct ou indirect sur la qualité de l'eau au captage. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de la route et des chemins.

Dans le périmètre de protection éloignée : devront être précédés d'une étude d'incidence pour garantir l'absence d'impact direct ou indirect sur la qualité de l'eau au captage.

Autres constructions

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

- 1 -

6- ACTIVITES AGRICOLES

Drainage agricole, maraîchage, serres et pépinières

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

Grandes cultures, vignobles

Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée : réglementation générale.

Epandage de produits fertilisants

Dans le périmètre de protection rapprochée : Fumiers, lisiers et produits organiques d'origine fécale (boues de station d'épuration, fientes, composts). Interdits.

Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée : Raisonnement de la fertilisation en fonction des besoins de la culture suivante et en prenant en compte les apports et fournitures de toute nature. Evaluation de l'impact du projet sur le captage. Respect du Code de Bonnes Pratiques Agricoles.

La pratique du couvert végétal en hiver doit suivre les prescriptions de l'arrêté préfectoral pris en application de la directive nitrates.

Utilisation de produits phytosanitaires

Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée

Lors de contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, toute détection de produits phytosanitaires dépassant la limite de qualité entraînera une surveillance renforcée à la fréquence du contrôle bactériologique par les services compétents.

Si dans le cadre de ce contrôle sanitaire, une molécule de produits phytosanitaires (à usage agricole ou non) ou son (ses) métabolite (s) est retrouvé de façon répétée à une valeur supérieure à 50 % de la limite de qualité réglementaire, la collectivité devra engager une étude visant à rechercher la ou les cause (s) de cette pollution et de proposer des mesures pour la (les) réduire.

En cas de dépassement de la valeur maximale admissible (Vmax), la distribution de l'eau pour l'alimentation humaine ne sera plus permise et des travaux d'amélioration devront être entrepris.

Les vidanges de fond de cuve et le rinçage des pulvérisateurs sont éliminés, selon les recommandations prescrites par le Ministère en charge de l'Agriculture. Ces vidanges et rinçages seront effectués en dehors des périmètres de protection.

- 11 -

Abreuvoirs et abris

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

Pacage des animaux et installations mobiles de traite

Dans le périmètre de protection rapprochée : pacage autorisé mais sans apport d'alimentation complémentaire. La parcelle ne devra pas être utilisée pour le pacage des animaux. Absence de bétail en période hivernale, à partir du 1^{er} novembre. Les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont déconseillées.

Prairies permanentes

Dans le périmètre de protection rapprochée : les prairies permanentes existantes à la date de l'arrêté de DUP ne seront pas retournées.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

Défrichement et désouchage des bois et haies

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : évaluation de l'impact du projet sur le captage.

Exploitation des bois

Dans le périmètre de protection éloignée : ne devra pas être effectuée en période de pluies telles que des eaux de ruissellement sortent de la parcelle pour s'infiltrer dans le périmètre de protection rapprochée. Dans ce cas des rétentions devront être construites sur la parcelle exploitée. Le stock de carburant nécessaire aux engins, les vidanges et l'arrosage des grumes ne devront pas être réalisés dans le périmètre de protection éloignée.

III- TRAVAUX ET ACTIONS

Dans le périmètre de protection immédiate :

Le périmètre de protection immédiate devra être entouré par une clôture de type agricole équipée de 5 rangs de fils barbelés et munie d'un portail fermant à clé.

- 12 -

La partie station de pompage ainsi que le 1^{er} regard devront être entourés d'une clôture de 2 mètres de hauteur munie d'un portail formant à clé.

Les autres regards du périmètre de protection immédiate devront être protégés des intrusions par des capots sécurisés.

La totalité de la parcelle devra être conservée sous forme de prairie de fauche tardive ou de friches entretenues.

Afin de parfaire la protection de la zone, des plantations de haies épineuses seront réalisées sur la totalité des limites de parcelle.

Le forage d'essai situé à proximité de la source devra être conservé pour une surveillance de la source.

Dans le périmètre de protection rapprochée :

↳ L'étanchéité des deux bassins (dits E et F) de collecte des eaux de ruissellements du vignoble devra être vérifiée.

↳ Le contrôle de l'influence de l'aménagement hydraulique du vignoble devra être effectué via la mesure annuelle du niveau de l'eau des deux piézomètres situés en amont et en aval du vignoble.

↳ Une visite détaillée de l'ensemble des regards devra être effectuée afin de les localiser et d'identifier les travaux de remise en état nécessaires pour la mise en sécurité des captages (étanchéité..).

↳ Des dispositifs empêchant les animaux de pénétrer au niveau de certaines canalisations de trop plein devront être mis en place.

↳ La protection des 2 piézomètres (étude Archambault 2009) devra être assurée

Dans le périmètre de protection éloignée :

↳ Tous les déchets situés à proximité de la source « des Barts » devront être évacués.

Le Maire de la commune de BASLIEUX SOUS CHATILLON veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être soumis pour avis au service chargé de la police de l'eau, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité et à la qualité de l'eau.

ARTICLE 8 : DELAIS

Il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres de protection pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication sur les terrains compris dans les périmètres prévus à l'article 6 dans un délai de :

- six mois pour les dépôts,
- deux ans pour les activités et installations,

à compter de la date de publication au Bulletin d'Informations et Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

ARTICLE 9 : ACQUISITION DES TERRAINS

Le Maire agissant au nom de la commune de Baslieux sous Châtillon est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R11-4 à R11-14, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate du captage communal.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 10 : INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune.

ARTICLE 11 : SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L216-3, L216-4, L216-5, L216-6, L216-8 et L216-9 du Code de l'Environnement et par les articles L1312-1 et L1324-1 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 12 : MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le présent arrêté emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme de la commune de Baslieux sous Châtillon conformément aux documents annexés au présent arrêté, qui peuvent être consultés :

- à la préfecture de la Marne – Direction des Relations avec les Collectivités Locales – 1 rue de Jessaint – 51036 Châlons-en-Champagne cedex
- à la Direction Départementale des Territoires de la Marne
- à la mairie de Baslieux sous Châtillon.

M. le maire de Baslieux sous Châtillon procédera aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R 123-25 du code de l'urbanisme.

- 14 -

ARTICLE 13 : INFORMATION DES PROPRIETAIRES

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune de Baslieux sous Chatillon :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- et annexé au plan d'occupation des sols de la commune de Baslieux sous Chatillon dans un délai de trois mois.

ARTICLE 14 : VOIE DE RECOURS

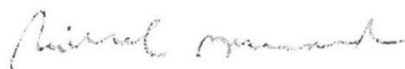
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès de M. le Président du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex).

ARTICLE 15 : EXECUTION – DIFFUSION

M. le Délégué Territorial Départemental de la Marne de l'Agence Régionale de Santé, M. le Directeur Départemental des Territoires de la Marne, M. le Maire de Baslieux sous Chatillon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

A Châlons-en-Champagne, le **10 JAN. 2013**

Pour le Préfet et par déléguation
Le Secrétaire Général par intérim



Arnaud BÉGIN



Annexe 3 : Arrêté d'approbation du PPRN Mouvement de terrain de la côte d'Ile-de-France, dans le secteur de la Vallée de la Marne



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'APPROBATION DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL MOUVEMENT DE TERRAIN DE LA CÔTE D'ILE DE FRANCE DANS LE SECTEUR DE LA VALLÉE DE LA MARNE

SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles

**LE PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE,
LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA MARNE**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L562-1 et suivants et les articles R 562-1 et suivants,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L126-1,

VU le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2003 fixant le périmètre du plan de prévention du risque naturel mouvement de terrain sur les communes de la Côte d'Ile-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne,

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs du 3 janvier 2008 et du 29 janvier 2013 fixant le périmètre du plan de prévention du risque naturel mouvement de terrain sur les communes de la Côte d'Ile-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne,

VU les avis exprimés des conseils municipaux des communes, des collectivités territoriales, des services et des organismes consultés conformément à l'article R562-7 du code de l'environnement,

VU la décision n°E13000141bis/51 en date du 29 juillet 2013 de Monsieur le magistrat délégué du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, désignant Monsieur Michel CHOISY, Monsieur Daniel KERLAU et Monsieur François BRICE, en qualité de commissaires enquêteurs, pour mener l'enquête publique relative au projet de plan de prévention du risque naturel mouvement de terrain de la Côte d'Ile-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne sur le territoire des communes de Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles.

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2013 portant ouverture d'une enquête publique du mercredi 29 janvier 2014 au mercredi 5 mars 2014 inclus sur le projet de plan de prévention

du risque naturel mouvement de terrain de la Côte d'Île-de-France dans le secteur de la vallée de la Marne sur le territoire des communes de Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles.

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 7 avril 2014,

Sur proposition de M. le Sous-Préfet Épernay et du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

Article 1^{er}

Le Plan de Prévention du Risque Naturel mouvement de terrain sur le territoire des communes de Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles, est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement.

Article 2

Le Plan de Prévention du Risque Naturel mouvement de terrain contient les documents suivants joints en annexe :

- un résumé non technique ;
- un rapport de présentation et un livret annexes ;
- des documents graphiques : cartes au 1/10000^{ème} reprenant les zones réglementées ;
- un règlement définissant les zones réglementées et précisant les dispositions applicables pour chaque zone.

Article 3

Conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement, le Plan de Prévention du Risque Naturel mouvement de terrain approuvé sur le territoire des communes de Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles, vaut servitude d'utilité publique.

Les maires des communes concernées doivent annexer le Plan de Prévention des Risques mouvement de terrain au plan local d'urbanisme approuvé, conformément aux dispositions de l'article L126-1 du code de l'urbanisme.

Article 4

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront notifiés à chacune des 31 communes concernées.

Article 5

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public, conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, dans les mairies des 31 communes concernées, dans les locaux de la Préfecture de la Marne et de la Sous-Préfecture d'Épernay.

Article 6

Les maires de chacune des 31 communes concernées devront conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, afficher une copie du présent arrêté pendant un mois minimum.

En outre, le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs du département de la Marne, ainsi que dans un journal diffusé dans le département.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée, 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex) dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Article 8

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet de la Marne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne et Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Anthenay, Avize, Baslieux-sous-Châtillon, Belval-sous-Châtillon, Binson-et-Orquigny, Champvoisy, Châtillon-sur-Marne, Courthiézy, Cramant, Cuchery, Cuisles, Dormans, Festigny, Grauves, Igny-Comblizy, Jonquery, Leuvrigny, Mareuil-le-Port, Moslins, Nesle-le-Repons, Oeuilly, Oger, Passy-Grigny, Reuil, Sainte-Gemme, Troissy, Vandières, Venteuil, Verneuil, Villers-sous-Châtillon, Vincelles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châlons-en-Champagne, le 01 OCT. 2014

Le Préfet


Pierre DARTOUT

Annexe 4 : Dispense d'évaluation environnementale



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
la révision du plan d'occupation des sols valant élaboration
du plan local d'urbanisme de la commune de
Baslieux-sous-Châtillon (51)**

n°MRAe 2019DKGE52

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté ministériel de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 25 janvier 2019 et déposée par la commune de Baslieux-sous-Châtillon (51), compétente en la matière, relative à l'élaboration de son Plan local d'urbanisme (PLU), en révision de son Plan d'occupation des sols (POS) devenu caduc ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 28 janvier 2019 ;

Considérant le projet d'élaboration du Plan local d'urbanisme de la commune de Baslieux-sous-Châtillon notamment son projet d'aménagement durable (PADD) ;

Considérant que le projet doit permettre d'assurer la mise en cohérence du PLU avec le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'Épernay et sa Région (en cours de révision), le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Champagne-Ardenne ;

Habitat et consommation d'espace

Considérant que :

- le projet prend en compte une hypothèse d'augmentation de la population de la commune (188 habitants en 2015 selon l'INSEE) de l'ordre de 17 nouveaux habitants à l'horizon 2030 pour atteindre environ 205 habitants ;
- la commune envisage la construction de 10 nouveaux logements pour répondre à l'accroissement de la population, logements qui seront construits en densification du tissu urbain selon la répartition suivante :
 - 9 logements sur les parcelles de terrains en dents creuses (2,14 ha) ;
 - 1 logement vacant ;

Observant que :

- les prévisions de croissance démographique sont cohérentes au vu de l'évolution démographique observée par le passé, puisque de 1999 à 2015 la population est passée de 173 à 188 habitants, soit une augmentation de 15 habitants en 16 ans ;

Risques naturels :

Considérant qu'il existe dans la commune :

- une cavité souterraine ;
- un aléa de retrait-gonflement des argiles ;

Observant que :

- la cavité souterraine citée est éloignée de la zone urbaine ;
- l'aléa retrait-gonflement des argiles est faible en zone urbaine ;

Ressources en eau et assainissement

Considérant que :

- les ressources en eau sont suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs en eau potable ;
- un assainissement de type collectif équipe la commune et que l'ensemble des effluents de la commune est acheminé pour traitement à la station d'épuration communale d'une capacité de 550 équivalents-habitants (EH) ;

Observant que :

- l'alimentation en eau est assurée par la Communauté de communes Paysages de Champagne, son gestionnaire est la Lyonnaise des eaux, qui dispose des capacités de production suffisantes pour répondre au développement de la commune ;
- la station d'épuration permet la prise en compte des effluents des 205 habitants de Baslieux-sous-Châtillon à l'horizon 2030 ; qu'elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2017 par le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique et solidaire¹ ;

Les espaces naturels

Considérant que l'élaboration du PLU concerne les espaces naturels remarquables suivants :

- le ruisseau de Belval et sa ripisylve ;
- le corridor boisé reliant les pâtis de Damery et la forêt de Venteuil à Passy ;

Observant que le PLU classe tous ces espaces en zone naturelle N ou agricole A ;

¹ <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, l'élaboration de son Plan local d'urbanisme (PLU) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration de son Plan local d'urbanisme (PLU), en révision de son Plan d'occupation des sols (POS) devenu caduc **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 14 mars 2019

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,



Alby SCHMITT